1437231

CONSIDÉRATIONS

SUR QUELQUES

RÉFORMES SOCIALES

QUI RESTENT ENCORE A ACCOMPLIR AVANT QUE LA CIVILISATION AIT ATTEINT SON DERNIER PERFECTIONNEMENT.

DISCOURS

PRONONCÉ A L'ATHÉNÉE ROYAL DE PARIS, LE 7 DÉCEMBRE 1846.

PAR

J. S. BUCKINGHAM,

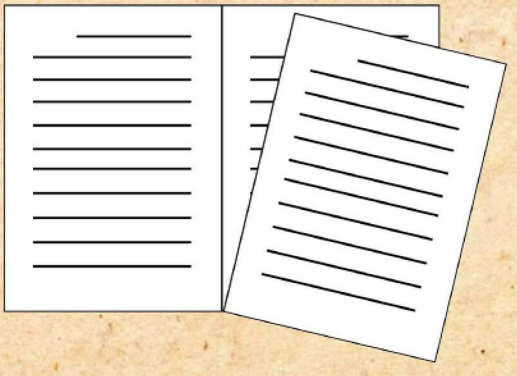
Fondateur-Directeur de l'Institut britannique et étranger à Londres.

PARIS,

CHEZ JULES LAISNÉ, PASSAGE VÉRO-DODAT.

—

1846.



W woluminie kolejno współoprawne sygnatury:

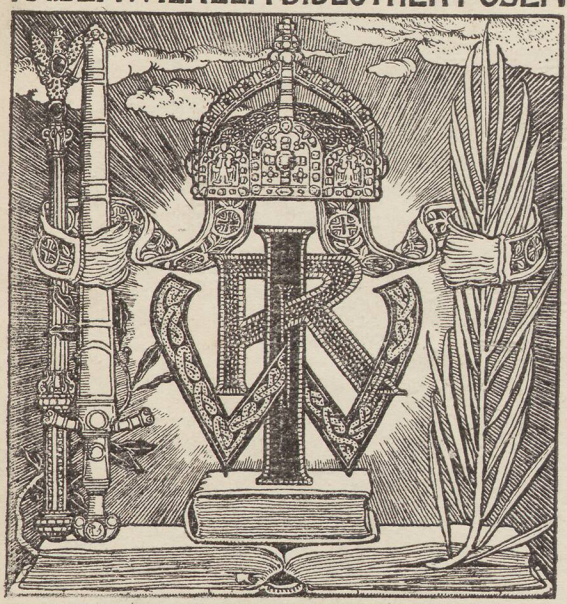
Odręczny spis tytułów

Kl 6325 /1
Kl 6325 /2
Kl 6325 /3
Kl 6325 /4
Kl 6325 /5
Kl 6325 /6
Kl 6325 /7
Kl 6325 /8

Kl 6325 /9

Kl 6325 /10
Kl 6325 /11
Kl 6325 /12
Kl 6325 /13
Kl 6325 /14
Kl 6325 /15

KAISER·WILHELM·BIBLIOTHEK·POSEN



Geschenk des Kgl. Oberpräsidiums,
Cassel. 1898 - 1899.

E.D.d.j. 1898

1. Carl Gottschling: Theorie des Agrumes. Lemb. 1834.
2. Rösler: Ueber die Feuerbürgschafts Assecuranz Anstalt. 1831.
3. v. Voigtel: (Plan über die Gründung der Feuer-Assecuranz Anstalt v 1788)
4. Rösler die Feuer-Assecuranz-Anstalten 1830.
5. L. Ch. Frölich: des différends entre les nations civilisées et de leurs causes. Paris 1842.
6. Alf. v. Herzenb: Die einbringende Feuerversicherungs-Gesellschaft und die gegenseitige Feuerversicherung. Leipz. 1842.
7. (Zurlauben) die Leitung zum Zollwesen vom sittlichen Standpunkt betrachtet. (Gegenstück: England's Handelspolitik bis 1842, zur Rechtfertigung s. Handelsmonopols.
8. Zimmermann: Der freie Gewerbsbetrieb in Gegensatz zum Polizeisystem unserer Tage. Leipzig 1844.
9 (Bentham) Greatest happiness-principle in moral & Government. (aus 1829.)
10. Buckingham Considérations sur quelques réformes sociales. Par. 1846.
11 Leuthy (Gegenstück) Gegenstücke & Wahlverwandtschaften. Linz 1846.
12. Ramon de la Sagra: Quelques idées sur l'organisation du travail & la libre concurrence. Bruxelles 1847.
13 D. Fiebiger: Die Arbeiter & die Maschinen. - Leipz. 1850.
14. Den Tex: Het welvaren van andere volken, ons belang.
15. Die Profs contra die Tagen. Bern 1849
16. v. Herz-Hartlieb: Skizze eines Planes, wie Deutschland das Meer, bei der Abschaffung der widernatürlichen Elbzölle wieder gewinnt und behauptet.

K1
6325

CONSIDÉRATIONS

SUR QUELQUES

RÉFORMES SOCIALES.

PARIS. — Imp. BLONDEAU, rue Rameau, 7 (place Richelieu).

1437231

CONSIDÉRATIONS

SUR QUELQUES

RÉFORMES SOCIALES

QUI RESTENT ENCORE A ACCOMPLIR AVANT QUE LA CIVILISATION AIT ATTEINT SON DERNIER PERFECTIONNEMENT.

DISCOURS

PRONONCÉ A L'ATHÉNÉE ROYAL DE PARIS, LE 7 DÉCEMBRE 1846.

PAR

J. S. BUCKINGHAM,

Fondateur-Directeur de l'Institut britannique et étranger à Londres.

PARIS,

CHEZ JULES LAISNÉ, PASSAGE VÉRO-DODAT.

—

1846.

BIBLIOTEKA UNIWERSYTECKA POZNAŃ
Kl 6325/9

CONSIDÉRATIONS

SUR QUELQUES

RÉFORMES SOCIALES

QUI RESTENT ENCORE A ACCOMPLIR AVANT QUE LA CIVILISATION AIT ATTEINT SON DERNIER DÉVELOPPEMENT.

MESDAMES ET MESSIEURS,

Lorsqu'un étranger, tel que moi, paraît pour la première fois devant vous, pour vous présenter, dans une langue étrangère, des considérations dignes de votre attention, et réveiller vos sympathies pour les objets qu'il désire accomplir, il est juste que vous lui demandiez quels sont ses titres à votre confiance et à votre considération ; car c'est sur cette confiance, plus ou moins grande, qu'il a droit d'inspirer, que repose en grande partie le bon accueil de ses vues, et leur examen à la fois sincère et impartial.

Je débuterai donc par vous faire observer que ce n'est pas aujourd'hui ma première visite à la belle capitale de la France; que j'y suis déjà venu une fois dans une intéressante mission de philanthropie et de paix, et que c'est le même esprit, le

même but, qui m'y ramène une seconde fois; j'y reviens pour abattre, autant que mon humble influence me le permet, les barrières du préjugé qui jusqu'ici séparent une nation de l'autre, comme si, au lieu d'être mutuels et réciproques, leurs intérêts étaient ennemis l'un de l'autre: j'y reviens pour unir en un seul lien commun de fraternité, les diverses familles du genre humain, qui sont toutes les enfants d'un seul et même père, et, malgré toutes les chances multiformes de la vie, toutes créées pour subir la même mort commune, et nourrir le même espoir d'immortalité au-delà des portes du tombeau.

Ce fut dans le mois historique de juillet, dans l'année à jamais mémorable de 1830, que, pour la première fois, j'entrai à Paris; et mon séjour s'y prolongea agréablement jusqu'au mois de décembre de la même année. Le principal objet de ma mission consistait alors à obtenir la coopération et le concours du gouvernement et du peuple de la France à un voyage de découverte, de commerce, et de civilisation autour du globe ; j'avais ajouté ces deux derniers objets par la conviction qu'on pourrait, sans employer de nouveaux moyens, et sans créer de nouvelles dépenses, étendre au commerce et à la civilisation les avantages restreints jusqu'alors aux voyages de circumnavigation.

Ce projet fut si bien accueilli en Angleterre qu'il fit partie du programme dans une réunion publique à l'Institut royal de la Grande-Bretagne, sous la présidence de Son Altesse Royale le duc de Sussex, frère du roi régnant d'alors, et oncle de notre auguste reine actuelle.

La demande pour inviter S. A. R. à occuper le fauteuil fut signée, entre autres, du duc de Devonshire et du duc de Bedford, du marquis de Lansdowne et du marquis de Sligo, de lord Holland, de lord Brougham, de lord Dover, de lord

Nugent et de lord Francis Egerton; et les votes qui approuvaient l'objet du voyage et me nommaient au commandement de l'escadre destinée à l'accomplissement de l'expédition, eurent pour auteurs le duc de Sommerset, le comte de Durham, lord John Russell, et l'amiral sir Sidney Smith, tous noms aussi bien connus en France qu'en Angleterre.

En consultant les autorités en France à ce sujet, il n'y eut qu'une seule voix parmi tous les hommes publics à l'égard de l'utilité d'une telle entreprise. Sa Majesté le Roi Louis-Philippe exprima son entière satisfaction du but que l'on désirait atteindre, et l'infortuné duc d'Orléans témoigna le plus haut intérêt pour le succès de notre entreprise. L'illustre général Lafayette, le brave et savant Dumont d'Urville, lui-même un des premiers navigateurs du siècle, le baron Cuvier, alors secrétaire perpétuel de l'Institut de France, M. Laffitte, le duc de Montebello, le duc de Choiseul, M. Casimir Périer, M. Alexandre de la Borde, M. Benjamin Constant, M. l'abbé Grégoire, M. Odilon Barrot, alors préfet de la Seine, M. Jean-Baptiste Say, M. Charles Dupin, M. le marquis de Sainte-Croix, et plusieurs autres hommes éminents, juges compétents, émirent des opinions favorables, et firent des vœux pour le succès de l'entreprise. Il me suffira de citer les paroles du dernier, à la société de statistique universelle, en sa qualité de membre de la commission chargée d'examiner le plan de voyage; voici l'extrait de son rapport :

« M. Buckingham, déjà connu dans la carrière des « voyages par d'honorables travaux, a, dans la séance du « 19 octobre, développé lui-même son plan, avec beaucoup « d'habileté, et a demandé à la société d'encourager ses « efforts pour la science des découvertes, et de vouloir bien

« joindre son approbation à celle de beaucoup d'autres so-
« ciétés savantes. Vous avez, dans la même séance, nommé
« une commission spéciale pour vous faire un rapport sur
« le projet de M. Buckingham, en examiner les détails,
« et attacher, avec connaissance de cause, au plan de l'au-
« teur, le poids de votre autorité scientifique, en faveur
« d'une entreprise qui portera, sans doute, de nouvelles lu-
« mières dans la science hydrographique, dans les arts, et
« dans le commerce.

» C'est assurément une grande et belle idée que celle
« d'augmenter les relations des peuples qui habitent le
« globe, par les bienfaits que porte avec lui le commerce,
« qui ne marche jamais sans être accompagné de la civilisa-
« tion, et enlace ainsi le monde avec la chaîne d'or des in-
« térêts réciproques.

« Pour accomplir une aussi glorieuse entreprise, l'auteur
« propose une souscription, et fait un appel aux savants de
« toutes les nations, aux hommes honorables de tous les pays,
« et de toutes les religions.

« Le rapporteur de votre commission a l'honneur de vous
« proposer d'inviter MM. les membres composant la So-
« ciété française de statistique universelle, à souscrire indi-
« viduellement pour faciliter à M. Buckingham l'exécution
« d'une entreprise aussi vaste qu'utile aux sciences et à la
« civilisation.

« Signé, le marquis de SAINTE-CROIX. »

La seule difficulté qui se présenta à l'esprit du ministre de la marine, M. l'amiral Roussin, avec lequel j'eus plusieurs entrevues à ce sujet, fut celle d'unir les deux pavillons de France et d'Angleterre, sans que l'un ou l'autre eût la préséance, et de partager l'autorité des commandants et

officiers des deux nations, de manière à prévenir toute collision et toute rivalité de pouvoir; et l'impossibilité supposée de trouver un moyen de vaincre cette difficulté, fut la seule raison mise en avant pour ne pas unir les deux nations dans cette œuvre de philantropie dont toutes deux auraient recueilli les avantages et partagé la gloire.

Ne voulant cependant pas quitter la France sans faire une autre démarche pour mettre en évidence la possibilité et l'avantage d'une union internationale et d'un échange illimité de commerce, je soumis au ministre des finances, qui était alors M. Laffitte, par l'entremise de M. Thiers, son secrétaire, un plan à l'appui des avantages et de l'importance mutuelle du commerce libre pour toutes les nations, par une opération pratique et expérimentale d'échange de productions et de marchandises, libres de toute taxe et de toute entrave, entre les deux plus grands pays du globe.

Cette proposition était, que le gouvernement français admît, libres de tout droit, les articles anglais que des négociants de la Grande-Bretagne pourraient exporter, pour les revendre publiquement ensuite à une grande exposition nationale d'arts et d'industrie qui serait établie à cet effet à Paris; à condition que le gouvernement anglais fît de même, et admît de son côté, libres de tout droit, une égale somme de produits et d'objets industriels que des négociants français achèteraient également pour les livrer au public à une grande exposition nationale à Londres. Les sommes avancées par les deux nations, dans ce libre échange, devaient être limitées à un million de livres sterling, ou vingt-cinq millions de francs, et les profits résultant de la transaction devaient, après tous les frais payés de part et d'autre, être consacrés à l'érection de deux monuments magnifiques, l'un

à Londres, l'autre à Paris, en commémoration de cette expérience mutuelle du commerce libre.

Je soutins qu'en supposant même une perte mutuelle (chose toutefois qui n'était guère possible), l'expérience méritait d'être faite, et que ce ne serait jamais acheter trop cher la découverte, que le commerce libre est une illusion et ne mérite nulle sorte d'encouragement; mais si (chose généralement admise) l'expérience donnait grand profit, il suffirait de ce seul fait pour prouver, à tous les gouvernements du monde, que l'intérêt d'une nation réside dans le libre échange des produits de son industrie et de son habileté avec ceux de toute autre nation; et le commerce libre deviendrait universel parmi tous les pays civilisés du globe.

J'ignore la portée des investigations ou des délibérations auxquelles se livrèrent ceux à qui la proposition fut communiquée; mais le résultat, je me le rappelle fort bien, fut une expression de regret de ce que dans l'état existant des partis et de la politique, il serait inutile de s'attendre à l'approbation des Chambres, parce que, dans l'une et dans l'autre, il se trouvait trop de membres puissants et influents qui, de même que les grands propriétaires fonciers de l'Angleterre, s'imaginent que leur intérêt individuel consiste dans un code restreint et limité, et qui, par suite d'une faiblesse commune aux hommes d'une grande opulence dans tous les pays, ne séparent pas les intérêts individuels des intérêts nationaux, et croient que ce qui exposerait les uns, ne saurait être avantageux aux autres.

Durant mon séjour à Paris, j'eus l'honneur d'avoir plusieurs entrevues avec le roi et ses ministres, avec les principaux membres de l'Institut, et avec les chefs des plus importantes sociétés littéraires et scientifiques de Paris; et tous me

comblèrent d'honnêtetés et d'amitié. J'eus ainsi le plaisir de faire, à l'Athénée royal, sous le patronage spécial de la famille royale de France, un cours public sur l'Inde et les contrées de l'Orient ; et les Anglais, résidant à Paris, me choisirent pour présider à un banquet qu'ils donnèrent, le 8 décembre 1830, sur la place du Châtelet, à l'illustre Lafayette, en l'honneur de la récente révolution à laquelle ce général avait pris une part remarquable. Un grand nombre de pairs, de députés, d'hommes de lettres et de savants assistèrent à ce banquet, et tous n'eurent qu'une voix pour rendre hommage au courage, à la vertu et à la probité dont le regrettable Lafayette était la personnification (1).

A mon retour en Angleterre, voici les grands objets qui occupèrent mon attention : le commerce libre, l'abolition de l'esclavage, le progrès de l'éducation, l'extinction des deux grandes taches dans notre honneur national : la presse des marins et la punition dégradante du fouet dans les armées de terre et de mer ; la suppression du duel dans les hauts rangs de la société ; la pratique de la tempérance et de toutes les vertus qui en découlent dans les classes inférieures de la population ; et en même temps l'établissement d'un congrès de nations qui, au lieu de recourir aux chances de la guerre, déciderait, par la voie de la médiation, toutes les grandes questions de querelles internationales.

Une majorité nombreuse m'envoya représenter ses vues et ses intérêts au premier Parlement réformé ; le bourg de Sheffield, dans le Yorkshire, me nomma une seconde fois, et je siégeai dans la Chambre des Communes, pendant six ans, de 1832 à 1837, inclusivement. Pendant cette période législative, j'eus la satisfaction de voir presque toutes mes vues

(1) Voir à la fin du volume pour le rapport de cette réunion.

adoptées, et les intérêts de l'humanité avancés d'un grand pas dans le monde en général, chose bien autrement importante que les intérêts de l'Angleterre seule (bien que, fort heureusement, ils ne soient pas opposés, et que l'avancement des uns contribue aux progrès des autres).

En 1837, je résignai mon mandat, et ceux qui m'en avaient honoré m'exprimèrent leur approbation de la manière dont je l'avais exercé. Commençant alors à sentir le progrès des années, je voulus, avant que l'âge me rendît incapable d'un tel voyage, traverser les vastes régions de l'Amérique, la jeune république des Etats-Unis et les provinces que possède la Grande-Bretagne sur ce grand continent du monde occidental.

Dans les jeunes années de ma vie, j'avais visité l'Espagne, le Portugal, et toute la Méditerranée, des deux côtés de cette contrée si belle et si classique, du détroit de Gibraltar aux Dardanelles, de même que les Indes-Occidentales et l'Amérique du Sud. Ensuite j'avais traversé presque toutes les parties de l'Egypte, la Nubie, la Palestine, la Syrie, l'Asie-Mineure, la Mésopotamie, l'Assyrie, la Babylonie, la Médie, la Perse, le Kurdistan, la mer Rouge, avec les côtes et les ports de l'Abyssinie et de l'Arabie, le golfe Persique, depuis l'Euphrate jusqu'à l'Océan indien; les grands établissements de l'Inde, Bombay, Madras et Calcutta, les côtes de Malabar et de Coromandel, l'île de Ceylan, et le cap de Bonne-Espérance. Je désirai ajouter à tout cela une connaissance pratique de l'Amérique du Nord; je sacrifiai à la satisfaction de ce désir près de quatre années, et je visitai, dans cet espace de temps, tous les nombreux états et territoires de cette république, de Portland, à l'extrémité nord-ouest, jusqu'à la Nouvelle-Orléans, dans le golfe de Mexique; et depuis New-

York, dans l'Atlantique, jusqu'à Saint-Louis, de l'Ouest, sur l'immense Mississipi, ne laissant pas une seule ville de la moindre importance sans la voir. Ensuite, je me dirigeai vers les provinces britanniques du Canada, de la Nouvelle-Ecosse, de la Nouvelle-Brunswick, et je vis Toronto, Montreal, Kingston, Quebec, Halifax, St-Jean, et Fredericton, tous les siéges du gouvernement dans leurs provinces respectives.

Depuis mon retour d'Amérique, j'ai publié le résultat de mes voyages dans cette vaste et intéressante contrée, complétant, avec mes autres ouvrages, écrits et publiés par moi dès l'année 1818 à celle-ci, 92 gros volumes, qui contiennent à peu près chacun 500 pages ; et l'objet subséquent de mes occupations et de mes efforts a été de réaliser en pratique plusieurs de ces vues que j'avais si souvent émises en théorie, sur l'union des hommes de toutes nations et de toutes croyances par un lien commun comme membres de la république des lettres. C'est à cet effet que j'ai établi, à Londres, une société cosmopolite sous le nom de « British and foreign Institute » (Institut britannique et étranger), dont l'objet est d'offrir un point de réunion aux hommes d'un esprit juste et d'un cœur droit de quelque nation qu'ils soient, afin qu'ils s'y rencontrent comme amis et égaux, et contribuent ainsi à détruire les préjugés nationaux qui ne tendent qu'à séparer les pays et les hommes (2).

Si donc l'expérience de soixante ans, des voyages étendus par mer et par terre, la connaissance pratique des cours et des sénats, d'un côté, et de l'autre celle des mœurs, des besoins, des souffrances et des désirs des classes ouvrières de la communauté, peuvent me donner quelque droit à votre bien-

(2) Voir à la fin du volume pour la description détaillée de cet Institut.

veillance et à votre attention, je demande, non que vous favorisiez un objet quelconque d'avantage personnel pour moi-même, car je n'en ai pas besoin, et je viens ici dépenser mon argent et mon temps pour la propagation de mes vues et non pour réclamer le secours de qui que ce soit ; mais que celui qui, en apprenant ces vues, les approuve, fasse de son mieux, suivant la portée de ses moyens et à la faveur des occasions, pour les répandre parmi d'autres, et, autant qu'il est en son pouvoir, en recommande l'adoption personnelle et pratique, par l'exemple autant que par le précepte.

Après ces observations préliminaires, je soumettrai à votre bienveillante et impartiale attention les raisons qui me font croire qu'il y a encore *plusieurs grands vices*, chacun ayant à sa suite un long catalogue d'autres vices qui forment le plus grand obstacle au progrès de la vérité, de la richesse et du bonheur chez la plupart des nations ; et ces vices, les communautés, pour les détruire, n'ont qu'à le vouloir sérieusement ; et pour les détruire et les remplacer par le bien il ne faut qu'une union paisible, une vertueuse résolution, une persévérance ferme, mais patiente, source plus ou moins abondante de tous les changements heureux opérés dans les lois, les coutumes, et les opinions des hommes.

*Le premier de tous ces vices, celui d'où découlent, en quelque sorte, tous les autres, est l'*IGNORANCE.

Si nous jetons nos regards sur une carte géographique du globe, et établissons une comparaison entre la condition dégradée des tribus sauvages de l'Afrique, de l'Amérique, et des Aborigènes des îles Pacifiques, et la condition élevée des nations civilisées de l'Europe, nous ne pouvons manquer de reconnaître que la seule cause de cette différence est que les bar-

bares sont maintenus dans leur barbarie par l'empire général de l'ignorance, et que les peuples civilisés doivent ce qu'ils sont à l'empire des *connaissances*, et à leur application.

*Le premier grand besoin du monde est donc l'*INSTRUCTION.

Le contraste entre l'état de l'Angleterre sous la reine Victoria, et celui de l'Angleterre sous la reine Boadicée, n'est pas plus grand que celui de la France sous Louis-Philippe et de la France sous Charles Martel; et le changement là, comme ici, est le résultat de la même simple, mais puissante cause, l'acquisition progressive de connaissances utiles et leur judicieuse application aux arts, aux manufactures, à la culture, aux lois, au gouvernement et à l'organisation de la société en général et dans toutes ses formes variées. Le contraste est plus frappant encore aux Etats-Unis d'Amérique, où il n'est pas nécessaire de remonter une longue suite de siècles pour arriver aux périodes éloignées et aux points qui établissent la différence. Vous la voyez ici dans toute sa vigueur dès que vous avez passé la ligne de démarcation qui sépare le chef sauvage indien, au corps nu et peint, ou bien ayant pour tout vêtement une peau d'animal et des plumes, et armé d'une massue de bois ou de pierre, du cultivateur paisible du sol ; ou bien, quand au palais du président, à Washington, vous voyez une députation des guerriers des montagnes Rocheuses, dans toutes leur hideuse monstruosité, en présence des sénateurs de Boston ou de Philadelphie.

Mais si le contraste entre les conditions différentes des mêmes nations, à des périodes éloignées de leur histoire, et simultanément entre des nations civilisées et sauvages, nous

frappe fortement, il y a un contraste non moins important, mais qui échappe plus aisément à notre attention, entre les différentes classes de la société, aux mêmes périodes de leur histoire. En Angleterre, par exemple, aujourd'hui même, il y a dans les basses classes, des millions de personnes de tout âge, et des deux sexes, qui ne savent ni lire ni écrire. En France, probablement, bien qu'en moins grand nombre, il y a encore des adultes et des enfants sans la moindre éducation, et, dans la plupart des autres contrées de l'Europe, la Prusse seule exceptée, la proportion des personnes sans instruction est plus grande encore.

S'il est vrai que les nations s'élèvent, se perfectionnent, acquièrent plus de puissance et de prospérité que leurs barbares voisins, par la juste application des connaissances, il doit être également vrai que les individus, dans ces nations, doivent à la même cause leur principale supériorité d'utilité pour les autres et de bonheur pour eux-mêmes. C'est dans la classe des ignorants que se commettent, dans tous les pays, les crimes les plus nombreux, suite nécessaire de leur ignorance; la pauvreté domine parmi eux; les maladies les frappent le plus fréquemment; le mécontentement qui les ronge est le plus fortement enraciné; et il faut qu'incessamment leurs frères, mieux instruits, emploient une grande partie de leur temps, de leur travail, de leur fortune, de leur énergie, et de leur influence, pour réparer les erreurs de ces malheureux, pour réprimer leurs violences et pour les soutenir au milieu de leurs souffrances et de leurs privations.

Mais si, dans tous les États, les enfants étaient bien élevés, ceux des familles aisées aux frais de leurs parents, et tous les autres aux frais de l'Etat, et si cette éducation comprenait, comme elle le devrait, une connaissance convenable

de toutes les lois de l'hygiène, l'importance majeure de la diète, de la propreté, du renouvellement de l'air, de l'exercice, et de la modération dans tous les plaisirs, les trois quarts des maladies et des infirmités qui affligent les classes ouvrières disparaîtraient. Si l'éducation renfermait, comme elle le devrait, une bonne instruction morale qui agît sur la sensibilité et développât les bons sentiments, si elle pénétrait l'âme de principes fondés sur les préceptes de l'Evangile de la vérité, et habituait les hommes à cet échange doux et généreux d'actes de bienveillance que l'Evangile prescrit, presque tous les crimes qui déshonorent les communautés civilisées seraient étouffés.

Voilà donc deux grands résultats à conquérir, et à conquérir par des moyens bien plus certains et infiniment moins dispendieux que ceux employés jusqu'à présent. L'argent que vous dépensez pour l'entretien des hôpitaux, et des asiles pour les infirmes et les malades, les sommes plus considérables encore que coûtent l'érection des prisons et pénitentiaires, le maintien d'une police criminelle, et tous ces autres établissements pour la découverte et la répression du crime, suffiraient pour donner une excellente éducation à tous les enfants du monde, et entretiendraient richement tous les instituteurs employés à cette tâche.

De plus, si l'éducation était dirigée, comme elle devrait l'être, selon les facultés particulières que chaque enfant possède au plus haut point de perfection, au lieu de l'être sur un plan général, donnant la même sorte et la même étendue d'instruction à tous, il n'y a pas de doute qu'on mettrait en évidence une somme immense de dispositions heureuses pour tel ou tel art, tel ou tel objet d'études qui, grâce à nos méthodes usuelles, ne voient pas le jour. Un ancien a fort bien dit, que

l'esprit du jeune homme ressemble au marbre dans la carrière ; personne ne peut dire les belles formes que le ciseau lui donnera, ou de quel degré de poli il est susceptible, jusqu'à ce que l'artiste ait essayé toute la puissance de son art ; de même, bien qu'il y ait des exemples d'hommes qui ont dû leur instruction à eux-mêmes, et qui, doués d'une énergie extraordinaire, se sont frayés un chemin eux-mêmes, en dépit de tous les obstacles, ce ne sont là que des exceptions à la règle générale; et des milliers de jeunes gens, doués des meilleurs moyens intellectuels, restent dans l'ignorance et l'obscurité, qui, avec de bons guides, seraient devenus l'honneur de leur communauté, et de précieux producteurs de fortune et de jouissances.

On ne saurait, vraiment, calculer combien chaque nation perd de richesse et de prospérité, en négligeant les trésors intellectuels qui, faute de développements, demeurent ensevelis dans les masses de la population ; mais nous pourrons nous en former une idée par ce seul fait, que, lors de la première arrivée des Romains chez nos barbares ancêtres, il y avait, dans les entrailles de la terre, des trésors immenses de charbon et de fer, des carrières de pierres non exploitées, des forêts de bois de constructions où la hache n'avait jamais pénétré ; mais, depuis ce temps, l'éducation ayant appris aux hommes la géologie, la minéralogie, l'architecture, la manufacture, la construction des vaisseaux, et la navigation, nous avons converti tous ces trésors dormants en richesse, en puissance, en jouissance effective d'abord pour nous-mêmes, et de là pour les autres citoyens qui sont sous notre domination ou en relation avec nous dans les contrées les plus reculées de la terre.

L'éducation universelle de chaque enfant, par le déve-

loppement des facultés qu'il possède au plus haut degré, et leur application aux études auxquelles elles conviennent le mieux, et le dévouement de tous à l'accomplissement pratique des devoirs sacrés du chrétien, l'amour, l'indulgence, et la charité, serait ainsi un des moyens les moins dispendieux, les plus efficaces et les plus avantageux d'employer la richesse naturelle d'un pays. Une telle éducation diminuerait tous les maux, augmenterait le bien, et produirait une immense balance de gain, en vertu et en jouissance, à tous les pays qui l'emploieraient.

Ce que la France et l'Angleterre sont aujourd'hui, ce que l'Egypte, la Grèce, et Rome furent autrefois, tous les pays peuvent le devenir, par la même somme d'instruction et de culture intellectuelle, et, grâce à la somme plus grande de connaissances possédées par l'homme, à l'action puissante de l'imprimerie, que les grandes nations de l'antiquité n'ont pas connue, la civilisation, une fois acquise, peut être conservée sans avoir à redouter ces secousses violentes qui, faute de connaître les vrais principes conservateurs, ont désolé tant de grands empires de l'antiquité. Les voyages et les missions qui ont la civilisation pour but, méritent tous les encouragements; les colonisations paisibles et commerciales, au moyen desquelles des peuples civilisés impriment le germe et l'empreinte de leur perfection à des nations barbares, sont dignes de la plus haute approbation.

« *Le second grand vice qui afflige la terre et réclame la sollicitude de tous ceux qui aiment leur pays, est* L'INTEMPÉRANCE.

Ce sujet est peut-être nouveau pour vous en France; et accoutumés que vous êtes à regarder les boissons excitantes

et enivrantes que vous fournissez si abondamment aux autres peuples, comme une partie de votre richesse nationale que vous devez défendre de toute attaque ennemie, comme l'eau-de-vie, qu'on devrait plutôt nommer *eau-de-mort*, à cause des funestes conséquences qu'entraîne sa consommation; ce sujet peut n'être pas populaire; mais si l'impopularité d'un sujet était une raison pour ne jamais le traiter ou le discuter, la France n'eût jamais brisé le joug du système féodal, elle n'eût jamais accompli la liberté politique dont elle jouit heureusement à présent. Je ne reculerai donc pas devant cette partie de ma tâche, par déférence pour l'opinion populaire. Les intérêts de la vérité sont trop sacrés pour les sacrifier à de vains applaudissements; je vous dirai donc, avec toute l'affection, mais aussi avec toute la fidélité d'un frère chrétien, le résultat de notre expérience en Angleterre et en Amérique. Vous n'avez pas dédaigné de prendre de ces deux pays des leçons de liberté sur d'autres questions; j'ose espérer qu'un jour vous serez disposés à les imiter aussi en ce point.

Plus de vingt années se sont écoulées depuis mon retour de mes longs voyages à travers les contrées de l'Orient, terminés par un séjour de plusieurs années aux bords du Gange, dans la capitale de l'Hindostan. A mon débarquement en Angleterre, je fus choqué, peiné au plus haut degré, de voir à Portsmouth, dans l'espace d'un seul jour, plus de personnes ivres que je n'en avais vu en dix ans auparavant. J'avais traversé la plus grande partie de l'Asie à cheval, accompagné d'un petit nombre de naturels, ou bien sur des chameaux avec de nombreuses caravanes, et en faisant le calcul le plus modéré, je pense avoir parcouru de la sorte plus de mille lieues en trois ans de temps, et si durant cette période je con-

sidère mon séjour dans les grandes villes du Caire, de Jérusalem, de Saint-Jean-d'Acre, de Damas, de Tripoli, d'Antioche, d'Alep, d'Orah, de Mossul, de Bagdad, de Bassorah, de Hamadan, d'Ispahan, et de Schiraz dans la Perse, je dois certainement m'être trouvé en contact pour le moins avec trois millions de gens; eh bien! dans tout ce nombre, je n'ai pas vu autant de personnes plongées dans l'ivresse que dans le peu d'heures de mon premier jour de débarquement en Angleterre.

Je ne pus faire cette observation sans en ressentir une profonde humiliation pour mon pays; ma longue absence ne lui avait rien fait perdre de ses droits à mon affection, mais j'étais honteux de le voir en ce point si inférieur aux nations mahométanes et idolâtres de l'Orient. Aussi, dès ce premier moment, je pris la ferme résolution d'user de tous mes moyens pour effacer de notre honneur national cette tache et cet opprobre.

Mais lorsque, m'adressant aux malheureuses victimes de ce vice affreux, je leur conseillai de s'abstenir de l'usage de ces boissons enivrantes qui leur enlevaient le faible produit de leurs rudes travaux, ruinaient leur santé, détruisaient leurs moyens d'utilité, ternissaient leur réputation, couvraient de honte leurs familles et déversaient le blâme sur toute la nation; tous ces beaux discours étaient paralysés par ma propre conduite, car ils me demandaient si moi-même je ne buvais jamais de boissons excitantes, et j'étais forcé de convenir qu'à la vérité j'en buvais, mais toujours avec la plus grande modération; ils ne manquaient pas aussitôt de se servir contre moi de cette concession, et de me faire observer que je prouvais par moi-même la nécessité de recourir à ces stimulants, et que si moi-même je ne voulais ou ne pouvais

m'en dispenser, quel droit avais-je de leur en imposer la privation?

C'était en vain que j'établissais la distinction à faire entre l'usage modéré et l'abus, parce que ceux qui se livrent le plus à la boisson, prétendent toujours qu'ils sont des buveurs très-modérés ; modération qui varie selon l'individu (car chacun est ici son propre juge).

Je fus convaincu qu'il n'y avait pas de point d'arrêt possible, pour les basses classes du moins, entre l'ivresse et l'abstinence totale de boissons enivrantes; parce qu'en tous ces points d'arrêt on était toujours tenté d'aller plus loin, et parce que tous les ivrognes ont d'abord commencé par boire modérément, et que c'est de progrès en progrès, et d'une manière presque imperceptible, qu'ils sont enfin devenus une charge accablante pour eux-mêmes, une malédiction pour leur famille, un opprobre pour la nation et un fardeau rebutant pour les membres sobres et industrieux de la communauté, qui sont forcés de les entretenir dans la maison de secours, à l'hospice, dans les maisons de détention, dans les maisons d'aliénés, de faire les frais de leurs funérailles, et de soutenir leurs veuves et leurs enfants, laissés sans la moindre ressource.

Je résolus, en conséquence, d'établir avant tout dans ma propre maison, la réforme que je voulais opérer dans d'autres, et, en 1826, avec les bons conseils et sous la sanction d'un des plus éminents médecins de Londres, moi et toute ma maison, ma femme, mes enfants, mes domestiques et tous ceux qui m'entouraient, nous renonçâmes entièrement à l'usage de toute boisson alcoolique ou enivrante. Il y a de cela, comme vous voyez, une vingtaine d'années et plus de dix ans avant que le bon père Mathew eût com-

mencé à agiter ce sujet en Irlande, et jamais, depuis, nous ne nous sommes repentis un seul moment de cette détermination. Les avantages que nous en retirâmes furent grands, variés et permanents. Une amélioration sensible dans la santé, un sommeil plus calme et plus satisfaisant, une digestion moins laborieuse, plus de vigueur, plus de légèreté, plus de gaîté dans l'humeur, plus d'empire sur nous-mêmes pour résister aux impressions accablantes et à la colère causée par des désirs inaccomplis ; plus de forces, enfin, pour supporter les fatigues de l'esprit et du corps. Nous acquîmes surtout une grande force morale, il nous fut permis de dire à ceux que nous exhortions d'abandonner les liqueurs enivrantes, il nous fut permis de leur citer notre exemple, et de nous borner à leur recommander de faire ce que nous avions fait ; cette considération méritait bien tout ce que nous avions sacrifié, quoiqu'à vrai dire, cette privation nous fut si peu sensible qu'au bout d'un mois nous ne nous en aperçumes nullement.

Enfin arriva le moment où, siégeant dans la Chambre des Communes, j'eus une occasion favorable de soumettre ce sujet aux délibérations de cette assemblée. Après avoir dépeint, dans un long discours, toutes les suites, funestes à l'honneur du pays, de cette passion du peuple pour les boissons fortes, je demandai la formation d'un comité d'enquête qui fût chargé d'explorer l'étendue, les causes, et les effets généraux de l'intempérance, et de rechercher en même temps s'il ne pouvait y avoir de remède législatif ou autre à la propagation d'un si grand vice.

Le comité fut composé de trente-huit membres, et l'on y comptait lord Althorp, alors Chancelier de l'Échiquier et chef de la Chambre des Communes, sir Robert Peel, qui vient

de quitter les fonctions de premier ministre de l'Angleterre, l'amiral Fleming, de la marine royale, le colonel Williams, de l'armée anglaise, M. Alexandre Baring, le plus éminent des négociants de Londres, et plusieurs représentants des comtés agricoles, manufacturiers, et maritimes, de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande, de manière que tous les intérêts s'y trouvaient représentés.

Ce comité prolongea ses séances du 9 juin au 28 juillet 1834, et pendant cet espace de temps on n'interrogea pas moins de cinquante-huit témoins, des médecins et des chirurgiens du rang le plus distingué, des magistrats et des officiers de paix, des ministres de la religion et des chefs de maisons d'éducation, des officiers des troupes de terre et de mer et de la marine marchande, de grands propriétaires fonciers, de riches négociants, de grands manufacturiers, des chimistes, des distillateurs, des maîtres d'hôtels, des taverniers, et d'autres hommes occupés des diverses branches de l'industrie.

Jamais, peut-être, dans les annales du Parlement, il n'y eut de comité composé de membres plus éminents ou plus impartiaux ; jamais il n'y eut une plus grande diversité de témoins pris dans toutes les classes de la société et dans tous les états, soigneusement interrogés, et jamais il n'y eut de plus grande unanimité que dans les conclusions finalement adoptées par le comité, imprimées par ordre de la Chambre des Communes, de même que la masse des témoignages sur lesquels leurs conclusions étaient fondées; le tout, formant un gros volume in-folio de plusieurs centaines de pages.

Voici quelques-unes de ces importantes conclusions adoptées par le comité, après un sévère examen des divers témoignages, et qui mérite toute votre attention.

1° Les boissons enivrantes ont pour suite : des maladies sous toutes les formes, le développement de la croissance arrêté dans les jeunes gens, la décrépitude et la mort dans la maturité de l'âge, l'apoplexie, la paralysie, l'idiotisme, la folie, le suicide, et la mort violente, qui enlèvent et détruisent plus de monde en une seule année que toutes les grandes batailles réunies du dernier siècle !

2° Les boissons enivrantes sont la cause principale du paupérisme, de la prostitution, et des crimes qui remplissent les maisons de force, et de refuge, les prisons, les pontons, et les pénitentiaires, et exigent des dépenses énormes pour l'entretien de la police et de tout son menaçant attirail.

3° Le plus grand obstacle à l'éducation de la jeunesse, au développement des bonnes mœurs parmi les adultes, et à la propagation et à l'adoption des vérités du Christianisme dans tous les rangs à l'intérieur et au dehors, est l'usage général et excessif des boissons enivrantes.

4° Plusieurs millions de boisseaux de grains donnés par les bontés de la Providence pour la nourriture de l'homme, tels que blé, orge, avoine, etc., etc., sont perdus pour la nourriture, employés qu'ils sont pour la distillation de liqueurs empoisonnées.

5° Les pertes du travail productif (source principale de la richesse nationale et individuelle) par suite de l'oisiveté, des maladies, de l'affaiblissement et de l'incapacité occasionnées par l'habitude de la boisson dans les classes ouvrières, peuvent hardiment être estimées à un sixième au moins de tout leur temps, et évaluées annuellement à plusieurs millions de livres sterling.

6° La perte des biens sur terre et sur mer, par des incendies dus au hasard ou à la malveillance, par des vols, par

des soustractions clandestines, par la détérioration des marchandises dans toutes les branches d'industrie, est presque incalculable, et s'élève aussi à plusieurs millions de livres.

Ai-je raison alors, Messieurs, de compter l'intempérance au nombre des grands vices qui affligent les hommes? et désirez-vous savoir comment nous sommes parvenus en Angleterre et en Amérique à en arrêter désormais le progrès, et à sauver à temps encore quelques-unes de ses malheureuses victimes?

De même que dans plusieurs autres cas, l'étendue du mal était devenue enfin si alarmante qu'elle appela l'attention de tous les philosophes de l'Amérique et de l'Angleterre d'abord, puis de l'Irlande, de la France, de l'Allemagne, de la Suède, du Danemark, et de presque toutes les colonies britanniques, depuis les montagnes glacées du Canada et de Labrador jusqu'aux plaines brûlantes de l'Afrique et de l'Indostan. Et partout, ce sujet fut considéré comme un des plus dignes d'exercer la sollicitude du patriote, du chrétien, de l'homme d'Etat, des chefs, et des princes de la terre.

En conséquence de cette impression, on soumit à de profondes investigations tout ce qui se rattachait en quelque sorte aux causes et aux effets de l'intempérance dans tous les rangs et dans toutes les classes. Des sociétés spéciales furent établies, chargées de favoriser, par l'exemple et les préceptes, l'abstinence de toute liqueur forte ; et le nombre des membres de ces sociétés, qui donnent ainsi par eux-mêmes l'exemple vivifiant de la réforme, s'élève, dans les différents pays que j'ai nommés, à 18 millions d'individus, sur lesquels il faut compter 7 millions pour l'Amérique, 5 pour l'Irlande, 3 millions pour l'Angleterre et l'Ecosse, et 3 millions pour le continent de l'Europe et les colonies britanniques dans les deux

hémisphères. Et partout où ces sociétés ont été établies, il n'y a qu'une seule voix en faveur de leurs heureux effets sur la santé, la fortune, les mœurs, la position, les sentiments moraux et religieux, et la conduite de tous les membres de l'association.

Jamais, peut-être, dans l'histoire du monde, il n'y eut un exemple d'un développement aussi rapide et aussi étendu d'une simple vérité; et d'une mise en pratique aussi multipliée d'une règle uniforme de conduite. Une doctrine, ou si vous voulez, un principe, annoncé et professé pour la première fois, il y a une quinzaine d'années, est aujourd'hui si bien apprécié, et compte tant de fidèles sur tous les points du globe, que le soleil ne fait pas un pas dans son immense carrière sans éclairer de ses rayons quelque société de tempérance, appliquée à répandre dans le cercle de son activité les heureux fruits de l'intelligence et du bon exemple.

Quant aux pertes qui peuvent résulter de ce changement d'habitude dans les classes ouvrières, et à l'application des capitaux destinés à la fabrication de ces boissons à d'autres entreprises plus utiles au monde, n'ayez aucune crainte à cet égard. Le commerce et l'industrie ont beaucoup trop d'énergie et de flexibilité pour ne pas recouvrer promptement, dans quelque nouvelle branche de spéculation, ce qu'elles peuvent avoir perdu en en abandonnant une ancienne. Autant vaudrait se plaindre de l'établissement des chemins de fer et des bateaux à vapeur, qui laissent sans emploi les diligences, les chevaux et les vaisseaux à voiles ; autant vaudrait se plaindre de la paix, qui laisse sans emploi les gens de guerre; oui, il y aurait la même raison de s'opposer à l'abandon des liqueurs et à tout le bien qui marche à la suite de

cet abandon, parce que quelques débitants pourront être réduits par là à changer d'occupation.

Vous n'avez qu'à suivre les mesures adoptées en Angleterre et en Amérique, et non-seulement vous ne vous ferez aucun tort, mais, selon toute probabilité, vous ne tarderez pas à éprouver individuellement toutes les heureuses conséquences de ces mesures; et le bien que vous ferez aux autres, par la puissance de votre exemple et de vos conseils, sera pour vous une source de jouissances inépuisables pendant toute votre carrière terrestre, et un des plus doux souvenirs qui puissent consoler votre dernière heure.

Le troisième grand vice qui afflige plus ou moins tous les pays est le PRÉJUGÉ NATIONAL.

J'aborde ici un champ aussi familier à vous Français, que malheureusement à nous autres Anglais. Tous ceux de mon âge dans cette assemblée se rappelleront qu'en France on considérait comme la partie la plus essentielle du vrai patriotisme de jeter un regard de mépris sur tous les autres pays, et de haine, en particulier, sur l'Angleterre. Et nous, à notre tour, nous n'étions ni plus sages ni plus libéraux. On nous apprenait, dans notre jeunesse, à mépriser la France et les Français, et, dans notre âge viril, à les haïr et à les outrager; et en même temps le théâtre national et la littérature populaire des deux pays soufflaient le feu de cette haine et de ce mépris mutuel avec tant de zèle et tant de succès, que même trente années de paix n'ont encore pu l'éteindre entièrement; car chez l'une et l'autre nation, il règne encore, parmi les gens les plus ignorants et les moins généreux, cette sorte de tradition que la grandeur et la gloire de l'un des pays ne sauraient être complètes sans la défaite ou l'humi-

liation de l'autre. Ces gens semblent vraiment penser que si parmi les individus la proximité de demeure ou de position constitue le rapport de *voisins*, et si le Christianisme nous ordonne d'aimer nos prochains comme nous-mêmes, cette proximité doit être expliquée différemment à l'égard des nations, et doit signifier ennemis nationaux ; et qu'il est ainsi de notre devoir de haïr, d'outrager, d'exterminer tout ce qui leur appartient, bien que le Christianisme ne nous enjoigne pas de traiter de la sorte nos ennemis, et nous recommande au contraire de prier pour eux et de leur pardonner.

Nul doute, pour tout homme qui a voyagé, que cette petite jalousie de nation contre nation, de peuple contre peuple, ne se guérisse bientôt, et radicalement, par l'échange réciproque de relations intimes et personnelles entre les populations de l'un et de l'autre pays. Les voyageurs anglais reconnaissent depuis longtemps, et sont toujours heureux d'en convenir, qu'en France il y a autant de choses dignes d'admiration et de servir d'exemple que dans leur pays, et qu'on retrouve parmi les Français toutes les vertus que, dans notre ancienne ignorance, nous regardions comme notre partage exclusif; et les voyageurs français raisonnent de même à notre égard.

Le meilleur remède à ce vice, est donc d'écarter tous les obstacles qui peuvent s'opposer au libre commerce entre les peuples. Abolissez à jamais le système des passe-ports, et fiez vous à l'homme et aux bons sentiments de chacun, jusqu'à preuve du contraire. L'Angleterre et l'Amérique sont sans passeports depuis qu'elles existent, et ne s'en portent pas plus mal, et dans les monarchies de l'Asie, ce système de passeports n'exista jamais. Pourquoi la France, dans la conscience de sa force et de sa grandeur, ne répudierait-elle pas ce fruit ignoble de la méfiance et de la peur?

Retirez vos lignes de douanes qui s'élèvent d'un pays, d'un port à l'autre, et que l'Amérique et l'Angleterre suivent l'exemple de la France. La meilleure garantie à donner au commerce légitime, et la meilleure protection contre la fraude et la contrebande, c'est de réformer le système des impôts, de manière à les faire peser sur les biens immobiliers du pays, et non sur les marchandises flottantes et variables, dont se compose le commerce ; et ces mêmes revenus extorqués par des impôts vexatoires, au moyen de cette tourbe dispendieuse d'agents nécessaires à l'ancien système, se prélèveraient par le nouveau, d'une manière plus simple, avec plus d'économie, et avec une répartition de charges plus équitable.

La coutume surannée de retenir en quarantaine pendant des jours et des semaines, les vaisseaux et les voyageurs, coutume aussi inutile pour prévenir les maladies qu'elle est vexatoire et ruineuse pour le commerce, est un autre obstacle à ce libre échange désirable ; et l'on pourrait, sans la dixième partie de tous ces délais et de tous ces frais, parvenir à prendre toutes les précautions nécessaires. Les négociants et les voyageurs évitent avec autant de soin que la peste elle-même, les pays et les ports où existent ces règlements absurdes de quarantaine prolongée.

Considérez combien de milliers d'étrangers de plus viendraient visiter votre pays et y dépenser une grande partie de leur fortune, si vous supprimiez ces barrières humiliantes de passeport, de douanes, et de quarantaine. Vous encouragez la rapidité des voyages par des chemins de fer dans tous les sens ; soyez assurés que ce serait également un avantage national, d'encourager à débarquer et à prolonger leur séjour parmi vous, des milliers d'étrangers que leur horreur du

système de défiance et de visite personnelle, auquel les soumettent la police des passeports, les droits de la douane et l'emprisonnement de la quarantaine, éloignent de vos côtes.

Je ne dois pas oublier un autre grand obstacle au commerce international : c'est la diversité et le nombre de langues qu'il faut apprendre. Mais rien ne serait plus facile que de parer à cet inconvénient. Si les gouvernements respectifs de l'Europe, voulaient s'entendre pour décréter que personne dans aucun pays n'aurait la permission de donner des leçons publiques, ou de tenir une école quelconque, s'il ne prenait l'engagement d'enseigner le français à tous les élèves, soit allemands, anglais, italiens, espagnols, ou portugais, soit hollandais, danois, norvégiens, russes, ou grecs, outre leur langue maternelle, dans dix ans d'ici cette difficulté ne subsisterait plus.

Il y a quelque temps, les savants de plusieurs pays se sont occupés de la possibilité d'inventer une langue universelle expressément créée à cet effet. Cette invention n'est nullement nécessaire ; il s'agit simplement de choisir quelque langue vivante et de l'enseigner universellement ; on l'apprendra avec plus de facilité que tout autre langue nouvellement inventée. Le français et l'anglais sont aujourd'hui les deux langues le plus répandues, mais il y a plusieurs raisons pour donner la préférence à la première de ces langues. D'abord les personnes bien élevées dans presque tous les pays de l'Europe parlent français, tandis qu'on compte par milliers celles pour lesquelles l'anglais est une langue morte. Puis le français s'apprend plus facilement que l'anglais par les peuples de tous les pays. Si on l'enseigne dans les écoles, les enfants l'apprennent sans la moindre peine et

presque aussi facilement que leur langue maternelle. Dans les grandes villes de la Turquie, j'ai vu des enfants de neuf ou dix ans qui parlaient couramment cinq ou six langues, le turc, le grec, l'arménien, le français, l'italien, l'espagnol, et tout cela par imitation, sans avoir eu de maître : le père est peut-être un grec, la mère une arménienne, le portier et le groom des turcs, les domestiques des français et des italiens, le courtier de la maison un juif d'Espagne.

Nous avons un seul langage algébrique commun, et des chiffres que tous les mathématiciens et tous les comptables de l'Europe comprennent également; nous avons un seul système de langage ou d'annotation musicale, familier aux Allemands, aux Français, aux Italiens, ainsi qu'aux autres nations européennes. Ayons de même un langage universel de correspondance et de conversation — LE FRANÇAIS — et il suffira de deux langues pour communiquer avec toutes les personnes dans tous les pays ; tandis qu'aujourd'hui la connaissance d'une demi-douzaine de langues serait insuffisante ; l'italien, l'espagnol, le portugais, ou le grec, ne sont d'aucun usage en Danemarck, en Norwège, ou en Suède, et les langues de ces pays septentrionaux ne sont à leur tour de nul usage en France, en Allemagne, ou en Grèce.

Il est difficile de s'imaginer un spectacle plus pénible que celui de quatre ou cinq hommes éminents, tous profondément instruits dans quelque branche des connaissances humaines, tous d'une vaste et riche expérience, se rencontrant dans un salon public, ou dans une réunion particulière, chacun jaloux d'enrichir son voisin d'une partie de son propre fonds et non moins désireux d'être enrichi lui-même, mais tous parfaitement muets,—le Hollandais, l'Allemand, le Français, l'Italien, l'Anglais, et l'Espagnol, ne connaissant que leur

langue, se trouvent alors aussi privés de toute ressource de communication, que si on leur avait violemment bouché les oreilles ou arraché la langue. Voilà certainement un vice qu'il est en notre pouvoir de supprimer, et le profit que les connaissances humaines retireraient de cette communication mutuelle, le profit que les jouissances humaines retireraient des sympathies et des sentiments que cette communication réveillerait, serait immense.

Ajoutez à cela un système uniforme de monnaie, de poids et de mesures, comme le système uniforme des chiffres d'arithmétique et de notation musicale; l'un est aussi simple et aussi praticable que les autres (pour toutes les nations, le système français des poids et mesures sera le meilleur à adopter); et vous pouvez bien imaginer les avantages et les bienfaits mutuels de ces réformes, aussi faciles qu'utiles, et qui seraient une cause de plus d'union et de paix.

Le quatrième grand vice qui s'oppose au progrès des nations est l'entrave à l'échange des marchandises, ou le MONOPOLE COMMERCIAL, *au lieu du* COMMERCE LIBRE.

Aucun sujet n'a donné lieu à une plus grande révolution dans l'opinion publique, que celui-ci. Chaque nation a eu tour à tour ses grandes compagnies et corporations privilégiées, et les a regardées comme les sources principales de la richesse nationale; toutes ont péri de langueur ou ont succombé par des actes de législation, La Compagnie des Indes-Orientales françaises, avec des établissements à Pondichéry et Chandernagor, a cessé d'exister. Les Compagnies des Indes-Orientales de la Hollande, de la Suède, du Danemark, ont subi le même sort ; et la Compagnie des Indes-Orientales d'Angleterre, bien qu'existant encore de nom, est éteinte

depuis longtemps comme monopole commercial. Elle avait ommencé sous le règne d'Elisabeth, avec un fonds de cent-cinquante millions de francs; mais après deux siècles de commerce exclusif, avec l'Inde et la Chine, et après tous les avantages possibles en sa faveur, elle a terminé sa carrière en laissant un milliard et neuf cents millions de francs de dettes, que toutes ses conquêtes n'ont pu suffire à racheter, parce que chaque acquisition de territoire amène à sa suite des charges plus pesantes, que les revenus ne peuvent supporter; tant il est vrai, dans le langage de notre grand poète national, que :

« La gloire est comme un cercle dans l'eau, qui ne cesse jamais de s'étendre, jusqu'à ce qu'enfin, il se réduise à rien. »

L'ignorance qui règne parmi les nations, au sujet de la franchise limitée ou illimitée du commerce, est un des phénomènes les plus remarquables de l'histoire; car on s'imaginerait que le droit et l'avantage du commerce libre avec tous les pays est écrit sur la surface de la terre en caractères si clairs que personne ne doit pouvoir s'y méprendre en les lisant; mais c'est principalement parce que les hommes n'étudient pas la nature dans son grand livre du globe, mais plutôt dans des livres de la main des hommes, que cette grande vérité a été dérobée si longtemps à leurs regards.

On me pardonnera peut-être, si je parle sur ce sujet avec autorité. Il y a près de trente ans que, parcourant en voyageur les bords du Nil, avec Mohamed-Ali-Pacha, je proposai à ce souverain de l'Egypte le rétablissement de l'ancien commerce qui subsistait autrefois entre l'Inde et la Méditerranée, commerce que les Gênois et les Vénitiens faisaient

par le Golfe Persique et la Mer-Rouge, et que les Portugais, les Hollandais, et les Anglais ont dirigé depuis autour du Cap de Bonne-Espérance. Dans cette vue, je dressa un plan de l'Isthme de Suez, et je proposai au Pacha d'opérer la jonction des deux mers au moyen d'un canal, chose des plus faciles, puisqu'un canal semblable existait autrefois, sous les Pharaons et les Ptolémées, et qu'une grande partie de son lit est encore visible.

A la demande de Mohammed-Ali je fis deux voyages, de l'Egypte dans l'Inde, l'un par la Mer-Rouge et l'Océan-Indien, l'autre par la Mésopotamie et le Golfe Persique, et j'engageai les négociants de Bombay à accéder à ce rétablissement, et à faire de l'Egypte leur route de communication avec l'Europe. Ceci se passait vingt ans avant l'essai fait par M. Waghorn ; mais le ressentiment de la Compagnie des Indes-Occidentales, en apprenant ce projet de commerce libre avec un partie quelconque de ses vastes possessions, fut tel, qu'aussitôt, et sans autre forme de procès, je fus banni, pour avoir, sans son agrément ou sa permission spéciale, osé mettre les pieds sur son territoire sacré.

Je fis de la sorte une expérience précoce de la haine que tous les monopolistes portent au commerce libre ; mais, comme cela arrive toujours en pareil cas, la persécution ne me rendit que plus chère la foi pour laquelle je souffrais ; et, semblable aux martyrs des anciens temps, qui mouraient pour leur religion, je me préparai à redoubler d'efforts, à ne reculer devant aucun sacrifice pour l'avancement du commerce libre.

Mes travaux furent enfin couronnés de succès. Après avoir écrit plus de 50 volumes en faveur du commerce libre, dans le *Journal de Calcutta*, aux Indes, et *l'Heraut de l'Orient*,

à Londres; pendant près de 12 ans, de 1818 à 1830, l'année où je proposai le libre échange de marchandises anglaises et françaises, de la valeur de vingt-cinq millions de francs, entre Londres et Paris; après un voyage à travers l'Angleterre, l'Écosse, et l'Irlande, où je pris la parole sur ce sujet dans au moins cinq cents assemblées publiques, composées chacune d'environ mille auditeurs; après avoir dépensé (dix ans, au moins, avant qu'il fut question de l'agitation pour le commerce libre du blé), quatre années de mon temps, et plusieurs milliers de livres sterling, je fus enfin nommé au Parlement pour y défendre les doctrines du commerce libre avec l'Inde, la Chine, et le monde oriental, et j'eus la satisfaction de voir le monopole commercial de la Compagnie des Indes-Orientales détruit, et le commerce de l'Orient ouvert également à toutes les nations du monde.

Permis à ceux qui ne se sont jamais éloignés de leur clocher de s'imaginer que les intérêts du monde entier sont concentrés dans leur petit village, dans leur plantation, dans leur propriété, et qu'il n'est pas nécessaire de regarder au-delà de leur horizon. Mais tous ceux qui ont fait de longs voyages doivent avoir appris, dans tous les pays qu'ils ont visités, ces deux grands faits: le premier, que par la différence de sol ou de climat, aucun pays ne cultive, ne produit, ou ne confectionne tout ce qu'il lui faut pour sa subsistance ou ses plaisirs, et qu'il est nécessairement dépendant de quelque autre pays qui doit le lui fournir; le second, c'est que chaque pays produit beaucoup plus de certaines choses qu'il n'en faut pour la consommation de ses habitants, et que si ce superflu n'est pas vendu, exporté, ou échangé, il est nécessairement perdu.

Or, toute la théorie du commerce libre repose sur ces deux

faits; car s'il est nécessaire à une nation qu'on lui fournisse ce qui lui manque, et s'il est nécessaire à d'autres de savoir disposer de leur superflu, il n'y a que le libre échange entre elles qui puisse accomplir ce dessein évident de la haute et bienfaisante sagesse divine, qui, tout en variant les produits des différents climats, a fait de tous ensemble un seul tout parfait et harmonieux.

Si le commerce était anéanti, et chaque nation obligée de se nourrir, de se vêtir, de se soutenir avec les produits de son propre territoire, nous autres Anglais, nous aurions sans doute assez de charbon et de fer, mais cela ne nous fournirait pas de quoi subsister, et nous pourrions tout au plus nous vêtir avec les peaux de nos animaux domestiques, avec leurs plumes, avec leur laine. Mais tous les produits si variés des tropique nous manqueraient, et nous souffririons autant de l'abondance de certaines choses, faute de pouvoir les consommer, que de la privation d'autres objets que nous ne saurions nous procurer.

Il en serait de même pour tous les pays. Permettez un échange libre et sans interruption, entre toutes les contrées du monde, en laissant à la sagacité et à l'intérêt des hommes le soin de faire leur choix et leurs conditions, et aussitôt le surplus d'un pays ira combler les vides d'un autre, et l'abondance sera répandue universellement.

Il est à remarquer que la conformation de la surface de notre globe semble formée spécialement pour cet échange. Si toute la croûte eût été de terre-ferme, les difficultés et les frais de voyage entre des pays éloignés les uns des autres, comme la France et la Chine, par exemple, eussent été immenses. Mais les sept-dixièmes de la surface du globe sont couverts d'eau; ce fluide, grande route des nations, qui donne

les moyens de transport les plus faciles, les plus prompts, les plus sûrs et les moins coûteux pour tous les objets de commerce d'une région à l'autre, cette grande route est à la disposition de tout le monde.

Il y eut, à la vérité, un temps où l'Angleterre s'arrogeait la domination suprême des mers, comme la France, par une illusion semblable, aspirait à la monarchie universelle; mais ces deux rêves d'ambition se sont dissipés, grâce au progrès des connaissances et à un sentiment de justice plus éclairé parmi les hommes. Il n'est heureusement au pouvoir d'aucune nation de monopoliser l'Océan, et cela n'arrivera jamais. Les vaisseaux ne font que glisser sur son sein, ils n'y laissent pas de traces. On ne peut y élever de fortifications comme à Paris ou à Portsmouth, on ne peut y établir de barrières, ni d'avant-postes occupés par une nation à l'exclusion d'une autre. La tempête les briserait dans sa furie, et le calme silencieux leur sourirait de pitié et de dédain.

Je répète donc que cette grande vérité: — qu'il est de l'intérêt de chaque nation de cultiver et d'encourager le commerce libre avec les autres nations, — est tracée par le doigt de Dieu, comme une ceinture autour du globe que nous habitons; que partout, quel que soit le climat, quel que soit la région où vous dirigiez vos pas, cette vérité est empreinte, par les rayons du soleil, sur chaque fragment visible de cette belle création; et quand les bandeaux de l'ignorance et des préjugés tomberont de ses yeux, l'homme s'étonnera de son long aveuglement, et se hâtera de détruire, par tout l'univers, les barrières qui existeront encore entre le commerce entièrement libre des nations et des individus.

Le cinquième grand vice qui ravage encore la terre est LA GUERRE.

J'arrive ici à un sujet plus difficile que tout autre à traiter franchement devant une assemblée de Français; mais la conviction que j'ai des vérités que je dois proclamer, m'enhardit à les exprimer, même au milieu d'une nation de guerriers. En France, plus que partout ailleurs, on honore la guerre, comme si en donnant l'existence à ses créatures, l'Etre-Suprême avait eu pour but principal qu'elles étudiassent l'art de se détruire habilement. En aucun pays, plus qu'en France, les guerriers n'ont été élevés au rang de demi-dieux, placés pendant leur vie aux plus hauts siéges du pouvoir, et révérés comme des idoles dans leurs tombes inanimées.

De tous ses hommes illustres dans la science et dans les lettres, depuis Laplace jusqu'à Cuvier; de tous ses hommes d'Etat, depuis Richelieu jusqu'à Guizot; de tous ses philanthropes, depuis l'abbé Sicard jusqu'au fondateur de la colonie de Mettray, aucun n'est placé aussi haut dans l'estime populaire, que cette longue suite de généraux et de maréchaux qui remplissent les pages de son histoire.

Le roi lui-même prend le costume et les armes du guerrier dans l'accomplissement de ses devoirs officiels les plus solennels; ses fils sont placés à la tête des flottes et des armées; les revues et les petites guerres sont les plus beaux spectacles nationaux; le bruit du tambour et des trompettes, et le retentissement du canon, forment la musique la plus populaire.

Hélas! sont-ce là les occupations les plus nobles et les plus élevées dont soit capable l'intelligence cultivée de l'homme?

Sont-ce là les plus beaux triomphes qui puissent flatter son ambition ? Si la bravoure et le mépris de la mort, si le mépris de la vie d'autrui, si le plaisir qu'on trouve dans des actes de sang et de carnage sont des vertus, le sauvage Indien, le barbare Kafir, et le cannibale de la Nouvelle-Zélande, possèdent ces vertus à un plus haut degré que le plus grand amiral d'Angleterre, ou le plus habile général de France, Bien plus, le tigre, le lion, le loup et l'hyène, sont ses égaux dans ces inclinations brutales; comme nous, ils ont du courage; comme nous, ils ont la soif du combat; comme nous, ils brûlent du feu de la vengeance.

N'est-il donc pas évident pour vous que si les hommes étaient raisonnables, ils cesseraient de chercher à se distinguer et à s'illustrer par des qualités où le sauvage et la brute sont leurs égaux, et qu'ils devraient plutôt placer leur fierté dans des qualités intellectuelles qui les éleveraient au-dessus de leur espèce, au lieu de les abaisser au-dessous, occupés qu'ils seraient à contempler, avec Newton et Laplace, les mystères de l'univers, ou l'élévation des sentiments moraux avec Bossuet et Fenélon, ou bien à suivre avec un zèle infatigable les grands intérêts de l'humanité snr les pas de Howard et de Wilberforce? là, ni le sauvage ni la brute ne seront jamais leurs rivaux.

Mais ce qu'il y a peut-être de plus remarquable, c'est l'ignorance des faits de l'histoire que manifeste cette passion pour la guerre et les conquêtes, qui existe encore parmi nous. Pour peu qu'on ait lu, on connaît l'histoire des guerres et des conquêtes des anciens, Sésostris en Égypte, Nébuchadnezzar dans l'Assyrie, Cyrus dans la Perse, Xerxès en Grèce, Alexandre de Macédoine dans l'Inde, les Romains en Afrique, dans la Gaule, dans l'Espagne, dans la Bretagne,

les Espagnols au Mexique et au Pérou. Où sont maintenant toutes leurs conquêtes? Le temps les leur a toutes enlevées; les unes sont mortes d'inanition ; d'autres se sont révoltées et séparées violemment ; et toutes ont accéléré par leur chute la ruine de ces empires mêmes auxquels elles devaient leur naissance ! Et cependant les hommes poursuivent ce fantôme comme si la guerre avait toujours été aussi avantageuse qu'honorable pour les nations qui l'ont faite. Mais en est-il ainsi ? Que les empires ensevelis de l'antiquité répondent à cette question; j'en appelle aux pyramides, aux temples, aux autels tombés en ruines, et dont les fragments gigantesques couvrent les rives du Nil ; à la désolation silencieuse qui marque les bords de Ninive et de Babylone, sur le Tigre et l'Euphrate; aux alentours solitaires et aux colonnes en ruines de Palmyre, dans le désert ; à l'Acropole de cette Athènes, autrefois si glorieuse, et au Colysée de Rome, plus grande et plus fière encore, et que j'ai tout récemment encore contemplée de mes propres yeux.

Et si tous ces monuments éloquents ne disent pas assez haut le néant de la gloire et les ravages de la guerre, écoutons l'Angleterre, la France, et l'Amérique, ces trois nations, en ce moment même entraînées par le démon de la guerre et des conquêtes. L'Angleterre nous dira, si elle veut avouer la vérité, que ses 800 millions de dette nationale, dont l'intérêt écrase sa population ouvrière par les charges qu'elle lui impose, est le prix auquel elle a acheté des conquêtes qui jamais ne l'ont enrichie, et des victoires qui ne lui ont jamais fait gagner un continent, une île, une plantation, ou un territoire, qui ne lui aient coûté plus qu'ils ne valaient, et dont l'entretien ne soit devenu un poids accablant pour ses ressources naturelles. Et la France, si elle veut parler fran-

chement, nous montrera, dans l'Algérie, comment on peut en vain répandre beaucoup de sang et prodiguer des trésors. Et l'Amérique, dût-elle même conquérir le Mexique, ne fera qu'étendre sa faiblesse, mettre en péril son union, bien loin d'ajouter à sa prospérité ou d'accroître sa force.

Et cependant, en présence de tous ces faits que l'histoire nous enseigne, nous continuons, comme s'ils n'étaient jamais arrivés, à parler de la guerre comme d'une noble occupation, à honorer les guerriers plus que tout autre classe de citoyens, à décorer les destructeurs de leurs semblables, à les idolâtrer pendant leur vie et après leur mort, comme s'ils étaient les sauveurs et les bienfaiteurs du genre humain.

Pendant le calme même de la paix, nous entretenons des flottes et des armées, dont le maintien nous coûte des millions de frais annuels, des vaisseaux qui traversent l'Océan dans tous les sens, des troupes qui vont et viennent sur le continent; et toutes ces évolutions se font pendant ces trente dernières années de paix en Europe, presque dans les mêmes proportions que si les nations étaient armées l'une contre l'autre. Dans le même temps, et simultanément avec cette dépense énorme et inutile, il y a dans chaque pays des millions de gens plongés dans l'ignorance, et qui réclament le bienfait de l'éducation; des millions de gens plongés dans la pauvreté, qui demandent de l'ouvrage et du pain; des millions de gens mal vêtus, mal abrités, et n'ayant devant eux que des objets qui entraînent à l'infamie; et pourtant cette population immense serait instruite, nourrie, vêtue, abritée, et élevée à des positions utiles et agréables, pour la moitié de la somme littéralement jetée par les fenêtres pour le maintien de flottes, d'armées et d'établissements de guerre inutiles.

N'est-il aucun remède à cela ? Oh oui ! et comme tous les autres remèdes pour les grands maux, d'aussi simples et d'aussi praticables qu'ils seraient efficaces. Tout ce qu'il faudrait faire pour se débarrasser une fois pour toutes de ce monstrueux cauchemar qui pèse d'un poids si énorme sur toutes les nations civilisées du monde, ce serait que l'Angleterre, la France et l'Amérique, les trois pays les plus puissants aujourd'hui, fissent avec la Prusse, le pays le plus civilisé de l'Allemagne, un traité de paix qui obligeât chacune d'elles, dans toute question internationale quelconque, de s'en rapporter à l'arbitrage d'un Congrès de Nations, nouvelle Sainte-Alliance, où tous les pays auraient leurs représentants, et de s'en tenir religieusement et sans appel aux décisions de ce congrès. Si ces quatre nations voulaient donner l'exemple, toutes les autres puissances de l'Europe seraient contraintes de le suivre. Cette proposition ne saurait rencontrer d'objection raisonnable de la part d'une nation qui ne chercherait que le bon droit, et un congrès de ce genre conserverait la meilleure balance entre les puissances. Dans vos guerres actuelles, la nation qui est la plus riche et la plus forte, l'emportera sur celle qui est la plus pauvre et la plus faible ; car ce n'est pas la justice d'une cause qui décide du sort d'une bataille, mais le nombre de troupes placées sur le terrain, mais les sommes nécessaires pour payer des subsides aux alliés, mais enfin les divers moyens de soutenir la campagne.

Ma proposition, en un mot, placerait les nations, pour décider leurs querelles, dans le même état de civilisation que celui où sont à présent les individus et les communautés. Dans les temps barbares, tous les habitants des villes étaient armés, et les serfs d'un baron féodal se rangeaient en bataille contre les

serfs d'un seigneur voisin ; bien plus encore, les individus terminaient eux-mêmes leurs querelles à la pointe de l'épée ou du couteau, comme les grandes nations le font à présent par le canon. Comme on reconnut que la justice était trompée quand les hommes devenaient eux-mêmes juges dans leur propre cause, on érigea des tribunaux impartiaux, et l'on soumit à leurs décisions toutes les questions en litige. De même que les individus, grâce à cette méthode, obtiennent bien meilleure justice aujourd'hui que par des combats ou des luttes meurtrières, de même les nations arriveraient mieux à leur but ; celles qui feraient des demandes injustes seraient repoussées, comme de raison, dans leurs tentatives d'accabler et d'opprimer leurs voisins plus faibles ; et celles qui auraient le bon droit pour elles obtiendraient justice, et tout cela à peu ou point de frais.

Le sixième grand vice, qui s'oppose au progrès du bonheur sur la terre est la concurrence et la RIVALITÉ, *et l'opposition au lieu de l'*UNION *et de la coopération.*

Les opinions, je le sais, sont fort divisées sur ce sujet, mais sur quel sujet ne le sont-elles pas? Les écrivains et penseurs appelés économistes politiques, auxquels le monde doit de profondes recherches et des investigations laborieuses dans toutes les parties plus ou moins liées à la production ou aux lois du commerce et de l'échange, et dont les maximes ou les doctrines sont saines et vraies, ont néanmoins commis un étrange oubli en omettant tous les maux que la concurrence amène, et en ne s'occupant que de ses avantages; et la considération des meilleurs moyens de produire la plus grande somme de richesses, les a tellement absorbés, qu'ils ont entièrement perdu de vue cette autre question bien plus

importante : Comment procéder le mieux à la distribution équitable des biens actuellement produits, de telle sorte que la jouissance en soit répandue sur un plus grand espace et sur le plus grand nombre d'hommes, et que cette jouissance donne tous les plaisirs et tous les avantages qu'on est en droit d'en attendre ?

L'homme le moins observateur et le moins réfléchi doit avoir remarqué qu'il se trouve dans tous les états et dans toutes les professions un bien plus grand nombre de personnes qu'il n'en faudrait pour qu'elles soient honorablement récompensées de leurs travaux ; état de choses qui a pour conséquence que l'un cherche à effacer l'autre en offrant ses services à un moindre prix et en demandant moins pour son entretien. De cette sorte, les salaires et les bénéfices sont réduits au minimum le plus bas possible; et même à ce minimum les travailleurs restent encore sans ouvrage, et des milliers d'hommes sont forcés de travailler pour gagner ce qui peut à peine soutenir la vie humaine, sans un denier de réserve pour le cas de maladie, pour la vieillesse, sans un denier de réserve pour l'instruction, pour un moment de plaisir, d'innocente récréation. C'est le sentiment commun de l'injustice de cet état de choses qui, en Angleterre, en France, et en Amérique, a donné lieu à la formation d'union d'états et métiers, à l'établissement des associations d'ouvriers, à la prédication des doctrines du communisme sous diverses formes, par Owen, Fourrier, et autres; aux irruptions des Luddistes et Chartistes en Angleterre ; à l'insurrection des ouvriers dans la Belgique et en France; aux refus de payer la dîme et les impôts en Amérique. Les classes ouvrières de tous les pays savent qu'elles n'ont pas leur juste part dans la jouissance de ces mêmes biens qui sont le produit de leur travail,

et que c'est une injustice monstrueuse, qu'aucune loi divine ni humaine ne peut autoriser ou sanctionner, que, tandis que le travail de leurs mains et la sueur de leurs fronts produisent des richesses énormes à d'autres, eux-mêmes restent plongés dans la plus profonde indigence et le plus accablant dénuement.

En même temps que nous voyons les classes ouvrières de tous les pays, agitées par le prix du salaire, chercher un remède quelconque, nous voyons dans chaque ville et village ce contraste remarquable : d'un côté, les possesseurs de la richesse, soit en argent, soit en marchandises, se plaindre de leur abondance qui, faute de pouvoir en disposer avec avantage, devient un fardeau dont chacun cherche à se débarrasser; et, d'un autre côté, les producteurs de ce bien, sans moyens de soulager les possesseurs de leur fardeau, n'ayant rien à leur offrir en échange. Ainsi, dans l'Irlande, il y a des millions de paysans qui cultivent le blé, engraissent le bétail pour les maîtres du sol et des pâturages qu'ils tiennent à ferme, et qui enrichissent leurs propriétaires par le capital qu'ils créent, mais qui ne goûtent jamais eux-mêmes le blé qu'ils cultivent ni le bétail qu'ils engraissent; tout est absorbé par le propriétaire pour lequel ils travaillent. En Angleterre, il y a des paysans réduits à entretenir leur famille, composée d'une femme et de plusieurs enfants, à raison d'un franc par jour, tandis que les nobles dont ils exploitent les terres et dont toute la richesse est le produit de leur travail, ont parfois 1,000 livres sterling, ou 25,000 fr. par jour, c'est-à-dire 25,000 fois autant que les individus créateurs de leur richesse. De même les négociant set manufacturiers qui réalisent des fortunes d'un million de liv. ster. et peuvent souscrire pour 1,000 livres sterling à la ligue

pour la liberté du commerce, acquièrent leur fortune par le travail d'hommes, de femmes, et d'enfants, auxquels leur salaire borné donne tout au plus une chétive existence pour le moment actuel, sans leur assurer rien pour l'avenir.

Dans les temps actuels nous exportions d'Angleterre, dans le but d'écraser les autres nations, la valeur de plusieurs millions de toutes sortes d'articles produits par le travail et le talent de nos artisans; et, dans le même temps, tous nos magasins, toutes nos boutiques sont encombrés de marchandises; cependant des milliers de nos compatriotes sont à peine nourris, mal vêtus, misérablement logés, dénués de toute instruction, et leur sort est moins heureux que celui des Hottentots de l'Afrique, des Indiens de l'Amérique ou des sauvages de la Nouvelle-Zélande; car ceux-ci ont tous abondamment de quoi vivre, sont suffisamment vêtus et abrités relativement au climat, et à côté de cela, ont une liberté absolue, sans jamais connaître ces craintes et ces soucis pour l'avenir qui, plus que le travail, minent et brisent, au physique comme au moral, les forces de nos populations ouvrières, et sans être condamnés comme elles à donner naissance à une postérité destinée à végéter à son tour dans la même misère.

Tout cela demande un remède, etce remède, rien n'empêche les gouvernements et les communautés de l'appliquer. Il y a quelque temps que les classes opulentes furent frappées de l'importance de travaux exécutés en commun. Presque toutes les grandes entreprises de nos temps modernes ont été faites par des associations ou des compagnies réunissant les capitaux de milliers d'individus, par certaines portions limitées, et accordant une part du profit en proportion des sommes engagées.

C'est ainsi que nos grandes compagnies hydrauliques, nos compagnies pour le gaz, nos compagnies pour les machines à vapeur et pour les chemins de fer, effectuent, au moyen de vastes associations, ce que des efforts individuels n'eussent jamais été capables d'accomplir; et la sûreté et les profits de toutes ces sortes d'entreprises, malgré la conduite extravagante et peu sage de quelques-unes, les grandes pertes de quelques autres par leur abus de la confiance publique, étendront, sans nul doute, de plus en plus, le principe d'association à toutes les grandes opérations, dans tous les temps à venir.

Maintenant, que faut-il pour établir des associations pour les pauvres, non par eux, parce que c'est impossible, sans quelque bien pour commencer; mais par leurs frères, plus favorisés de la fortune, jusqu'à ce qu'ils aient le moyen de le faire eux-mêmes? On a déjà commencé en Angleterre par la formation d'une société, pour donner aux pauvres une meilleure habitation; d'une autre, pour améliorer l'état sanitaire des villes; d'une autre pour l'établissement de bains et de lavoirs; et, d'une autre, pour l'ouverture de parcs et de promenades publiques. Tout cela est fort bien et ne peut être assez loué; cependant, les deux plus grandes améliorations réclamées en faveur des pauvres restent inexécutées : l'une est la réduction de leurs heures de travail, et l'autre, de leur accorder une plus grande part aux produits de leur labeur; et tant que ces deux choses ne seront pas accomplies, toutes les autres mesures bienfaisantes seront comme nulles et non avenues.

Quant au premier point, la réduction des heures de travail, le parlement d'Angleterre a déjà fait intervenir son autorité pour réduire le travail des femmes et des enfants à un

certain nombre d'heures, à certains établissements et à certaines occupations. Il ne manque plus que d'étendre le principe de la considération pour la santé et le bien-être de la classe ouvrière, à tous les autres genres de travaux. Il serait certainement tout aussi facile de limiter les heures des autres genres de travail, comme cela se fait dans des établissements qui, par leur nature, ne sont ni très rigoureux ni très malsains, de fermer les ateliers de bonne heure dans la soirée, et de ne point les ouvrir de tout le dimanche, deux choses établies en loi, et mises en pratique aujourd'hui, et de prévenir l'affaiblissement progressif de la santé publique, des bonnes mœurs et des sentiments moraux; affaiblissement que ce travail forcé et cette application incessante amènent inévitablement à leur suite.

Une répartition plus équitable des profits du travail est cependant d'une plus haute importance encore, et on peut y arriver tout aussi facilement, pour peu que les gouvernements et les communautés veuillent s'y prêter. Il ne faut peut-être, à cet effet, qu'une loi statuant que toutes les sociétés on associations par actions entreprenant de grands travaux, tels que manufactures, mines, chemins de fer, docks, et autres ateliers employant un grand nombre de personnes, soient réduites à un dividende de 8 ou 10 pour cent de bénéfice, et qu'à la fin de chaque année, tout le surplus de cette somme soit distribué proportionnellement entre les personnes employées, comme un droit de tant pour cent ajouté à leurs gages ordinaires. Par ce moyen, les employés seraient tous intéressés à la prospérité générale; ils auraient plus de contentement, et seraient en même temps mieux rémunérés. Ce principe semblera peut-être d'une application moins facile à des ouvriers qui travaillent sur une petite

échelle, mais il suffirait qu'il fût adopté dans de grands établissements, pour qu'insensiblement il pénétrât aussi dans les établissements moins considérables.

Mais il y a beaucoup de cas où les classes ouvrières pourraient elles-mêmes s'unir, avec de grands avantages, en communautés, telles que celles qui existent en Amérique, et qui ont eu le plus grand succès, et telles qu'il s'en forme actuellement en Angleterre, avec toutes les probabilités des mêmes résultats avantageux pour tous les intéressés. La grande difficulté que, dans les meilleures circonstances, les classes ouvrières rencontrent en commençant, est le manque de capitaux suffisants à l'acquisition des terrains requis, pour y élever les bâtiments nécessaires ; et c'est pour les mettre à même de vaincre cette difficulté, que le gouvernement et les particuliers riches devront venir à leur aide, mais bien entendu sous de bonnes garanties pour le remboursement du principal et des intérêts, remboursement plus et mieux assuré que celui à espérer de la moitié des établissements auxquels on prête appui et secours.

Il y a aujourd'hui des millions d'arpents de terres en friche, en Angleterre, en Ecosse, et en Irlande qui ne rapportent rien à leurs propriétaires, de sorte qu'il n'y aurait aucune perte pour eux s'ils faisaient cadeau de quelques arpents de ces terrains à des hommes qui les cultiveraient, y élèveraient des constructions, et y réuniraient ainsi les occupations agricoles et industrielles. Mais cette générosité, qui ne coûterait rien aux propriétaires, n'est pas même nécessaire ; tout ce qu'on leur demande, c'est que pendant les cinq premières années ils n'exigent point de loyer pour ces arpents de terre, qu'ensuite ce loyer soit fixé d'une manière avantageuse, et qu'en même temps ils assistent les nouveaux oc-

cupants, dans les premières dépenses à faire, par l'avance de capitaux au taux de l'intérêt légal. Il y a des milliers de riches en Angleterre qui pourraient faire cela sans le moindre inconvénient, comme il y en a sans nul doute en France; et les gouvernements des deux pays ne pourraient faire un meilleur usage des domaines royaux, forêts, parcs, terres de la couronne, en conservant cependant assez pour tous les embellissements possibles des palais et maisons royales.

Nous avons deux exemples qui attestent la sûreté et le bénéfice de ces sortes de placements. L'un est l'établissement manufacturier de Lowell, aux Etats Unis d'Amérique, le mieux dirigé, et occupant une communauté d'ouvriers les plus heureux du monde, aussi supérieurs dans leur conduite aux classes ouvrières de Manchester et de Lyon, que l'ouvrier anglais le mieux payé l'est à l'ouvrier irlandais le plus mal rétribué. Cet établissement donne aux capitalistes qui l'ont formé, un bénéfice moyen de 15 p. 100. L'autre est la grande association irlandaise pour l'amélioration des terres, au moyen de laquelle près de 20,000 arpents de terre, sans nul rapport, sont devenus fertiles, et donnent de l'ouvrage et une existence aisée à plus de 2,000 personnes, dont la plupart sont entrées dans la carrière sans le moindre argent, et ont pu faire ensuite des économies sur leurs gains; en même temps que les capitalistes, qui les ont secondées dans leurs premiers déboursés, ont réalisé un bénéfice de 7 à 8 p. 100.

Voilà comment on peut protéger les intérêts de l'humanité; voilà comment on peut retirer soi-même du profit en aidant les autres à faire ce que, réduits à leurs propres moyens, ils ne pourraient pas faire. Et, de même que le gouvernement d'Angleterre a fait un emprunt de 20 millions de livres sterling, et par cette mesure a forcé le peuple anglais

à payer une taxe d'un million de livres sterling, intérêt de cette dette, pour la prospérité et l'émancipation des nègres, tandis que le gouvernement de France dépense peut-être une somme égale dans l'Algérie pour l'affranchissement des maures du joug de leurs maîtres actuels, le grand objet présumable de la conquête, comment l'un et l'autre gouvernement ne donneraient-ils pas quelques soins et quelques secours aux classes ouvrières de leurs pays respectifs, et ne les placeraient-ils pas dans une position où elles jouiraient mieux des fruits de leurs travaux qu'elles ne le font aujourd'hui ? Comment ne les affranchiraient-ils pas d'une servitude, toute chose bien considérée, plus rude à supporter que ne saurait l'être l'esclavage des nègres et des maures ! Si la charité doit commencer par soi-même, il en est de même de la justice, et le devoir d'être juste avant d'être généreux est aussi fortement imposé aux nations et aux gouvernants, qu'aux simples particuliers.

Le septième grand vice, auquel il faut immédiatement porter remède, est l'état misérable et désespéré où se trouvent LES MALHEUREUX *dans tous les pays de l'Europe.*

Les saintes écritures proclament deux grandes vérités, auxquelles toutes les sectes chrétiennes, catholiques ou protestantes, non-seulement donnent leur assentiment, mais aussi le même sens, la même signification. L'une est cette grande déclaration de l'*Ancien-Testament* : « La Terre est au Seigneur ainsi que l'abondance qui s'y trouve. » L'autre doctrine du *Nouveau-Testament* est : « Que nous sommes tous les descendants d'un seul et même père, et les héritiers de la même immortalité. » Il suffirait de ces deux grandes vérités, faute de tout autre autorité, pour en conclure que

tous les êtres humains en ce monde ont droit d'avoir quelque part à cette « abondance de la terre » que Dieu a préparée pour toutes ses créatures. Personne ne peut supposer qu'il soit possible que le Créateur ait pourvu aux besoins des animaux de la forêt et des oiseaux de l'air, et ne se soit pas occupé d'assurer également la subsistance de l'homme, qu'il a nommé le maître de toute la création. Personne ne supposera qu'il soit d'une nécessité absolue pour la bonne conduite des affaires de ce monde, que, pendant que la terre offre une abondance de biens pour tous, s'ils sont bien et sagement distribués, des membres de la famille humaine, faute de moyens ou de capacités, soient réduits à mourir de faim, de dénuement, de maladies uniquement occasionnées par la privation d'aliments nécessaires. Partout où ces morts arrivent, et elles arrivent dans tous les pays d'Europe, elles pourraient et devraient être prévenues.

On ne prétend pas qu'une égalité parfaite dans la propriété et dans la jouissance des biens de la terre soit une chose praticable ou même à désirer. Notre poète catholique a dit avec raison : « L'ordre est la grande loi du ciel et, conséquemment, les uns sont et doivent être plus grands que les autres. » Mais on a le droit de prétendre que cette gradation de rangs, de degrés, de conditions, n'aille pas jusqu'au point d'exclure de la jouissance des aliments, des vêtements et de l'abri nécessaires, tous ceux qui, par leurs travaux, contribuent au développement des richesses du monde, ou d'en priver ceux qui, par un malheur quelconque, ayant perdu un membre ou l'usage d'un sens ou de leurs facultés intellectuelles, sont devenus incapables d'exécuter ces sortes de travaux. Tout cela bien compris, il ne peut y avoir nulle objection raisonnable aux récompenses franchement acquises par

le talent, l'industrie, l'expérience, la prudence, et l'exercice d'autres qualités et vertus.

Une des épithètes les plus fréquemment employées à l'égard des gouvernements est celle de paternel, et ce mot semble renfermer toutes les obligations des gouvernants envers les peuples confiés à leurs soins, et en même temps tous les devoirs des peuples envers les chefs qui les gouvernent. Heureusement le sens de ce mot est aussi intelligible pour l'esprit le plus simple que pour l'esprit le plus élevé. Si un père a des enfants heureusement organisés, il cherche d'abord à leur faire donner la meilleure éducation ; bien loin de gêner en rien le libre développement de leurs facultés, il use de tous ses moyens pour l'encourager. S'il a des enfants estropiés, idiots, incapables, il les aime généralement mieux et cherche d'autant plus à les rendre heureux qu'ils ont plus besoin de secours. S'il a des enfants qui ont des penchants criminels ou qui, livrés malheureusement à des passions sans frein, se rendent coupables de crimes, il ne les frappe pas de châtiments, il s'applique à découvrir le meilleur moyen de vaincre ces mauvais penchants, de les retirer des sentiers de l'erreur, de les réconcilier avec la société et de les rendre un sujet d'honneur pour la famille et de satisfaction pour eux-mêmes.

Voilà donc la conduite que tous les gouvernements devraient tenir à l'égard de leurs peuples, et, à cet effet, toutes les communautés devraient s'empresser de seconder les gouvernants. Les hommes habiles et industrieux recevront alors la meilleure éducation possible, instruits par le précepte et par l'exemple, et lorsqu'il seront ainsi formés aux grands devoirs de la vie, aucun obstacle ne les entravera dans e libre exercice de leurs capacités et dans le libre échange

de leurs productions. Ceux que l'âge, les infirmités, les maladies ou l'incapacité laissent sans ressources, seront entretenus, non pas seulement de manière à pouvoir vivre, mais seront amplement fournis de tout ce qu'il faut pour être convenablement nourris, vêtus et logés. Le vicieux et le criminel, les plus malheureux de tous, parce que, dans les cas les plus nombreux, les circonstances dans lesquelles ils se sont trouvés les ont seules plongés dans le vice et dans le crime, seront corrigés et non torturés, ramenés dans la bonne voie et non corrompus davantage, et traités, jusqu'au moment où cessera leur captivité, avec toute l'attention paternelle propre à opérer leur réforme et à les faire rentrer au sein de la société, seul but que l'on doit avoir en vue à leur égard, suivant ces paroles que le Sauveur lui-même a adressées aux faibles pécheurs : « Allez et ne péchez plus. »

Il y a vraiment de quoi s'étonner que l'état de choses actuel ait pu durer aussi longtemps. Dans les pays où il y a abondance et surabondance de biens, des milliers d'hommes souffrent de la faim, n'ont pas de qnoi se vêtir, manquent de tout; dans des pays favorisés au plus haut degré de toutes les richesses de l'intelligence et de tous les moyens de les communiquer à tout le monde, des milliers d'hommes souffrent pour des crimes, uniques fruits de leur ignorance; dans des contrées où la force des hommes et la chasteté des femmes sont proverbiales, chaque ville regorge de voleurs et de prostituées. Dans des contrées qui se vantent de leur générosité ou de leur piété, on regarde avec indifférence des milliers d'hommes plongés dans la plus profonde misère et la plus grande immoralité; dans des contrées qui se plaignent de ne pouvoir employer leurs capitaux, des milliers d'hommes habiles demandent de l'ouvrage et, n'en trouvant pas,

sont réduits par la nécessité « qui ne connaît pas de loi » à faire des emprunts, à mendier, à voler, ou bien à mourir de faim au milieu des richesses et de l'abondance.

L'abolition de l'esclavage par tout l'univers réclame naturellement sa part dans cette compassion pour le malheur, et dans ces soins pour mettre un terme à de grandes souffrances. On peut reprocher avec raison à l'Angleterre d'avoir souffert si longtemps cet affreux système dans ses possessions qui, d'ailleurs, jouissent de tous les bienfaits de la liberté; mais il est encore plus à déplorer que l'Amérique, la France, l'Espagne et le Portugal, après le noble exemple que l'Angleterre leur a donné en émancipant tous les esclaves dans ses vastes colonies, au prix de vingt millions de livres sterling, continuent encore à tenir dans l'esclavage des millions d'êtres humains.

Cette compassion devrait s'étendre également aux criminels, que les besoins, l'ignorance ou des passions sans frein, ont poussés à commettre des délits contre les personnes. les propriétés , ou l'Etat. Ces crimes sont le plus ordinairement résultat d'une combinaison de vices et de défauts dans l'éducation des individus qui les commettent, ce qui devrait rendre les coupables les objets de notre pitié plutôt que de notre colère; car si nous avions été placés dans les mêmes circonstances qu'eux, notre conduite eût probablement été semblable à la leur. Au lieu donc de les fusiller, de les pendre, comme nous l'avons fait jusqu'ici, au lieu de les faire sortir de l'existence avec tous leurs crimes sur leurs têtes, au lieu de les déporter pour la vie dans les colonies pénitentiaires, ou de les retenir dans des prisons en Europe, notre seul objet devrait être de les réformer par l'instruction et l'éducation, et de rendre leur libération dépendante de leur bonne con-

duite plutôt que de la longue durée de leur détention, de manière à les rendre capables d'être enfin rendus au monde comme de dignes membres de la société, et de pouvoir, à ce titre, compenser pour eux-mêmes et pour les autres les torts de leur conduite antérieure. — S'ils sont reconnus incorrigibles, alors, mais dans ce cas seulement, qu'ils continuent à être tenus séparés du monde; ainsi, vraiment, nous agirions dans le véritable esprit de cet amour et de cette charité chrétienne qui, lorsque nous aurions fait notre possible pour réprimer le crime, nous permettrait de pardonner au criminel; et, au lieu de respirer un esprit de vengeance et de cruauté, nous pourrions dire avec vérité, dans notre prière de chaque jour : « Pardonnez-nous nos offenses, comme nous leur pardonnons leurs offenses contre nous. »

Tous les gouvernements civilisés possèdent le pouvoir et l'autorité de remédier à ces maux, et toutes les communautés devraient s'imposer avec empressement les contributions ou taxes nécessaires pour fournir les fonds requis à cet effet ; les fonds requis pour l'entretien convenable de tous ceux qui sont dénués de ressources, quelle que puisse être la cause de ce dénuement; pour fournir de l'ouvrage dans des établissements publics, lorsque les entreprises particulières n'occupent pas suffisamment l'activité des gens habiles et capables ; pour le défrichement et l'exploitation de terres incultes, la formation de routes, de ports de refuge sur les côtes, sur les pêcheries; ou pour tout autre moyen productif imaginable; pour donner de l'instruction à l'ignorant et ramener le vicieux ; pour faciliter aux gouvernants l'accomplissement de leurs devoirs paternels, et aux sujets celui de leurs obligations fraternelles; afin qu'au grand jour du jugement dernier le Juge-Suprême « à qui tous les cœurs sont

ouverts et à qui aucun secretn'est caché,» prononce cette sentence: « Allez, vous, les bénis de mon père, dans votre séjour de repos éternel, car lorsque j'avais faim vous m'avez donné à manger, lorsque j'avais soif vous m'avez donné à boire; quand j'étais nu, vous m'avez couvert, et quand j'étais malade et en prison vous êtes venus me voir ; car chaque fois que vous avez fait cela à l'égard du moindre de mes frères, vous l'avez fait à moi-même.»

Enfin, partout où l'intérêt des classes ou des individus se trouve en opposition avec leur devoir, il est certain que le premier aura généralement la préférence et que le second sera négligé, autant que la possibilité ou la prudence pourront le permettre. Il est donc à désirer que, dans tous les cas de cette nature , on réforme le système de manière à mettre le devoir et l'intérêt, non en opposition, mais en harmonie.

C'est là une proposition générale qui, pour être développée, demanderait un plus long discours que celui que je vous ai déjà adressé, quelque long qu'il ait été; car cette union entre l'intérêt et le devoir se trouve violée par un grand nombre de lois et de coutumes de la société actuelle, et chacune de ces violations étant une source de maux, il faudrait l'empêcher si c'était possible. Mais il serait peut-être à propos de citer ici un exemple ou deux à l'appui de la vérité de mon assertion ; et, à cet effet, comme l'heure de notre séance s'écoule, je me contenterai d'en choisir trois des plus saillants, c'est-à-dire : la médecine pratique, le barreau, et les armes.

On ne peut nier que l'objet et le but de la science de la médecine ne doive être de prévenir autant que possible toute espèce de maladies, ou, lorsqu'elles se montrent, d'en effectuer la prompte et entière guérison. Pour cette raison, le

devoir d'un médecin est de mettre tous ses soins, d'apporter toute son attention, soit à prévenir, soit à combattre les maladies, et d'en hâter la guérison aux moindres frais et dans le moins de temps possible. Voilà ce que lui prescrit son devoir; maintenant voyons ce que demande son intérêt. Précisément le contraire: comme les services du médecin sont en réquisition et que son gain augmente en proportion de la propagation d'une maladie quelconque, de même que son mémoire s'enfle en proportion de la durée de la maladie, par cette raison il gagne davantage; et si au lieu d'un docteur en médecine on appelle un apothicaire (3), plus les médicaments qu'il administrera à son malade seront dispendieux, plus le nombre des potions sera grand, plus aussi l'intérêt du pharmacien y trouvera son avantage. De sorte qu'il y a pour le médecin la tentation constante de faire traîner en longueur la cure définitive de son malade, dans tous les cas où la vie de celui-ci n'est pas en danger, et lorsque sa position et sa fortune lui donnent les moyens de bien payer.

Cette opposition de l'intérêt et du devoir n'est que le résultat du mode mal entendu et inconvenant de reconnaître les soins du médecin. Les hommes de l'art ne sont ni plus égoïstes ni plus avares que ceux de tout autre corps, mais ils ne le sont pas moins. Le médecin choisit sa profession comme le négociant choisit la sienne; d'abord pour se faire un revenu suffisant à ses besoins, puis souvent une fortune; et il serait déraisonnable d'exiger de lui qu'il fût plus exempt que tout autre individu des faiblesses communes à l'espèce humaine. Ainsi, ce qui tend à augmenter son gain doit natu-

(3) En Angleterre, les pharmaciens donnent très souvent des consultations, mais on ne leur paie que les médicaments qu'ils prescrivent et fournissent.

rellement lui convenir, et, dans l'état présent de la société, où la robe qui couvre une multitude de péchés n'est pas la charité, mais bien les richesses, est-il étonnant qu'il aime à avoir autant de malades que possible, et à les retenir chacun assez longtemps sous sa direction pour avoir le droit de s'en faire payer une plus grande somme ?

Dans la marine, dans l'armée, dans les hospices et autres établissements publics où le médecin est payé par l'Etat, par quelque société, par quelque riche individu, et reçoit des honoraires annuels parfaitement indépendants du nombre de cas de maladies et de leur prolongation, le devoir et l'intérêt du médecin sont en parfaite harmonie; et comme, lorsque le nombre des malades augmente, il n'y a en cela pour lui qu'un surcroît de peine, quoique les autres médecins y trouvent un surcroît de gain, il fait naturellement son possible pour prévenir ou pour guérir les maladies et unir à l'efficacité des moyens la plus stricte économie.

On pourrait donc facilement remédier à l'abus que nous venons de signaler, en faisant que les honoraires du médecin soient, comme dans la marine et dans l'armée, parfaitement indépendants du malade. Le souverain du petit Etat de Guastalla a déjà, depuis longtemps, adopté cette marche. Il entretient à ses frais un médecin, un chirurgien, et un pharmacien ; les premiers sont tenus de traiter tous les malades sans exception; le dernier, de leur fournir les médicaments nécessaires, et cela sans aucune rémunération de la part desdits malades ; et les habitants et les médecins en sont également contents.

Tous les membres de la Faculté devraient, à l'imitation de ce qui se passe à Guastalla, être payés par l'Etat, incorporés sous la direction de chefs choisis parmi eux, élevés en grade

selon l'âge et le mérite, et répartis dans les villes et autres localités en nombre relatif à la population du lieu qui leur échoirait pour l'exercice de leur profession.

Je suppose que le jeune médecin commence à exercer à l'âge de vingt ans, avec un appointement de 5,000 francs par année, que cet appointement s'élève graduellement, selon les services et les talents de l'individu (comme cela a lieu dans les corps des ingénieurs et des artilleurs), jusqu'au plus haut rang et à la plus haute paie, c'est-à-dire à 50,000 francs par année. Par ce moyen, chaque médecin se trouverait dûment indemnisé de ses labeurs, et la famille la plus pauvre recevrait les mêmes soins, les mêmes secours que la plus riche. C'est ce qui a lieu dans l'armée, où le simple soldat est soigné comme peut l'être son général. Si ce système était adopté, on ne verrait plus, comme à présent, un petit nombre de médecins arriver à se faire une fortune de 500,000 fr. par année et même davantage, tandis qu'une bonne moitié de leurs confrères meurt presque de faim, et que des milliers de pauvres familles restent sans secours médicaux, ou n'en reçoivent que d'insuffisants.

Il en est des hommes de loi comme des médecins, parce que eux aussi sont payés par leurs clients, et que la liste des frais est longue en proportion de la multiplicité des documents, de la lenteur de l'affaire pendante, et de l'incertitude du résultat.

Tout avocat a intérêt à voir se multiplier et se perpétuer les mésintelligences et les chicanes parmi les hommes, soit qu'elles portent à la violation des personnes, soit à celle de la propriété. Un rapt, une séduction, un cas d'infidélité entre époux ; un délit quelconque, une fraude, une usurpation, un vol, un meurtre, sont, pour l'avocat, des événements

précieux, parce qu'ils amènent des affaires aux gens de loi et qu'ils donnent de l'occupation à « ces messieurs de la robe. »

Avec ceux-ci, comme avec les médecins, plus il y a de lenteurs, plus les frais se multiplient et s'accumulent, et si une affaire se termine de manière à donner lieu éventuellement à de nouvelles contestations, c'est au mieux pour messieurs les avocats, qui, dans tout cela, trouvent gain et profit. Mais que les hommes de loi forment un corps dépendant de l'État, qu'ils n'y entrent qu'à un âge et après des études convenables; qu'ils ne soient admis qu'après avoir justifié de leurs capacités; qu'ils puissent arriver d'un appointement de 5,000 fr. à 50,000 et plus; que leur paie soit comme l'est aujourd'hui celle des juges des tribunaux, graduée et fixe; qu'il ne soit plus question d'honoraires ni d'autres émoluments; et l'on verra bientôt pour résultat de ce changement une révolution complète dans les affaires de leur ressort; car, dès ce moment, chaque homme de robe, de tout rang, trouvera son avantage à prévenir les procès; et il aura un intérêt, tout aussi fort, à terminer le plus promptement possible ceux qu'il n'aurait pu empêcher, que l'est aujourd'hui celui qui le porte à les traîner en longueur.

Si, maintenant, tous les gens de loi étaient réunis en un corps, il y en aurait un assez grand nombre pour former une cour composée de quatre à cinq d'entre eux pour chaque ville de grandeur moyenne. Ainsi constitués, classés et répartis, selon que leurs chefs le jugeraient nécessaire par rapport à la population du district qui leur serait assigné, il y aurait dans chaque localité une cour compétente, devant laquelle tout cas de contestation pourrait être immédiatement jugé, puisque les preuves seraient toute prêtes, et cela sans déboursé aucun de la part du client. De même que les juges,

à présent, sont toujours intéressés à abréger les affaires portées à leur tribunal, et ne cherchent point à favoriser l'une ou l'autre des parties, mais à découvrir de quel côté est le droit et de quel côté est le tort, ainsi chaque avocat chercherait à arriver au même résultat, par la raison qu'il ne gagnerait rien à procéder autrement.

L'avocat, aussi longtemps qu'il exerce sa profession, est intéressé à l'accumulation des plaidoyers et des procès, puisque c'est grâce à eux et par eux que sa bourse se remplit. Donc son intérêt et son devoir se trouvent en opposition directe; mais, dès l'instant que cet avocat plaidant devient juge, sa conduite change entièrement, il n'a plus aucun motif de faire surgir des difficultés ou de prolonger les délais, parce qu'il reçoit des honoraires annuels, parfaitement indépendants et en dehors des affaires de son client. Il remplit alors ses fonctions avec une probité si grande, qu'on peut dire avec vérité qu'il n'y a pas à ce moment une classe d'individus qui inspire un respect aussi universel que les juges, en France et en Angleterre.

Je ne saurais m'abstenir de citer ici un exemple frappant de ce changement de conduite, résultat d'un changement de position, dans la personne d'un des avocats les plus savants de l'Angleterre, et qui est maintenant lord Campbell, avocat célèbre durant plusieurs années, puis ensuite Chancelier d'Irlande. Pendant qu'il jouissait des avantages de sa profession lucrative, il était, certes, trop exclusivement occupé pour songer à la réforme des lois, parce qu'il était dans son intérêt que ce qui lui rapportait des avantages pécuniaires considérables, à lui et à ceux qui lui amenaient des affaires, (les notaires et avoués) restât tel quel, du moins aussi longtemps que cela le touchait personnellement. Cependant, il ne

fut pas plutôt fait pair du royaume et Chancelier d'Irlande, conséquemment indépendant de tous honoraires et émoluments, qu'il présenta, à la Chambre des lords, un bill d'une forme si concise, qu'il n'occupait qu'une seule feuille de papier, et par lequel il proposait de faire, de la vente des fonds de terre de la plus grande valeur, une affaire légale entre le vendeur et l'acquéreur, et soumise à un droit fort modique; au lieu que les transactions d'aujourd'hui exigent des actes tellement diffus, que les notaires seuls peuvent les lire, et que même ils ne sont pas toujours d'accord sur le sens de ces pièces compliquées, qui occupent cent fois autant d'espace sur le papier que n'en occupait le bill de lord Campbell. Mais qu'arriva-t-il de ce bill? Presque tous les hommes de loi s'élevèrent contre lui, et l'opposition qu'ils firent fut si forte, si véhémente, que lord Campbell fut obligé de céder. Qui pourrait douter, cependant, que si leurs gains n'eussent pas été compromis (ce qui serait le cas sous un système exempt d'émoluments), chaque homme de loi ne se fût réjoui de tout changement qui eût abrégé et économisé son travail, et eût rendu la loi, ce qu'elle devrait être, intelligible et à la portée de tous?

Le dernier exemple que j'ai à présenter est celui de la profession des armes. Là, l'intérêt devrait être ce qu'est, sans aucun doute, le devoir d'hommes voués, par profession, à la défense et au maintien de la sûreté publique; ce devoir est de prévenir, autant qu'ils le peuvent, tout accident, d'empêcher toute manifestation qui pourrait porter atteinte à cette sûreté, et assurément telle serait aussi la conduite de ces hommes, si leur paie était en temps de paix ce qu'elle est en temps de guerre. Mais comme on ne donne à une grande partie de la marine et de l'armée que la demi-solde en temps de

paix, et la solde entière en temps de guerre; et, de plus, comme les parts de prise, outre les promotions, les honneurs et les gratifications de divers genres, s'accumulent sur celui que les circonstances favorisent, dès-lors il y a pour le soldat les plus fortes tentations à désirer la continuation des hostilités, et à les provoquer de nouveau si elles viennent à cesser.

Le remède à ce mal ne serait pas plus difficile que ceux dont nous avons parlé dans les deux exemples précédents.

Tant qu'on n'en viendra pas à désarmer les nations, comme on désarme les individus; tant qu'on ne soumettra pas leurs querelles à un tribunal impartial et neutre, comme on y soumet les individus; enfin, tant que la folie des hommes rendra nécessaire l'existence d'une armée; qu'on traite celle-ci en temps de paix, comme en temps de guerre, c'est-à-dire que la paie du soldat soit la même dans l'un et l'autre cas; qu'il n'y ait plus ni gratifications, ni parts de prises. Croyez cependant à la sincérité des officiers de la marine et de l'armée, quand ils vous assurent qu'ils ne sont mus que par le patriotisme seul, et qu'ils sont prêts à faire tous les sacrifices, à supporter toutes les privations, uniquement par amour pour leur pays; et mettez cette sincérité à l'épreuve, en leur laissant, pour toute récompense de leurs services, la conscience d'avoir rempli leur devoir; cette récompense leur suffira, si leur amour de la patrie est en effet un véritable amour, et alors la paix leur paraîtra aussi acceptable que la guerre.

Mais l'heure de notre séance touche à sa fin; je dois terminer ici, quoique je n'aie pu vous exposer tout ce que j'eusse désiré vous dire.

Vous trouverez, je le pense, que chacun des sujets qui font partie de ce discours, mériterait un développement

beaucoup plus étendu, soit en faits, soit en arguments. Mais j'ai dû me restreindre et abréger, me bornant à vous offrir quelques suggestions, quelques matériaux propres à diriger votre attention sur un sujet important et digne de réflexions sérieuses, sujet que je n'ai pu traiter ici aussi amplement qu'il aurait dû l'être.

Hâtons-nous donc de corriger le sentiment public sur ces grands et importants sujets.

Que l'instruction remplace l'ignorance au moyen d'un système d'éducation universelle; et l'on verra moins de crimes, moins de maladies, plus de capacités, et tous les grands devoirs de la vie seront mieux accomplis!

Que toutes les boissons enivrantes soient abandonnées comme reconnues capables d'enflammer le corps, d'exciter et de troubler l'esprit, de fortifier les passions, d'obscurcir la raison, et de détruire cette belle harmonie de proportions, que, dans sa sagesse et sa bienveillance, Dieu a donnée à l'homme, dans la possession calme et paisible, la sage direction de tous ses sens, possession et direction qui ne peuvent être l'œuvre que de la tempérance!

Que les préjugés nationaux soient détruits, en facilitant davantage les relations entre les nations, en renversant les barrières des passeports, des douanes, et des quarantaines; et par-dessus tout en adoptant la langue française, pour la faire enseigner dans toutes les écoles de chaque nation civilisée, conjointement avec la langue maternelle; afin que tous les fils d'Adam, qui sont aujourd'hui plus complétement séparés par leurs divers idiômes que par leurs montagnes, leurs rivières ou leurs mers, forment bientôt une fraternité universelle, et qu'au moyen d'une seule langue commune, ils finissent par se ressembler dans leurs discours, leurs opinions, et

leurs sentiments, autant qu'ils se ressemblent dans leur structure intérieure et dans leur conformation anatomique!

Que tous les obstacles qui entravent la liberté du commerce la plus illimitée soient supprimés ! car de même que l'eau ne trouve son niveau que lorsque toutes les barrières et les écluses sont enlevées, de même le commerce ne développera toutes ses ressources presque sans bornes, ou ne donnera à chaque nation le bénéfice complet de toutes ses richesses que par leur judicieuse distribution par tous les climats; que l'échange entre tous les pays soit aussi libre que les vents qui poussent leurs flottes sur l'Océan, et aussi franc de toute entrave que les vagues qui baignent leurs côtes!

Que quelques expériences loyales soient faites actuellement, sous l'administration impartiale du système de coopération, dans les communautés de travail à l'intérieur, et de colonisation, dans sa forme la plus efficace, pour ceux qui sont disposés à aller peupler nos provinces hors d'Europe. Et toutes deux sur une échelle aussi vaste et aussi libérale que possible, avec des fonds assez considérables fournis par l'État, de manière à les assurer, en tout cas, contre la ruine, qui arriverait par le manque de cet élément nécessaire de succès.

Que les institutions de bienfaisance se multiplient! que le malade, l'infirme, l'enfant, l'idiot, l'aliéné, l'aveugle, le muet, le vieillard, que les malheureux, en un mot, aient droit, non pas à cette mesquine pitance appelée, comme par dérision, *secours*, mais à une quantité suffisante de nourriture, de vêtements, à un abri et à un chauffage convenables, et à toutes les douceurs de la vie! Il y a assez de richesses, et plus qu'il n'en faut, à consacrer à tout cela. Abandonnons volontiers, dans un esprit de charité vraiment chrétienne, une partie de notre superflu, si cela peut contribuer au bien-être

des malheureux; car, qu'est-ce que la charité, sinon la disposition à renoncer à une partie de nos jouissances pour ajouter au bien-être de notre prochain?

Que la servitude, soit du corps, soit de l'âme, soit abolie par toute la terre, et la dignité de l'homme relevée et maintenue au-dessus de la brute!

Que toutes les institutions, lois et coutumes de la société, dans lesquelles l'intérêt et le devoir de l'homme sont en opposition entre eux, soient réformées, de telle sorte que cet intérêt et ce devoir soient mis en harmonie, et deviennent ainsi un mobile des plus forts pour arriver à l'accomplissement de ce qui peut être, en même temps, le plus utile aux individus dans leur profession particulière, ainsi qu'à la généralité des intérêts des communautés dont ils sont membres!

Et enfin, que la guerre soit classée et mise à sa véritable place avec les autres fléaux de la terre, la peste et la famine dont il est de notre devoir et de notre intérêt de prévenir le retour! L'argent épargné sur chaque régiment qu'on licencierait servirait à bâtir et à doter des écoles pour l'éducation et l'instruction morale de dix mille jeunes gens; l'argent épargné sur chaque vaisseau, dont on congédierait l'équipage, servirait à construire et à doter des asiles pour un millier de vieillards et d'infirmes. Le démantèlement de chaque forteresse, le désarmement et le renvoi de sa garnison fournirait à chaque ville une belle bibliothèque publique; et les frais auxquels se montent tous ces uniformes resplendissants des troupes de terre et de mer, désormais inutiles, nourriraient ceux qui souffrent de la faim, et vêtiraient ceux qui ne sont pas couverts; et tous ces changements fourniraient de nouvelles occupations à ceux qui seraient de la sorte renvoyés du service et perdraient ainsi leur ancienne position; cependant

avec cette différence matérielle, qu'au lieu d'être les instruments du mal, ils seraient les instruments du bien; des constructeurs d'édifices, au lieu d'en être les démolisseurs; des instituteurs de leurs semblables, au lieu d'être chargés de les traîner en prison, de les frapper de verges, et de les attacher au gibet; des prédicateurs propres à former de bons citoyens, au lieu de soldats forcés de tirer sur leurs semblables, de les faire mourir à coups de sabre, de couvrir les champs de bataille de leurs cadavres abandonnés aux milans et aux vautours; des bienfaiteurs et des amis, au lieu d'être des oppresseurs et des ennemis; jusqu'à ce que, d'après le langage des Saintes Ecritures, « ils convertissent leurs épées en socs, et leurs lances en serpes, et que chacun soit assis sous sa vigne et son figuier, sans avoir personne à craindre, et que les nations de la terre n'apprennent plus la guerre. »

APPENDIX.

BANQUET OFFERT AU GÉNÉRAL LAFAYETTE.

(MENTIONNÉ A LA PAGE 11.)

Paris, 6 décembre 1830.

Vendredi dernier, les Anglais et d'autres étrangers, résidant à Paris, se sont réunis en un banquet pour exprimer leur satisfaction du changement récemment survenu dans l'état politique de la France, et pour rendre hommage, en particulier, au vénérable Lafayette, l'un des principaux acteurs dans les événements qui ont effectué ce changement. Le banquet a eu lieu dans le grand salon de la place du Châtelet. Cette pièce était décorée de drapeaux entrelacés, anglais, français, et américains, et de divers autres emblêmes appropriés à la circonstance ; toutes les dispositions prises faisaient honneur au bon goût du comité qui en avait été chargé. A six heures, près de 200 personnes ont pris place à une table servie à la française. M. Buckingham occupait le fauteuil de la présidence, à la demande des principaux Anglais à Paris qui donnaient le banquet.

Il avait à sa droite le général Lafayette, les ducs de Montebello et de Choiseul, les comtes Lanjuinais et de Lasteyrie, Benjamin Constant, Casimir Périer et d'autres députés; à sa gauche le préfet de la Seine, M. Odilon-Barrot, le général Dumas, l'ami et le contemporain du général Lafayette, les comtes Alexandre de Laborde et Anatole de Montesquiou, Jullien de Paris, Jomard de l'Institut, Audry de Puyraveau, Girod (de l'Ain) et plusieurs autres députés. Un grand nombre d'officiers supérieurs de la garde nationale relevaient encore, par leur présence, le brillant éclat de la fête.

M. Buckingham propose le premier toast. Il exprime d'abord tout

son regret de ce que les limites étroites de l'enceinte incommodent le grand nombre de personnes présentes. Il fait ensuite observer, comme une chose frappante, que tandis qu'en Angleterre et en Amérique il y avait eu des démonstrations des plus expressives de l'opinion publique, immédiatement après les événements de Juillet, aucune réunion des deux nations, pour le même objet, n'avait eu lieu en France, où les sentiments d'admiration et de joie devaient être plus fortement excités, par la connaissance des personnes qui avaient accompli ces événements, et celle des lieux qui en avaient été le théâtre.

La dernière révolution de la France ne sera jamais, dans les temps futurs, regardée avec froideur ou indifférence. Elle a été d'un caractère qui commande l'admiration, non-seulement aux jours voisins de son accomplissement, mais à tous les temps à venir, et non moins par le courage et la promptitude qui en signalèrent le commencement que par la modération et l'indulgence qui en marquèrent la fin. C'est sur les lieux mêmes qu'on éprouve cette admiration le plus fortement, parce qu'en voyant les tombes fraîches encore des victimes qui viennent de tomber, en rencontrant les veuves et les orphelins dans leur habillements de deuil encore neufs, en foulant sous ses pieds le sol marqué de tant de traces sanglantes récentes, et en voyant les édifices portant encore les empreintes de la dévastation du combat, il est impossible de ne pas admirer la patiente indulgence et la magnanime bonté, qui étouffaient toute pensée de vengeance, et regardaient l'olivier de la paix comme la plus digne couronne de la victoire.

Si le voyageur, en traversant les plaines de Marathon et de Platée, ou en apercevant les ruines d'Illion et le passage des Thermopyles, est saisi d'enthousiasme au souvenir des événements qui s'y sont passés il y a tant de siècles ; si l'étudiant et le savant contemplent avec délices les statues de Miltiade et d'Epaminondas, d'Hector et d'Achille, de Léonidas et de sa troupe dévouée, de quel sentiment plus profond ne doit-on pas être pénétré en marchant sur le sol empreint encore de la trace des héros qui, de nos jours, ont combattu pour la liberté, et en s'asseyant en présence du vénérable général et de ses collègues, qui ont accompli, en France, le triomphe de la liberté?

Les auditeurs auxquels l'orateur s'adresse se félicitent, avec raison, d'une jouissance peu commune, celle de se trouver réunis pour cette occasion. Il voudrait s'adresser à l'Anglais, au Français, à l'Américain, à l'Italien, à l'Espagnol, au Portugais, au Russe, à l'Allemand, au Grec et au Belge, car il se trouvait dans la réunion des patriotes de toutes ces nations diverses ; il voudrait s'adresser à chacun d'eux dans sa propre langue. Mais si le don miraculeux du Saint-Esprit manque pour rendre toutes ces langues diverses également intelligibles à tous, l'orateur est bien assuré qu'un seul et même esprit anime tous les cœurs, et que la flamme de la liberté, descendant des cieux, trouverait dans chaque poitrine un autel prêt à la recevoir. Il propose donc, pour premier toast, une union de noms et de pays qui trouvera, il en est persuadé, de l'écho dans toutes les parties de la salle. Voici le toast :

« Aux trois souverains les plus populaires des trois premiers pays du globe, le roi des Anglais, le roi des Français et le président du peuple Américain! »

Ce toast est accueilli par de vives acclamations, et porté par trois fois trois.

M. Buckingham se lève ensuite pour proposer la santé de leur illustre hôte, le marquis de Lafayette, un nom que personne ne peut entendre sans émotion, et qui remplit tous les cœurs de la plus grande admiration. Notre poète anglais a dit avec vérité :

« La beauté reçoit sa plus grande parure de l'absence de toute parure. »

On peut ajouter à ces paroles qu'une réputation telle que celle de Lafayette peut se passer de tout autre ornement pour se présenter dans tout son éclat ; et de même que les noms de Caton et de Brutus sont plus imposants dans leur grave simplicité que lorsqu'ils sont joints aux épithètes les plus sublimes, de même les noms de Washington et de Lafayette, sans autre ornement étranger, commandent par eux-mêmes

---

(1) Beauty, when unadorn'd, 'sadorn'd the most.

THOMSON.

la plus haute admiration. Il est inutile de parler de la carrière politique et militaire de Lafayette; elle est trop bien connue de l'univers entier. Mais ayant été pendant quelque temps en relations intimes et confidentielles avec ce patriote distingué, il (l'orateur) doit à la vérité d'ajouter qu'il n'a jamais vu une plus belle réunion de sublime magnanimité, de dévouement héroïque et de noble simplicité. Le tableau tracé par notre immortel Shakspeare, semble fait exprès pour Lafayette :

« Sa vie était douce, et les éléments si bien mêlés en lui, que la na-
« ture eût pu se lever et dire à l'univers : c'était là *un homme.* »

La santé du général Lafayette est bue par trois fois trois au milieu du plus grand enthousiasme.

Le général Lafayette se lève ensuite pour faire ses remerciements, et après avoir dit combien il est touché de la manière affectueuse et honorable dont son nom vient d'être présenté par son respectable ami, M. Buckingham, il exprime son espoir que, désormais, il deviendra, de jour en jour, plus difficile de refuser la liberté aux nations, de plus en plus difficile aux guerres de désoler les provinces et de diviser les hommes. Il ne se croit de titre à aucun autre mérite qu'à celui d'avoir strictement accompli ses devoirs d'homme et de citoyen. Il a commencé sa carrière avec un sincère attachement à la liberté, et il la terminera en redoublant de dévouement à cette cause sacrée. (Applaudissements) Il ne désire que l'approbation des hommes éclairés et justes; et comme il est fortement attaché à l'Angleterre, à l'Amérique et à la France, il espère sincèrement que, désormais, elles seront de plus en plus unies d'intérêts, de sentiments et de rapports. Le vénérable général reprend sa place au milieu des plus vifs applaudissements. Sir John Byerley, après une introduction courte, mais pleine d'à-propos, en l'honneur des journalistes de Paris, propose : Aux premiers et aux plus fermes libérateurs de la France, les rédacteurs en chef de la presse, l'alpha et l'oméga de toutes les libertés de l'homme!

M. Frédéric de George, rédacteur en chef de l'un des journaux les plus populaires, et qui écrit dans les principales revues de France, répond avec énergie à cet hommage rendu à la presse. Le vice-président, M. Ditchfield, après quelques observations sur les récents

événements de Paris, propose le second toast : au préfet de la Seine, aux héros des barricades, aux élèves des écoles publiques, et aux citoyens défenseurs de la charte et des lois dans le combat mémorable de Juillet!

M. Odilon Barrot exprime, avec éloquence, sa profonde reconnaissance de l'honneur qu'on vient de lui rendre. Il est convaincu que la nation française se trouve généralement honorée de cette approbation cordiale de son caractère et de sa conduite, manifestée par des nations aussi braves, aussi intelligentes et aussi libres que l'Angleterre et l'Amérique. Ces deux peuples, qui ne diffèrent que de nom, sont d'une seule grande famille, et descendent d'une souche commune ; et il a la confiance que le banquet d'aujourd'hui servira d'emblême à l'union qui, à l'avenir, existera entre toutes les nations de la terre qui préfèrent la liberté et la justice à l'esclavage et à l'oppression. (Bruyants applaudissements.)

Le général Baker, vieil officier anglais, après quelques mots d'allusion à la carrière militaire, propose : A la brave garde nationale! (Applaudissements.)

Le comte Alexandre de Laborde, colonel de la garde nationale, et aide-de-camp du roi, réplique par un discours animé, mêlant à son admiration, pour le caractère militaire en Angleterre, son espoir que les occasions d'autres guerres que celles qui pourraient avoir l'assentiment universel, diminueront à mesure que le monde sera plus éclairé, plus libre et plus heureux; car les libéraux de tous les pays libres forment aujourd'hui la garde nationale de tout le monde civilisé. (Applaudissements.)

M. Buckingham propose un toast de plus, sans lequel la fête serait incomplète : « A l'auguste épouse de Louis-Philippe Ier, et aux aimables et bienfaisantes dames de Paris qui sont venues au secours des blessés, et ont adouci la couche des mourants dans les moments de la difficulté et du danger! (Ce toast est bu par trois fois trois, et un applaudissement de plus.) Pour la cause réunie de la beauté et de l'humanité! »

Le comte Anatole de Montesquiou, chevalier d'honneur de la reine,

remercie au nom de Sa Majesté qui, certainement, sera profondément sensible à l'affection que ce toast lui témoigne. Il est également certain que les dames de Paris seront fières de l'hommage que vient de leur rendre l'honorable président de la fête, en associant leurs noms aux plus nobles vertus du cœur de la femme; car l'amabilité n'est jamais plus digne d'amour qu'unie à la bienveillance et à l'humanité.

Le duc de Montebello prend ensuite la parole, et dit qu'il se lève pour exprimer le plaisir qu'il éprouve d'être un des convives d'un banquet si habilement présidé par son ami, M. Buckingham, qu'il a connu en Angleterre, et soutenu avec tant d'enthousiasme par ceux qui ont été invités à y prendre part. Après s'être étendu sur les effets bienfaisants des voyages, qui adoucissent les sentiments de l'homme envers ses semblables, et après avoir parlé du courage et du talent de ceux qui, comme le hardi président de leur banquet, bravent les périls des voyages lointains et des pays déserts, il propose pour toast : « Aux voyageurs du monde, et puissent les relations libres et amicales des individus et des nations, devenir de jour en jour plus fréquentes! »

M. Gilchrist propose ce toast : « Puisse l'esprit de la liberté inspirer les cœurs et fortifier les bras des peuples opprimés de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal, et de tous les autres pays où l'on refuse encore aux victimes de la tyrannie cette justice qui est le droit de tous les êtres humains de toutes les couleurs, de toutes les croyances et de tous les climats! »

Ce toast ayant réveillé tous les sentiments patriotiques des nombreux étrangers présents au banquet, est porté avec de vifs applaudissements.

M Pourbais, jeune Belge, reconnait l'influence de ces vœux, et parle de l'exemple donné si glorieusement par la France, et suivi si promptement et avec tant de succès par la Belgique, dans sa délivrance du joug de la maison de Nassau.

M. Campbell propose : « La santé de M. Buckingham, et puisse-t-il vivre longtemps encore pour continuer ses utiles et honorables travaux pour le bien public! »

Ce toast est bu par trois fois trois, et avec de continuelles acclamations.

M. Buckingham remercie. Il désire être bref, et il se bornera à dire que le digne membre de la société qui lui a fait l'honneur de proposer sa santé, a effectivement saisi le trait proéminent de son caractère, le désir d'être utile. Il ne se permettra pas d'en dire davantage; mais il peut déclarer en toute sûreté de conscience, quelle que soit l'opinion que l'on puisse se former de lui, qu'il ne désire vivre que pour être utile à ses semblables, car il ne connaît point de source de joie aussi pure dans la vie. Il se rappellera la fête de cette soirée bien des années encore; il faudrait, en effet, qu'il fût plus ou moins qu'un homme, pour ne pas être fier de présider un pareil banquet, et d'être secondé par une phalange d'hommes distingués par le rang, le talent et la vertu, comme celle qu'il voit rangée près de lui de chaque côté, et dont les noms doivent nécessairement faire rejaillir une partie de leur éclat sur le sien. Il éprouve ainsi une bien juste satisfaction de voir une telle réunion de patriotisme et de mérite formée par les mêmes motifs et sous les mêmes bannières, les étendards réunis de l'Angleterre, de l'Amérique et de la France qui, désormais, à ce qu'il espère, seront à jamais entrelacés en liberté et en paix.

« Le drapeau aux trois couleurs qui flotte dans les airs,
« Sera l'arc-en-ciel de nos espérances;
« Il ne flottera jamais plus sur des esclaves,
« Il sera l'étendard des hommes libres.
« Que l'esprit de l'homme ne soit plus enchaîné,
« Que les bannières de la liberté se déploient!
« Et la France et l'Angleterre ainsi unies,
« Gouverneront, protégeront et affranchiront l'univers. »

The triple tinted flag that waves
The Rainbow of our Hope shall be,
It ne'er shall float again o'er slaves,
But be the standard of the free.

Give but to man the unfetter'd mind,

Let freedom's banners float unfurl'd,
And France and England thus combined,
May rule, protect, and free the world.

Le salon retentit des plus vifs applaudissements.

M. Lake propose : Aux hommes de lettres de la France! Ce toast est reçu avec applaudissement.

M. Latour rend hommage au grand esprit libéral du peuple anglais. Il se trouvait en Angleterre à l'arrivée des nouvelles de l'heureuse révolution ; les meetings, les adresses et les souscriptions dans toutes les parties de la Grande-Bretagne, attestèrent des sentiments de sympathie de toutes les classes.

M. Jullien, de Paris, l'éditeur principal de la Revue Encyclopédique, demande la permission d'ajouter un autre toast : Succès au voyage autour du monde que M. Buckingham, est à la veille d'entreprendre dans les intérêts de la science, du commerce et de l'humanité, et puissent ses résultats apporter gloire et bonheur à tous ceux qui y sont engagés!

M. Buckingham remercie l'assemblée de cette expression animée de ses vœux, et l'assure de sa ferme croyance que si l'expédition qui venait de recevoir un si haut éloge est effectuée, les deux pays en ressentiront les heureuses conséquences.

Le prince de la Moscowa, fils du maréchal Ney et gendre de M. Lafitte, président du conseil, demande, avant la clôture du banquet, de proposer la santé du ministère anglais, qui compte actuellement quelques uns des amis les plus éminents de la liberté en Europe (écoutez! écoutez! de la part du général Lafayette, suivi d'applaudissements universels et prolongés); le noble comte à la tête du cabinet britannique (le comte Grey) et le savant chancelier (lord Brougham), qui a obtenu la juste récompense de ses grands talents et de ses nobles qualités, aussi bien que leurs illustres collègues, sont par eux-mêmes des gages de paix, du moins entre la France et l'Angleterre ; et pour le reste c'est de peu d'importance, car tant que l'Angleterre demeurera neutre ou sera amie, la France n'a rien à craindre de toutes les autres puissances réunies (grands applaudissements). Heureusement, le désir de la paix

est aussi fort dans le gouvernement français que dans celui de l'Angleterre, et c'est parce qu'il (l'orateur) entre pleinement dans les sentiments libéraux des ministres des deux pays, qu'il suivra l'exemple de leur éloquent président, qui a réuni dans un même toast les trois souverains des trois premiers pays; il propose dans le même esprit : Les ministres anglais, français et américains. Ce toast est accepté avec de grands applaudissements de toutes les parties du salon.

On porte encore plusieurs autres toasts patriotiques et libéraux, et plusieurs autres discours sont prononcés en français et en anglais. Deux artistes de l'Opéra chantent les hymnes nationaux de la France, qui sont répétés en chœur; la musique d'un régiment de ligne a joué pendant le repas, et quelques chanteurs étrangers, vêtus du costume pittoresque de leur pays, ont chanté plusieurs airs hongrois.

Le général Lafayette s'est retiré à onze heures, accompagné du président, du duc de Montebello et des principaux convives; sir John Byerly a été alors appelé au fauteuil, et la fête s'est prolongée jusqu'à une heure fort avancée de la nuit.

(Extrait du *Public Ledger*, lundi 13 décembre 1830.)

DEUXIÈME APPENDIX.

INSTITUT BRITANNIQUE ET ÉTRANGER.

PROTECTEURS.

SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE ALBERT.
SON ALTESSE ROYALE LE DUC DE CAMBRIDGE.

PRÉSIDENT.

LE TRÈS-HONORABLE COMTE DE DEVON.

COMMISSAIRES SURVEILLANTS.

Lord Courtenay, MP. (1) — Le Lord-Évêque de Saint-David.
Sir George Larpent. Bart. — Benjamin Bond Cabbell, Esq.

VICE-PRÉSIDENTS.

Le T. Hon. Lord Ashburton.
Le T. Hon. Lord Béresford, général, G.C.B.
Le T Hon. Lord Brougham.
Le T. Hon. Comte de Burlington.
Le T. Hon. Marquis de Bute.
Le Lord-Évêque de Chichester.
Sa Grâce le Duc de Cléveland, K. G.
L'amiral Sir E. Codrington, K. G.
Le T. Hon. Lord Dacre.
Le T. Hon. Comte de Dalhousie.
Le T. Hon. Comte de Derby, K. G.
Le Lord-Évêque de Durham.
L'Hon. Mountstuart Elphinstone.
Le T. Hon. juge Erskine.
William Evans, MP.
Le T. Hon. Comte Fitzwilliam.
Le T. Hon. Comte Fortescue.
Lord Claude Hamilton, MP.
Le T. Hon. Lord Leigh.
Le T. Hon. Lord Vicomte Lifford.
Le T. Hon. Lord Metcalfe.
Le T. Hon Lord Vicomte Morpeth.
W. A. Mackinnon, MP.
E. W. W. Pendarves, MP.
Sir David Pollock, F. R. S.
Le T. Hon. Lord Sandon, MP.
Le T. Hon. Lord Stuart de Decies.
Lord James Stuart, MP.
Sir Georges T. Staunton, Bart., MP.
Le Président de la Chambre des Communes.

L'objet principal de cette institution est d'offrir un point de réunion aux hommes lettrés et savants de toutes les parties du globe, sans distinction de nation, d'opinion politique ou de croyance religieuse; de donner des facilités d'introduction aux personnes du royaume qui viennent de leur province pour voir Londres, et d'ajouter aux attraits de la littérature, des sciences et des arts, le charme et l'agrément de la société des dames.

(1) MP. signifie Membre du Parlement.
Bart. : Baronnet.
F. R. S. : Membre de la Société Royale.
G. C. B. : Grand'croix de l'ordre du Bain.
K. G. : Chevalier de la Jarretière.

Dans ce but, un hôtel spacieux a été choisi dans George-Street, Hanover-Square; on y a fait des dépenses considérables pour le meubler, et l'adapter au confort des membres de la société. Le rez-de-chaussée contient deux bibliothèques commodes, amplement pourvues de journaux, de publications périodiques et de fournitures pour la correspondance; on y trouve une collection qui dépasse déjà quatre mille volumes d'ouvrages sur presque toutes les connaissances humaines.

Au premier étage, au-dessus des bibliothèques, se trouvent plusieurs salons meublés avec élégance, décorés de peintures, et pourvus de collections de gravures et d'ouvrages illustrés. Ces salons, ainsi que la bibliothèque, sont ouverts tous les jours, excepté les dimanches, de neuf heures du matin à onze heures du soir.

Pendant la saison, de Janvier jusqu'en Juin, il y a dans les salons de l'Institut des cours sur la littérature, les sciences et les arts, et dans les salons, des conversations, des discussions et des soirées, où l'on fait de la musique vocale et instrumentale. Dans ces soirées, les membres de l'institution et leurs dames se trouvent ensemble absolument comme dans un cercle privé.

Le 2 février 1844, cet établissement a été inauguré par la visite de son illustre protecteur, Son Altesse Royale le Prince Albert avec sa suite. Ils ont été reçus par le président et le conseil, et environ huit cents sociétaires et leurs dames. Son Altesse Royale a bien voulu, dans cette occasion, exprimer sa haute approbation de l'association et du but qu'on s'y est proposé.

Comme cet établissement réunit à la fois les avantages d'une maison agréable, une société choisie, une bonne bibliothèque, l'attraction de la musique et des arts, et des égards continuels pour le bien-être physique des sociétaires, il est probable qu'il deviendra l'un des plus grands, comme il est déjà l'un des plus connus de l'Europe, particulièrement parce que, différent de tous les autres établissements de ce genre, ses membres n'ont aucune responsabilité légale ou pécuniaire en dehors du simple montant de leurs souscriptions.

Les sociétaires qui habitent la ville paient une entrée de dix guinées,

et six guinées de souscription annuelle ; ceux qui habitent au-delà de sept milles de Londres paient cinq guinées en entrant, et trois de souscription annuelle. Les dames et les familles des sociétaires de chaque catégorie sont admises pour la moitié de ces prix.

Les étrangers, distingués par leurs connaissances en littérature, dans les sciences ou dans les arts, sont admis comme visiteurs, sans aucune rétribution, et sur la présentation de deux membres. Les auteurs et les artistes distingués, soit anglais, soit étrangers, sont élus comme membres honoraires par le comité, et jouissent de tous les privilèges de l'Institut sans aucune dépense.

Cet établissement étant le seul qui offre un accès si facile aux littérateurs et aux hommes de science de tous les pays, il est recommandé fortement à tout Anglais qui a voyagé et a reçu des civilités et des attentions à l'étranger, de les aider et de leur être utile, comme moyen de rendre aux étrangers cette hospitalité dont on nous a accusés jusqu'à présent de manquer, comme nation.

James S. BUCKINGHAM, *Directeur résident.*

15, George-Street, Hanover-Square.

OPINIONS

EXPRIMÉES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES SOCIÉTAIRES EN 1845,

L'honorable Comte de Devon occupant le fauteuil de la présidence.

Sir James Simpson, avocat d'Edimbourg, dit qu'avant la formation de cette société il s'était souvent trouvé embarrassé à Londres au milieu des invitations pressantes d'amis hospitaliers, mais qu'il n'avait aucun endroit où il pût être comme chez lui ; tandis que maintenant il trouve dans cet établissement commode, hospitalier et élégant, un lieu où il peut toujours se rendre, et jouir de tous les agréments et conforts que la maison la mieux tenue puisse offrir.

Le capitaine Maconochie, de la marine royale, dit qu'étant récemment arrivé d'une de nos colonies les plus éloignées, il a profité pendant son séjour en Angleterre des avantages et agréments que l'Institut offre aux gentilshommes de tous les points du globe. Il y a trouvé des facilités et un bien-être qu'il apprécie beaucoup, et qui, dans son opinion, ne demandent qu'à être connus pour rendre l'Institut aussi universellement populaire qu'il mérite de l'être, et comme il l'est pour ceux qui sont à portée d'apprécier ses bons résultats pratiques.

Lord Brougham observe qu'ayant été l'un des premiers à encourager la fondation de l'institution, et l'une des personnes présentes à la première assemblée tenue sur ce sujet dans les salons du noble lord, qui les préside actuellement, et ayant toujours pris dès-lors le plus vif intérêt à la prospérité de l'Institut, il a entendu avec plaisir le rapport qu'on vient de lire.

Lord James Stuart, membre du Parlement, désire témoigner combien il apprécie la valeur et l'importance de l'Institut comme lieu de cordiale hospitalité, et de rapports sérieux pour les étrangers de goûts intellec-

tuels, dont nous autres, voyageurs anglais, nous recevons de si aimables attentions lorsque nous nous rendons dans leur pays, et auxquels l'Institut offre ainsi l'occasion de reconnaître ces attentions convenablement.

Sir George Staunton, membre du Parlement, dit que l'un des moyens les plus sûrs de faire connaître le caractère littéraire de l'Institut au-delà du cercle de leur propre compagnie, est de donner la publicité la plus étendue au premier volume de leurs transactions, dans lequel tout ce qui s'était fait dans l'établissement depuis sa formation se trouve fidèlement rapporté.

Sir George Wilbraham, ci-devant membre du Parlement pour le comté de Chester, dit qu'étant habitant de la campagne, demeurant dans un district éloigné, et ne venant à Londres qu'accidentellement, il trouve que cet établissement réunit tout ce qu'on peut désirer, formant un point des plus agréables pour des amis, et un lieu de réunion non moins agréable pour les étrangers.

M. Wynn Ellis, membre du Parlement, désire appeler l'attention sur une circonstance qui n'est pas généralement connue, et qu'il est cependant nécessaire de communiquer aux sociétaires, parce qu'elle leur montrera que M. Buckingham, au lieu de retirer des avantages et des bénéfices considérables de sa position présente, ainsi que cela avait été insinué et assuré quelque part, remplit au contraire cette charge attachante et pénible, sans salaire et sans bénéfice qui puissent être regardés comme équivalant à une rémunération ; mais qu'il a, au contraire, fourni largement et libéralement, de sa propre bourse, aux fonds de l'établissement pour en augmenter l'attrait.

Sir John Yarde Buller, membre du Parlement, dit qu'il confirme entièrement tout ce qu'ont dit les orateurs précédents, d'abord quant à l'excellent résultat de l'Institut lui-même, et ensuite pour ce qui a trait au mérite de M. Buckingham, comme fondateur et habile directeur de cet établissement. Il a eu lui-même le plaisir de voir, à l'une de ces agréables soirées, un grand nombre d'étrangers de distinction qui, ordinairement, se trouvent abandonnés dans Londres, tandis qu'ils jouissent ici librement de tous les plaisirs d'une société

hospitalière et intellectuelle, de la manière la plus franche et la plus cordiale, faisant, en un mot, de l'Institut leur *chez soi*, et prenant part, avec grande animation, à toutes les distractions qui leur sont offertes.

Le Comte de Devon dit que c'est pour lui un sujet de grande satisfaction de voir une réunion aussi nombreuse de sociétaires, et d'être témoin de l'intérêt que tous manifestent pour ce qui s'y est passé ce jour. Quant à lui, il désire aussi vivement que jamais, travailler à atteindre le but que se propose l'Institut, et il pense que s'il était appuyé par des sociétaires animés des mêmes sentiments, son succès et sa stabilité seraient assurés. Il regrette profondément, avec les autres orateurs, que le temps et les talents de M. Buckingham aient été si longtemps employés et consacrés à ce but sans rémunération aucune, car il sent aussi vivement qu'un autre, combien le succès de l'Institut est redevable à ses soins, soins qu'on ne doit et qu'on ne peut laisser sans récompense.

Le Révérend Septimus Ramsay, dit qu'il était un des douze premiers sociétaires qui s'étaient d'abord réunis chez lord Devon, pour aider M. Buckingham à former l'Institut ; qu'il avait dès-lors suivi les progrès de cet établissement avec un grand intérêt, et en avait examiné attentivement toute la marche; qu'il devait nécessairement connaître à fond, en sa qualité de membre du comité, et comme étant l'un des vérificateurs des comptes. Il connaît M. Buckingham depuis un très grand nombre d'années, et il doit déclarer que, dans toutes ses relations avec lui, soit d'affaires publiques, soit d'affaires particulières, il n'a jamais rencontré un homme plus franc, plus ouvert, plus loyal, plus droit. En effet, toute sa conduite, soit en public, soit en particulier, est empreinte de la bonté la plus vraie et la plus chrétienne; et, en dépit de tous les efforts qu'on a faits pour le calomnier, il est fort aimé et fort estime de tous ceux qui le connaissent intimement.

EXTRAIT

DES RAPPORTS DES SOIRÉES QUI ONT EU LIEU DANS L'ANNÉE 1846.

La Sixième Soirée de la saison a eu lieu dernièrement dans les salons de L'INSTITUT BRITANNIQUE ET ÉTRANGER, et a présenté, comme dans les occasions précédentes, une nombreuse assemblée de dames et d'hommes distingués. Les morceaux de musique vocale et instrumentale ont été, comme à l'ordinaire, variés et agréables et ont été fort bien exécutés par un grand nombre des premiers artistes anglais, allemands, français et italiens.

Une des nouveautés qui a le plus intéressé l'assemblée a été une invention précieuse de M. Loseby, par laquelle il corrige, au moyen d'un instrument où le mercure joue le principal rôle, les inégalités dans les calculs des chronomètres, occasionnées par les variations de température dans divers climats, qui dérangent les chronomètres les plus exacts. L'opinion qu'exprime l'astronome de la reine en faveur de cette invention, en est le plus grand éloge, et a été lue à l'assemblée. On a fait aussi quelques expériences intéressantes d'un nouveau procédé pour produire l'effet de la dorure électrique sans employer l'or, expériences qui ont été fort admirées.

Parmi les visiteurs étrangers présents, on remarquait le Chinois Woo-Tan-Jin, qui arrivait du cœur du Céleste-Empire ; il avait voyagé avec le savant et célèbre missionnaire, M. Milner (qui est lui-même né en Chine, quoique de parents anglais), à travers la plus grande portion du *pays fleuri*, et l'avait depuis accompagné dans une tournée en Angleterre et en Ecosse. Il était sur le point de retourner avec M. Milner dans son pays natal. Et d'après les impressions qu'il paraissait avoir reçues durant son séjour en Angleterre, il rapportera sans doute à ses compatriotes des idées très favorables, soit de notre nation, soit des arts et manufactures de notre pays.

On remarquait encore, parmi les visiteurs, un Indien de l'Amérique du Nord, Kah-ke-wa-quan-o-by, ou *la plume qui vole*, chef d'une tribu canadienne, qui habite près de Toronto, et parlant l'anglais aussi bien que le visiteur chinois.

C'était un spectacle interessant que celui de la présentation l'un à l'autre de ces deux hommes venus des extrémités opposées du globe, portant chacun leur costume national, et se communiquant mutuellement leurs pensées et impressions dans une langue étrangère, qui devait être en même temps une difficulté pour eux.

Entre autres passe-temps littéraires, on a fait, dans cette soirée, une revue critique de l'ouvrage récent de Mizza-Mohun-Lal, voyageur cachemirien, et l'un des fréquents visiteurs de l'Institut. Puis M. George French Angus, nouvellement arrivé d'un voyage dans l'Australie et la Nouvelle-Zélande, a présenté une grande collection de dessins intéressants, faits par lui-même dans son excursion dans ces contrées M. George French Angus était accompagné d'un jeune homme de la Nouvelle-Zélande, fils du chef Pomara, et qui seul avait échappé au massacre de sa famille par un parti ennemi. Ce jeune homme portait le costume de sa nation ; il montrait beaucoup d'intelligence, et il excita un intérêt général par sa conversation.

Un prince bulgare, Alexandre-Stoïlovitch-Ezarque-Bey-Oglou, était aussi au nombre des visiteurs dans cette occasion. Il est venu en Angleterre pour une mission très importante, dont le but est d'intéresser les hommes les plus éclairés, les philanthropes les plus influents en Europe, à la civilisation de son propre pays. Il a été reçu par M. Guizot et les autres ministres français avec les plus grands égards et la plus parfaite cordialité durant son séjour en France, et a eu une entrevue favorable de lord Aberdeen et des autres ministres de Sa Majesté dans ce pays-ci. Il se propose d'amener en Angleterre et dans les autres Etats, en bonne intelligence avec la Sublime-Porte, les fils de quelques familles illustres de Bulgarie, afin qu'ils fassent leurs études dans les écoles et colléges d'Europe, et rapportent dans leur pays les connaissances qu'ils auront acquises, ainsi que cela a été fait avec tant de succès par le Pacha d'Egypte.

Le Prince Alexandre-Stoïlovitch-Exarque-Bey-Oglou a été présenté à l'assemblée par le Directeur résident, M. Buckingham, qui a expliqué au long l'objet de la visite du prince, en faisant remarquer, avec beaucoup de satisfaction, que l'ouvrage intitulé : *La Voix de la Bulgarie*, dont plusieurs exemplaires étaient sur la table, a été écrit par une dame, sociétaire de l'Institut et littérateur distingué, bien connue par ses talents et sa philanthropie, et qui habite Paris en ce moment.

Après M Buckingham, le prince lui-même a adressé à l'assemblée un discours en français, dans lequel, après avoir confirmé les détails donnés par M. le Directeur résident, il exprime sa sincère gratitude pour la réception cordiale dont on l'a honoré dans une assemblée qui est si bien en harmonie avec ses pensées, ses sentiments et ses désirs, et à laquelle il souhaite prospérité et succès.

Il espère qu'avant peu l'Institut servira de modèle à d'autres établissements du même genre dans les divers pays de l'Europe, où l'on créera de semblables centres de réunion, dans lesquels des hommes animés du même esprit et des mêmes sentiments de cordialité, quelle que puisse être, d'ailleurs, leur diversité de nation, de langage ou d'opinions religeuses, pourront entrer en relations amicales et exercer l'hospitalité les uns envers les autres, et au lieu de remplir leur vie d'amertume en fomentant la discorde et la division, pourront l'adoucir et l'embellir par l'union, la concorde, la bienveillance, la civilisation et la paix. Toute l'assemblée a applaudi avec chaleur à ces sentiments, et chacun a paru charmé des entretiens et des plaisirs de cette soirée.

DERNIÈRE SOIRÉE DE 1846.

A la soirée de clôture de la session de 1846, Son Altesse Royale le Duc de Cambridge, accompagnée de sa suite et de M. le baron Knesbeck, a honoré de sa présence l'Institut Britannique et Étranger. Son Altesse Royale a été reçue par MM. les vice-présidents, le Comte de Fortescue, Lord Sandon, M. Benjamin Bond Cabbell, Lord James Stuart, Lord Dudley Stuart, le Comte Zamoyski, Sir John Yarde Buller, et une foule de sociétaires de l'Institut, avec leurs dames et plusieurs visiteurs. La société, qui a commencé à arriver un peu après huit heures, s'est séparée après minuit. M. le Président de la Chambre des Communes avait exprimé l'intention d'être présent à cette soirée; mais il n'a pu y assister, ayant été retenu fort tard par d'autres affaires. Le Comte de Devon, Président de l'Institut, ainsi que Lord Northampton, Président de la Société Royale, étaient aussi absents, leurs devoirs judiciaires exigeant leur présence aux sessions de leurs comtés respectifs.

Parmi les objets intéressants présentés à cette réunion, la dernière de la saison, se trouvaient quelques-unes des admirables peintures de Raphaël, du Corrège et du Titien, et, parmi celles de ce dernier, deux des douze Césars, peints par l'artiste vénitien pour le Duc de Mantoue. Ces peintures passèrent plus tard dans la galerie du Louvre, et de là dans la collection de Charles Ier. Après la mort de ce roi, tout ce qui lui avait appartenu ayant été vendu par ordre du Parlement de Cromwell, ces tableaux furent dispersés. Ceux que nous avions ici étaient les

portraits de Jules César et de Tibère. Comme modèles de l'héroïque et du sublime dans l'art, ces peintures sont sans rivales.

Un autre objet d'intérêt, présenté à cette réunion, était un modèle du nouveau télégraphe électrique qui était en activité. Le mécanisme de cette machine est un clavier absolument semblable à celui d'un forte-piano, et dont chaque touche représente une lettre ou un chiffre. Au moyen d'un seul fil métallique, prolongé à une distance voulue, 500 ou 5,000 milles, on peut, par la pression des touches, transmettre presque instantanément à une machine correspondante, placée à l'autre extrémité de la ligne, les mots formés par la première machine, et qui sont répétés par cette seconde machine aussi vite que la phrase a été prononcée ou exécutée par la première. On se propose d'établir par ce moyen des lignes de communication entre l'Angleterre et l'Irlande; et la même chose pourra se faire aussi aisément entre l'Angleterre et la France, de Marseille à Malte, et de là à Alexandrie, à Suez, à Bombay, au Bengale et dans l'Australie, réalisant ainsi la description de l'utilité des caractères alphabétiques prédite par le poète Pope :

« Pour *hâter* la communication de l'âme à l'âme,
« Et *transmettre* une pensée de l'Indus jusqu'au pôle. »

To *speed* the intercourse from soul to soul,
And waft a thought from Indus to the pole.

Dans cette soirée, on a exécuté des morceaux de musique d'un grand effet; entre autres morceaux de musique instrumentale, un septuor de Hummell, pour piano, basse, flûte, clarinette, cor, violoncelle et contre-basse, a été admirablement exécuté par MM. Jewson, Blagrove, Wells, Wilson, Jarrett, Goodban et Reinagle; et un duo pour piano, par madame Dulken et M. Vincent Wallace, composé par ce dernier, et qui unissait la perfection de l'harmonie à celle de l'exécution. On a beaucoup admiré aussi le talent de M. Frederic Chatterton sur la harpe, et celui de M. Lavigne sur le hautbois. *Le Carnaval de Venise*, de Paga-

nini, morceau exécuté sur le violon par Mlle Collins, a paru un effort surprenant de l'art, et plein de

« douces notes
« D'une tendre harmonie, et longtemps prolongées. »

Dulcet notes
Of linked sweetness, long drawn out.

La musique vocale a été fort bien rendue par Mme Anna Thillon, miss Dolby, Mrs Newton, miss Messent et Mrs Weiss, et par MM. Parish-Alvars, Vieuxtemps, M. et Mme Knispel, MM. Marras, Calmin, Bennet, Mühlenfeld, Grattan Cooke, Kiallmark, et autres artistes distingués.

Pour varier agréablement les plaisirs de la société, M. Jannetti, natif de Rome et professeur de déclamation, a récité, avec tout le sentiment et l'énergie que demandait alternativement le sujet, l'histoire d'Ugolin, tirée de *l'Enfer* du Dante. Sa déclamation déploye tour à tour le noble pouvoir tragique du vieux Kemble, le feu, la vivacité d'Edmond Kean, et le pathétique de Macready. Le talent de M. Jannetti a excité une admiration aussi vive que méritée.

La soirée s'est terminée par un discours du Directeur-résident, qui a fait une courte revue de la marche des affaires de l'Institut durant la troisième session. Il a adressé ses félicitations à messieurs les sociétaires sur le succès de plus en plus grand de leur entreprise, la fondation d'un établissement central de réunion, dans lequel des hommes de toutes les parties du globe, animés d'un même esprit, peuvent trouver un chez soi agréable, et participer à toutes les jouissances qu'offrent la littérature, les sciences et les arts, et particulièrement la musique portée à sa plus haute perfection, jointe aux charmes d'une société embellie par l'élégance et les grâces du beau sexe. Ces réunions ont déjà été une source de plaisirs pour des milliers de personnes, et sont destinées, il le croit, et il l'espère, à procurer les mêmes plaisirs à des milliers d'autres, vu l'accession continuelle de nouveaux sociétaires et de visiteurs de toutes les parties du monde les plus re-

culées, ainsi que de la France, de l'Italie, de l'Allemagne et autres contrées de l'Europe. Il sent qu'il ne manque plus que le temps, nécessaireà toute grande entreprise avant qu'elle parvienne à maturité, pour que les classes instruites et opulentes de l'Angleterre soient convaincues que le support de cette institution est le devoir de quiconque a joui dans l'étranger des avantages de l'hospitalité, et l'un des moyens les plus efficaces et les plus agréables de rendre cette hospitalité à toutes les personnes d'un goût et d'un esprit cultivés, qui visitent notre pays.

Ce discours a été reçu avec de grands applaudissements, qui témoignaient combien l'assemblée partageait pleinement les sentiments exprimés par l'auteur. La compagnie s'est séparée après minuit, et ainsi s'est terminée l'une des plus nombreuses et des plus brillantes soirées de la saison.

VOYAGES DE M. BUCKINGHAM

DANS L'ORIENT ET DANS LE NOUVEAU-MONDE.

Extrait du *Colonial Magazine*

DU MOIS D'AVRIL 1841.

Il y a peu d'hommes, même dans ce siècle voyageur, dont les excursions aient embrassé une aussi grande étendue de la surface du globe que celles de M. Buckingham; et comme le champ de ses labeurs publics comprend la plus grande partie de nos possessions coloniales dans l'Est et dans l'Ouest, il entre parfaitement dans l'objet de notre publication d'en donner une courte notice. Cependant, comme l'exactitude de notre récit dépend de l'authenticité de la source où nous puisons les faits que contient la présente notice, nous prévenons le lecteur que les extraits que nous présentons ici au public ont été tirés de deux mémoires de M. Buckingham écrits à diverses époques : l'un, racontant ses voyages dans l'Inde, l'autre, décrivant ses voyages en Amérique. Le premier de ces extraits est tiré d'une esquisse autobiographique, dans laquelle M. Buckingham dit :

« A l'âge de neuf ans, j'embrassai, avec la plus vive ardeur, la profession de marin, et je m'embarquai à bord d'un vaisseau de Sa Majesté pour une station étrangère.. Avant d'avoir atteint ma dixième année, je fus fait prisonnier de guerre et retenu pendant plusieurs mois à la Corogne; et avant l'âge de onze ans, je dus, avec le reste des officiers et de l'équipage du vaisseau, faire à pied et sans chaussure,

plusieurs centaines de milles à travers l'Espagne et le Portugal ; de la Corogne à Lisbonne, par Saint-Jacques de Compostelle, Vigo, Oporto, Coimbre et Santarem.

Je visitai ensuite d'autres pays, toujours suivant la même profession, et j'obtins, à l'âge de vingt-et-un ans, un commandement maritime. En cette qualité, je fis plusieurs voyages aux Indes-Occidentales, dans les deux Amériques et dans la Méditerranée, visitant Gibraltar, Malte, les îles grecques et Smyrne. Joignant ainsi les occupations de marin à celles de marchand, et conduisant, dans ces voyages, non-seulement la navigation, mais aussi le commerce de mon navire, j'eus par ce moyen de fréquentes occasions de me renseigner sur tous les faits et les circonstances, qui se rapportaient aux objets de ma double profession de marin et de négociant, et j'en profitai avec soin.

En 1813, je partis de Londres, avec le dessein de résigner mon commandement et d'établir à Malte une maison de commerce. Malte m'attirait ; car cette île était alors le grand magasin central ou dépôt qui fournissait à l'Europe, alors soumise au blocus continental, toutes sortes de marchandises anglaises et de denrées coloniales, que les décrets de Napoléon prohibaient sévèrement à cette époque. Malte était, en outre, le grand port, où tous les vaisseaux capturés étaient amenés pour être adjugés ou vendus, en vertu des décisions de la Cour de la vice-amirauté, dont cette île était la principale station. Joignant la connaissance des transactions commerciales à celle des produits des colonies et des manufactures anglaises, et connaissant également bien la valeur des navires et des approvisionnements de marine ; parlant d'ailleurs couramment les diverses langues usitées à Malte (c'est-à-dire le grec, l'arabe, le français et l'italien), j'avais, en m'établissant dans cette île à cette époque-là, la perspective d'une heureuse carrière commerciale.

Cependant, en touchant au port de la Valette, je trouvai que la peste, qui n'avait pas visité Malte depuis plus d'un siècle, y faisait des ravages tels, que le Gouverneur avait interdit tout débarquement, et même toute communication personnelle avec le rivage. Les cargai-

sons étaient, en conséquence, déposées dans des magasins au bord de la mer, et les navires devaient se diriger sur d'autres ports ; celui que je montais fit voile pour Smyrne.

Là, je dus attendre assez longtemps, et je fis des pertes considérables par suite des événements survenus à Malte, en conséquence de la longue et désastreuse peste qui désolait cette île. A la fin, cependant, je pus de nouveau diriger mes regards du côté de ce pays, pour y chercher quelque source de nouvelles entreprises. La réception cordiale que m'y firent les Anglais résidents attira bientôt sur moi l'attention du Pacha d'Egypte Méhémet-Ali, le souverain actuel de cet intéressant pays. Il commençait précisément, à cette époque, à apercevoir l'avantage d'encourager l'établissement en Egypte de gens intelligents et de capitaux de tous pays, qui devaient augmenter les ressources de ses Etats. Et comme le Pacha portait aussi ses vues sur le commerce extérieur, j'eus le plaisir d'en conférer plusieurs soirées de suite avec lui, lorsque tous ses officiers publics s'étaient retirés, à l'exception seulement de son secrétaire intime ; là, étalant devant lui une série de cartes géographiques d'Arrowsmith, je lui expliquais les positions relatives et les productions des différents pays, la théorie des vents, des saisons, des moussons ; les courants, les rochers, les écueils, etc. ; aussi bien que la théorie et la pratique de la navigation et l'hydrographie ; ce qui lui causait un plaisir si vif et l'intéressait si fortement, que nous restions souvent ainsi occupés jusqu'à la pointe du jour. Je parvins enfin à lui transcrire en caractères et en langue arabes, sur une copie des cartes d'Arrowsmith, tracée par moi à cet effet, toutes les remarques de quelque importance,

Une des entreprises que je proposai au Pacha d'accomplir, fut la réouverture de l'ancien canal qui joignait autrefois la Mer Rouge à la Méditerranée ; puis une autre encore, de transporter à travers le désert de l'isthme de Suez, avant la réouverture du canal, deux beaux bricks qui étaient alors à l'ancre dans le port d'Alexandrie et qu'il désirait beaucoup faire passer dans la Mer Rouge craignant que la Compagnie des Indes ne l'empêchât de les envoyer par le Cap de Bonne-Espérance. A ce moment, les hostilités avec les Wanabites, qui

occupaient presque exclusivement l'attention de l'Egypte entière, obligèrent le Pacha à se rendre en personne sur le théâtre de la guerre, en Arabie ; ceux à qui il confia le gouvernement du pays, en son absence, étaient loin d'être comme lui capables d'apprécier la valeur d'entreprises telles que celles dont nous avons parlé.

D'Alexandrie je me rendis au Caire, d'où je remontai le Nil jusqu'au-dessus des Cataractes, n'ayant pu pénétrer plus avant par suite d'une longue et cruelle ophthalmie, maladie qui aujourd'hui encore est une des calamités de l'Egypte. En redescendant le Nil, je m'arrêtai à Keneh ; puis je traversai le désert pour me rendre à Kosseir, sur les bords de la Mer Rouge. Dans le cours de ce voyage, je rencontrai, presqu'au milieu du désert, une troupe de soldats Egyptiens qui s'étaient mutinés, et avaient quitté Kosseir dans un état de révolte. Ils me dépouillèrent de tout et me laissèrent entièrement nu sur le sol désert, à une distance de soixante milles au moins de toute habitation ou de tout lieu quelconque où j'aurais pu trouver de l'eau et de la nourriture. La narration détaillée de ce voyage désastreux demanderait à elle seule un volume. Je dirai seulement ici qu'à force de persévérance je parvins enfin à gagner Kosseir, quoique dans les circonstances les plus affligeantes et les plus pénibles, et que, pour surcroît de malheur, me trouvant dans l'impossibilité de pousser mon voyage plus avant, je dus retourner sur mes pas jusqu'à Keneh, sur le Nil.

De là, étant redescendu jusqu'au Caire, je traversai l'isthme de Suez, explorant toute la contrée environnante et visitant toute la Basse-Egypte et le Delta, vêtu comme les habitants du pays, parlant leur langage et vivant avec eux en toute liberté.

Ce fut à cette époque que les négociants anglais établis en Egypte, me firent la proposition d'entreprendre pour eux un voyage aux Indes, par la Mer Rouge, dans le but d'étudier l'hydrographie de cette mer jusqu'alors très imparfaitement connue, et de juger ainsi si le cabotage de ses côtes serait praticable pour des navires anglais. Je devais ensuite m'assurer jusqu'à quel point les commerçants des Indes, et plus particulièrement ceux de Bombay, pourraient être disposés à renouer les rapports commerciaux qui avaient existé autrefois entre l'Inde et

l'Egypte, pour l'approvisionnement de toute la haute Méditerranée.

J'acceptai volontiers cette proposition ; en conséquence je partis pour Suez, profitant du départ d'une nombreuse caravane de pélerins africains rassemblés au Caire, pour se rendre au grand temple de la Mecque. Le harem de Méhémet-Ali-Pacha, qui consistait en cinquante ou soixante des plus belles femmes de l'Asie, faisait partie de cette caravane. Sa destination était le camp du Pacha dans la Palestine. Ce voyage coutinua avec des circonstances désastreuses, d'abord jusqu'à Jedda, puis à la Mecque, d'où je parvins enfin aux Indes.

Les marchands de Bombay n'étant que peu disposés à reprendre le commerce avec l'Egypte, à moins de garanties qu'il était peu probable qu'on leur accordât, je regardai ma mission comme terminée; et, après en avoir mandé le résultat en Egypte, je dirigeai mon attention sur quelque entreprise maritime ou commerciale dans l'Inde même. J'eus bientôt obtenu ce que je désirais : j'avais à peine passé une semaine à Bombay, que je fus nommé commandant d'une superbe frégate nouvellement construite, qui venait d'être lancée à la mer pour le compte de l'Iman de Mascate, prince arabe indépendant, qui l'avait frêtée pour un voyage en Chine. J'étais déjà investi de mon commandement, et je m'occupais à équiper mon bâtiment, lorsqu'à ma grande surprise et à mon grand regret, je reçus une lettre du Gouverneur de Bombay qui m'informait que, n'étant point autorisé par une licence de la Compagnie des Indes, il ne m'était point permis d'accepter ce commandement, ni même de rester dans l'Inde.

Je retournai donc en Egypte, en compagnie du Docteur Benjamin Babington, faisant ainsi un second voyage sur la Mer Rouge, durant lequel je rassemblai d'amples matériaux pour une nouvelle carte hydrographique de ses côtes. A mon arrivée à Alexandrie, je fis part du résultat de mon expédition aux Anglais de cette ville ; ils résolurent de tâcher d'obtenir de Méhémet-Ali les garanties que demandaient les marchands de Bombay et, en conséquence, un contrat commercial fut fait entre le Pacha, le consul d'Angleterre et moi dans lequel chacun de nous se liait par certains engagements, afin d'assurer notre protection mutuelle et nos profits.

En vertu de ce contrat, je me trouvais revêtu d'une nouvelle qualité et investi de nouveaux pouvoirs ; il fut décidé que je retournerais aux Indes comme envoyé de Méhémet-Ali, vice-roi d'Egypte, chargé, de sa part, de lettres et de commissions pour le gouvernement de l'Inde, ainsi que de notre contrat de commerce pour les marchands de Bombay.

Je quittai donc Alexandrie, sur la fin de 1815, pour la côte de Syrie, et étant débarqué à Beyrouth, je me rendis par Tyr, Sidon, Saint-Jean d'Acre et Jaffa, à Jérusalem. Diverses circonstances, et surtout l'état de trouble où se trouvait alors ce pays, m'obligèrent à traverser presque toute la Palestine, et les pays à l'est du Jourdain et de la Mer Morte, le Hauran et la Décapole, pour arriver à Damas ; je passai plusieurs semaines dans la société agréable et hospitalière de Lady Esther Stanhope ; je visitai Balbeck, le Liban, Tripoli de Syrie, Antioche, Oronte et Alep. De là je me rendis en Mésopotamie et traversai l'Euphrate à Bir ; je visitai Orfah, près de Haran, l'Ur des Chaldéens, qui est le lieu de naissance du patriarche Abraham, et l'Edesse des Grecs ; puis je continuai mon voyage par Diarbek ou la Ville-Noire, dans le cœur de l'Asie-Mineure, ensuite par Mardin, sur les montagnes, et par le grand désert de Sinjar jusqu'à Mossoul, sur le Tigre ; j'explorai les ruines de Ninive, d'Arbelles, de Ctésiphon et de Seleucie ; je fis beaucoup de recherches sur les ruines de Babylone, je reconnus les jardins suspendus et le palais, et découvris une portion de l'ancienne muraille ; je montai au haut de la tour de Babel, qui est encore debout dans la plaine de Shinaar, et enfin j'allai me reposer des fatigues du voyage, dans la célèbre ville de Bagdad, sur les rives du Tigre.

Après un court séjour à Bagdad, je me dirigeai sur la Perse, à travers les montagnes de Zagros, par Kermanshah et Hamadan, l'ancienne Ecbatane. Je vis Ispahan, la plus magnifique des villes de l'Orient, les ruines de Persépolis, Shiraz, Shapoor et le port de Bushir, où je m'embarquai sur un vaisseau de guerre de la Compagnie des Indes, armé pour une expédition contre les Wahabites, pirates arabes du golfe Persique. Je visitai leur port à Ras-el-Khyma, descendis à terre avec

le commodore de l'escadre pour lui servir d'interpréte avec les Arabes, et peu après j'assistai au bombardement de la ville ; enfin, j'arrivai à Bombay sur la fin de 1816, ayant mis près de douze mois à accomplir ce long et périlleux voyage.

On conçoit facilement qu'une série de voyages, tels que ceux-ci, est pleine d'incidents et de dangers ; je m'abstiens d'en donner ici le détail qui remplirait un volume. Qu'il me suffise de dire que les tempêtes, les pestes, les naufrages, les rencontres armées, la prison, la faim, la soif, la maladie, le dénuement absolu, furent fréquemment mon partage, et qu'il n'y a presque aucune sorte de misère humaine qui ne m'ait assailli ; comme aussi il n'y a pas de grandeur, de distinction, ni de jouissance, à la portée des humains, dont je n'aie eu occasionnellement ma part.

Enfin, grâce à l'intervention du Docteur Babington, qui m'avait accompagné à mon premier retour de l'Inde en Egypte, et s'était rendu en Angleterre, j'obtins de la Compagnie des Indes un permis de séjour sur son territoire (permis que je reçus à Bombay) ; je repris donc le commandement de la frégate de l'Iman de Mascate, qu'on m'avait fait quitter ; l'agent de l'Iman, indigné de ce qu'il considérait comme un acte de tyrannie de la part de la Compagnie, s'étant engagé à me réinstaller dans mon commandement si jamais je retournais aux Indes, et si j'étais disposé à l'accepter. Mais les trois voyages lucratifs que je devais faire en Chine se trouvaient déjà accomplis par un autre et sa fortune faite. La frégate eut alors pour destination le golfe Persique, et je mis à la voile pour Mascate, et Bassorah, d'où je revins à Bombay avec un résultat satisfaisant.

De là je longeai la côte de Malabar, touchant à Tallicherry, Calicut, Mahée et Cochin, à Colombo et à la pointe de Galle, dans l'île de Ceylan ; remontant la côte de Coromandel, visitant Covelong, Madras, Vizagapatam et Bimlipatam, et enfin arrivant à Calcutta, en juin 1818.

Là je trouvai l'ordre de l'Iman de Mascate, de conduire ma frégate sur les côtes de Zanzibar, en Afrique, où elle devait escorter plusieurs vaisseaux de l'Iman, employés à la capture des esclaves ; je devais, moi-même, charger ma frégate du transport d'une partie

de ces êtres infortunés, service qui, m'eût-il présenté une fortune dix fois plus brillante encore que celle qui m'était offerte, n'eût pu s'accorder avec l'horreur que m'inspirait le système d'esclavage; en conséquence, plutôt que d'acquérir des richesses par un pareil moyen, je renonçai au commandement de la frégate et aux espérances d'avancement et d'aisance que j'avais eu lieu de concevoir.

Je fis à cette époque la connaissance de M. John Palmer, de Calcutta, surnommé, avec justice, le prince des commerçants de l'Est; il tenait dans l'Inde le même rang que les Barings en Angleterre; et on ne pouvait le connaître sans le révérer et l'aimer. Ce fut lui qui, le premier, me suggéra l'idée que je possédais des talents pour la littérature et la politique, auxquelles je devais me consacrer en renonçant à la carrière de marin. Comme cette première suggestion se trouva fortement appuyée par les attentions flatteuses que je reçus du Marquis de Hastings, de l'évêque de Calcutta, ainsi que de tous les hommes distingués de l'Inde par leur rang et leur savoir, je cédai à leurs sollicitations, et consentis à entreprendre à Calcutta la publication d'une feuille périodique, rédigée d'après les principes libéraux qui caractérisaient la brillante administration de Lord Hastings et qui s'accordaient si bien avec mes propres sentiments.»

La relation des travaux de M. Buckingham dans l'Inde, son bannissement de ce pays par M. Adam, Gouvernenr général par intérim; ses efforts pour obtenir justice de la destruction de sa propriété, évaluée à 40,000 liv. sterl., toutes ces circonstances sont trop familières au lecteur des feuilles publiques pour qu'il soit nécessaire de les retracer ici. Nous dirons seulement que les justes droits de M. Buckingham à une indemnité pour les désastres immérités, dont il était si gratuitement accablé, pour avoir soutenu ces mêmes mesures qui aujourd'hui sont admises comme justes et sanctionnées par la loi, furent appuyés et défendus par le feu Lord Durham, par Lord John Russell, par Lord Denman et par

plusieurs autres membres distingués du Parlement, par Sir Charles Forbes, Sir Henry Strachey, M. John Smith, et par d'antres propriétaires de *l'India House*. Lord William Bentinck, qui avait été alors récemment Gouverneur Général des Indes, soutint et défendit aussi, dans une assemblée publique, tenue à Londres, les droits de M. Buckingham; mais malgré cette puissante levée d'hommes de talent et d'influence, malgré la sympathie presque universelle de la presse et du public, dans la Grande-Bretagne et les colonies, M. Buckingham n'a pu jusqu'à cette heure obtenir cette justice que deux comités de la Chambre des Communes recommandaient de lui accorder, mais que la Compagnie des Indes et le ministère whig lui ont également refusée.

Après son retour des Indes, M. Buckingham s'occupa principalement de répandre, au moyen de brochures et de nombreux journaux publiés par lui à cet effet, des renseignements exacts sur nos possessions de l'Inde; après quoi il fit une grande excursion en Angleterre, en Écosse et en Irlande, tenant des assemblées, faisant des lectures publiques, et formant des sociétés auxiliaires, afin de faire réussir ses plans pour l'abolition du monopole commercial de la Compagnie des Indes, et la révision des lois et institutions des pays soumis au pouvoir de cette Compagnie.

Après quelques années consacrées à cet objet, M. Buckingham fut envoyé au Parlement comme un des premiers membres pour la ville de Sheffield, après le bill de réforme de 1832; il siégea cinq ans, comme représentant de ce bourg, dans deux parlements successifs. Il eut, en cette qualité, le bonheur de proposer et de voir adopter plusieurs mesures d'utilité publique, indépendamment de l'heureuse influence qu'il exerça par sa défense des intérêts des Indoux

dans les possessions anglaises de l'Orient et de ceux des Africains dans l'Occident. Au nombre des améliorations dont nous lui sommes redevables, il faut citer d'abord l'abolition de l'usage cruel de la presse des matelots, qui fut remplacée par un enregistrement général des marins, et un décret qui encourage les enrôlements volontaires des gens de mer, en leur assurant des gratifications d'entrée, un temps de service limité, et une pension pour leurs vieux jours et leur bonne conduite ; de plus, la nomination de comités chargés de s'enquérir des moyens les plus propres à prévenir la perte de la vie et de la propriété occassionnée par l'intempérance des matelots à terre, et par les naufrages. M. Buckingham présenta, dans ces deux comités dont il était président, une masse de témoignages et de rapports précieux, écrits de sa propre main. Tandis qu'il s'adonnait ainsi à ce qu'on pourrait appeler les soins de sa profession, pour le bien de la classe à laquelle il avait appartenu, savoir : la marine royale, il ne restait pas indifférent aux intérêts d'une autre classe d'individus, dont plus tard il fit partie, celle des auteurs ; car dans un bill qu'il fit heureusement adopter par le Parlement, il assura aux éditeurs de gravures, en Irlande, la protection du droit d'auteur qui n'y existait pas encore ; il parvint aussi à faire réduire la lourde taxe imposée aux auteurs et aux éditeurs, taxe qui les obligeait à livrer à onze bibliothèques et institutions du royaume, onze exemplaires de tous les ouvrages qu'ils publiaient, quelque coûteux qu'ils fussent, Le bill proposé par M. Buckingham fit réduire ce nombre d'exemplaires à cinq ; c'est maintenant tout ce qu'on a le droit de réclamer, au grand avantage des auteurs et éditeurs, qui gagnent ainsi plusieurs milliers de livres sterling par année.

Les bills de M. Buckingham, pour l'établissement de promenades et de jardins publics, destinés à la récréation des classes ouvrières dans nos grandes villes; d'institutions littéraires et scientifiques, pour l'instruction et l'amusement des mêmes classes, institutions dont le but eût été l'amélioration de leur état moral aussi bien que la culture de leur intelligence, ces bills, disons-nous, ne furent point adoptés, parce que la multiplicité des affaires empêcha qu'on n'y donnât l'attention qu'ils méritaient. Mais le public a depuis longtemps rendu justice à l'excellente intention de ces mesures; et le temps n'est pas très éloigné où le Parlement lui-même les sanctionnera, car les hommes influents des deux partis politiques se sont enfin persuadés de l'importance et de l'utilité de ces divers établissements.

M. Buckingham ayant formé depuis longtemps le dessein de visiter le Nouveau-Monde, renonça à son siége dans le Parlement, et prit congé, à Sheffield, de ses constituants, qui lui donnèrent un banquet public, en témoignage de leur confiance et de leur approbation. Sa carrière politique étant ainsi terminée, M. Buckingham s'embarqua pour sa nouvelle expédition, qu'il acheva heureusement. Il n'est de retour que depuis peu de temps. En revenant dans son pays, il a été accueilli avec empressement par un nombreux concours de ses amis et admirateurs qui, en Décembre dernier, se sont réunis en assemblée publique à Exeter-Hall, et lui ont exprimé leur désir de connaître les détails de son récent voyage dans l'hémisphère occidental, désir auquel il a répondu en en publiant une relation concise d'où nous tirons l'extrait suivant. Après le préambule, que nous passons sous silence, M. Buckingham dit :

« Il n'y a guère plus de trois ans que je quittai l'Angleterre, en

septembre 1837, avec l'intention de visiter les Etats-Unis et les provinces anglaises de l'Amérique du Sud, et de me rendre de là par le Mexique à l'isthme de Darien, pour traverser l'Océan Pacifique jusqu'en Chine, et revenir en Angleterre par l'Inde et la Méditerranée. Ce voyage de circumnavigation paraissait alors parfaitement faisable, puisque le Mexique était assez tranquille, et la Chine accessible sur divers points ; et s'il n'était survenu des circonstances contraires, je l'eusse sans doute effectué, ainsi que je l'avais d'abord projeté. Je ne changeai rien à mon plan que lorsque j'y fus absolument contraint par la nécessité. La guerre civile qui désole actuellement le Mexique, les attaques des Texiens et des Comanches qui le harcèlent sur sa frontière, rendent les voyages si difficiles et si dangereux; les esprits sont si indifférents à tout ce qui n'est pas le pressant besoin du moment, alors que la vie et la propriété de chacun sont menacées de toutes parts, que c'eût été le comble de l'imprudence que de se hasarder dans ce pays; d'un autre côté, la Chine, par sa guerre récente et malheureuse, devenait inaccessible à tout Européen; en conséquence, tout rapport maritime avait cessé entre elle et le Mexique; et de là l'impossibilité de trouver un bâtiment pour traverser l'Océan Pacifique du Mexique en Chine. Sans ces événements contraires, je serais probablement aujourd'hui dans la capitale de Montezuma; le commencement de l'année suivante m'eût trouvé sur les côtes de la Chine, et la cinquième ou sixième année après mon départ d'Angleterre eût été celle de mon retour. Il en était ordonné autrement, et je cède à l'influence de ces événements, que je n'ai pu maîtriser, avec regret, il est vrai, mais aussi avec cette résignation dont le sentiment d'un pouvoir supérieur nous fait un devoir et une consolation.

En partant pour ce voyage, j'adoptai pour devise les mots : « tempérance, éducation, bienfaisance et paix, » désirant ne point perdre de vue ces importants objets, à l'avancement desquels j'étais heureux de consacrer mon énergie et mon zèle. J'ai tâché de m'attacher fidèlement à ce but. Le récit des opérations, dans lesquelles j'ai eu le privilége d'être engagé, sera le meilleur moyen de faire connaître à que point le succès a couronné mes efforts.

J'arrivai à New-York en Octobre 1837, et l'objet de ma visite s'étant bientôt répandu, je fus promptement entouré par plusieurs amis de l'humanité, des plus influents, si nombreux heureusement dans cette ville. Mon premier séjour y fut de près de quatre mois, d'Octobre 1837 à Février 1838. J'employais les matinées à l'investigation soigneuse de tout ce que renferme d'intéressant cette ville opulente; je fus aidé dans mes recherches par les facilités que j'eus à obtenir toutes les informations que je désirais. Mes soirées étaient en partie consacrées à des lectures publiques sur la Terre-Sainte et les régions classiques de l'Orient; ces lectures furent répétées dans six cours distincts, que je fis successivement dans six parties différentes de la ville, et qui attirèrent presque toutes les personnes les plus respectables et les plus instruites de New-York. En même temps, je trouvais une agréable diversion à ces devoirs publics, dans un échange mutuel de visites et de fêtes avec les nombreux amis que ces occupations littéraires rassemblaient autour de moi; ces distractions elles-mêmes étaient rachetées par la consécration d'autres soirées à la cause qui était le grand objet de mes efforts, et que, de concert avec mes nouveaux amis, je recommandais dans de nombreuses assemblées tenues dans quelqu'un des bâtiments les plus spacieux de la ville.

Entre autres assemblées auxquelles j'assistai, je pourrais nommer la Société de tempérance de New-York, les Sociétés de tempérance de l'État et de la Ville, avec leurs nombreuses succursales; la Société de l'école des petits enfants; la Société de l'Union de l'école du Dimanche; la Société pour l'avancement de l'éducation; la Société des *Traités* de la ville; les Sociétés bibliques et des missions; la Société d'asile pour les matelots; la Société de la Veuve et de l'Orphelin, et la Société pour l'établissement d'un congrès de nations, dont l'objet serait de dispenser de la nécessité de recourir aux armes pour l'arrangement des difficultés politiques, et substituerait aux horreurs de la guerre les décisions de ce congrès, qui serait armé de pouvoirs suffisants pour maintenir la paix universelle.

De New-York je passai à Philadelphie, où la bonté et l'hospitalité des habitants se manifesta envers moi et ma famille (qui m'a

accompagné partout), d'une manière à la fois nouvelle et brillante. Les Amis de la Tempérance, dans cette ville «d'Amour Fraternel», prirent la résolution de nous honorer d'un accueil public; et, pour le rendre plus populaire, ils choisirent le 22 Février, jour anniversaire de la naissance de leur illustre héros et homme d'État, auquel aujourd'hui le monde entier paie un tribut d'admiration : le Général Washington. On pensa que, comme la gloire de ce grand homme est surtout d'avoir délivré son pays du joug de l'oppression politique, le jour anniversaire de sa naissance serait le moment le mieux choisi pour honorer les partisans de la grande réforme morale, qui cherchent à délivrer, non pas une nation seulement, mais toute la famille humaine, d'un joug bien plus lourd et bien plus oppressif, celui de l'intempérance; vice qui réduit l'homme au plus vil esclavage, celui d'une sujétion complète à ses appétits grossiers et à ses passions, et ensuite le prive de sa raison, le ravale au-dessous de la brute, et le conduit à une fin honteuse et prématurée, tuant à la fois le corps et l'âme.

Pour cette fête de bienvenue, à Philadelphie, on choisit un des plus grands théâtres, et le parterre en ayant été parqueté de niveau avec la scène, cet espace fut transformé en un salon où l'on plaça des tables chargées des boissons et des mets les plus exquis que l'art culinaire et l'art du confiseur peuvent produire; mais il y avait absence totale de toute liqueur enivrante. Les visiteurs occupaient les trois rangées des loges et galeries; les commissaires de la collation surveillaient les tables dans le salon, tandis que les directeurs de la fête, les orateurs et le chœur de musique occupaient la scène. Le prix d'admission fut limité à un dollar par personne; longtemps avant l'heure de l'ouverture, le nombre entier des billets était pris; et tel était l'empressement du public, que ceux qui arrivaient trop tard, obligés de racheter des billets des personnes arrivées les premières, les payaient volontiers de cinq à six dollars en sus de leur prix. Le résultat surpassa tout ce qu'on avait espéré; jamais les murs de cet édifice n'avaient contenu un aussi grand nombre de personnes; on l'évalua à 2,000 au moins, et l'on dit qu'il y avait là des individus de toutes les premières familles de la ville.

Cette réunion était, au plus haut degré, animée et brillante, et tout était évidemment en rapport avec les sentiments des personnes présentes ; les expressions de plaisir étaient des plus vives ; l'ordre et le décorum ne furent pas un instant troublés, et en même temps se réalisèrent trois grands et importants résultats : Premièrement, il fut prouvé qu'une très nombreuse assemblée peut se distraire pendant plusieurs heures, avec beaucoup d'élégance, un intérêt et une gaîté soutenus, sans le secours de liqueurs spiritueuses ; en second lieu, une quantité de choses utiles, en rapport avec la réforme en faveur de la tempérance, furent mises en évidence devant la portion la plus influente et la plus intellectuelle du public ; ce qui, au moyen de communications personnelles, et plus encore par l'organe de la presse, ne pouvait manquer de produire beaucoup de bien ; enfin, au moyen des contributions volontaires de ceux qui payèrent leur admission à la fête, et des dons faits subséquemment, une somme de 2,500 dollars, ou 500 livres sterlings, vint s'ajouter aux fonds de la Société de tempérance.

De Philadelphie j'allai à Baltimore, et là aussi, une nombreuse assemblée, réunie dans l'église des Méthodistes, fêta mon arrivée. Plusieurs des principales familles de cette ville charmante et hospitalière y assistaient, et les membres du clergé des diverses communions prêtèrent le secours de leurs services à la cause qui m'amenait.

Le lieu où je continuai ensuite mes travaux fut Washington, où le Congrès des Etats-Unis tenait alors sa session. Mes travaux, comme membre du Parlement, étaient déjà connus du Président, aussi bien que des membres des deux Chambres. Plusieurs d'entre eux avaient lu, et tous connaissaient, par oui-dire, les investigations du comité institué par notre Chambre des Communes en 1834, pour s'enquérir de l'extension et des causes de l'intempérance en Angleterre ; quelques-uns même avaient lu avec attention l'enquête et le rapport que, en ma qualité de président de ce comité, j'avais présentés à la Chambre. Mais bien loin de rencontrer à Washington les difficultés qu'on m'avait opposées chez nous, lorsque j'avais présenté cette affaire au Parlement de mon pays, je reçus ici, au contraire, toute l'aide que je

pouvais désirer ; la belle et spacieuse salle des Député de l'Union fut mise à notre disposition pour y tenir une de nos séances publiques ; et du haut de la tribune du Président, j'eus l'honneur de prononcer un discours devant une nombreuse assemblée. Ce discours dura près de deux heures, et fut écouté, avec l'attention la plus profonde, par un grand nombre des membres des deux Chambres du Congrès, dont plusieurs prirent la parole pour appuyer les résolutions relatives à notre cause. A la suite de cette assemblée, nos rangs se recrutèrent de nombreuses accessions.

Il existe à présent à Washington une société de tempérance, dite du Congrès, formée entièrement de membres du Congrès ; la vente de toute liqueur spiritueuse, dans l'enceinte du Capitole, est proscrite par une loi ; et les chefs de la nation manifestent de jour en jour davantage l'intérêt qu'ils portent aux mesures législatives propres à coopérer, avec les moyens moraux, à l'avancement de la réforme de tempérance.

Un duel fatal ayant eu lieu entre deux membres du Congrès, pendant notre séjour à Washington, je saisis l'occasion des funérailles de la malheureuse victime de cette coutume barbare, pour adresser aux deux Chambres quelques observations sur l'importance et la nécessité d'abolir ces restes des temps féodaux ; je leur soumis, en même temps, les bases d'un bill à cet effet, dont j'avais, dans le temps, donné connaissance à notre Chambre des Communes, et que j'avais deux fois essayé, en vain, de faire passer au Parlement anglais ; je fus plus heureux à Washington, car avant notre départ de cette ville, un bill fut proposé et adopté, pour prévenir le duel entre les membres du Congrès, sous peine de déchéance ; ce qui a été trouvé, dès-lors, suffisant pour empêcher le retour de rencontres hostiles parmi eux.

Après un séjour de plusieurs semaines à Washington, je retournai, par Baltimore et Philadelphie, à New-York, tenant des séances dans chacune de ces villes, fréquentant plusieurs assemblées publiques tenues dans des vues philantropiques ; visitant aussi les hospices, les institutions de charité, les prisons les pénitentiaires, et prenant des notes sur les divers objets dignes d'intérêt, qui s'offraient

successivement à moi. De là nous remontâmes la romantique et magnifique rivière d'Hudson ; nous passâmes plusieurs jours sur le sommet des monts Catskill, puis quelques semaines à Albany, chef-lieu de l'État de New-York ; là nous acceptâmes l'hospitalité du grand apôtre de la tempérance en Amérique, M. Delavan, que je trouvai toujours disposé à me donner libéralement et avec plaisir, ses avis et sa co-opération pour toute bonne œuvre ; et après nous être mêlés, pour quelques jours, à la foule variée et joyeuse d'étrangers qui viennent de toutes les parties des États-Unis pour se divertir aux eaux de Saratoga, nous visitâmes les villes d'Utique, de Syracuse, d'Auburn, de Genève, de Canandaigua, de Rochester et de Buffalo, faisant, comme à l'ordinaire, des lectures publiques, et assistant à des réunions dans chacune de ces villes. Je me reposai alors pour quelques jours au milieu des merveilleuses et sublimes beautés de l'admirable chute du Niagara.

De là, nous allâmes, des bords des lacs Erié et Ontario, à ceux des lacs Georges et Champlain, par lesquels nous entrâmes dans l'État de Vermont ; et traversant ses vertes collines, et visitant les Montagnes Blanches, dans le New-Hampshire, nous arrivâmes à Boston par Concordia, la rivière Merrimack et la grande ville manufacturière de Lowell, qui est le Manchester de l'Amérique,

Nous passâmes plusieurs mois fort agréablement à Boston, dans cette noble ville, qui fut d'abord l'asile de quelques-uns de nos ancêtres fugitifs, et, plus tard, le berceau de la liberté américaine, et l'Athènes de l'Ouest. Je donnai ici quatre cours successifs de mes lectures, le matin et le soir, devant un nombreux et brillant auditoire ; et comme dans toutes les autres villes que j'avais visitées, je trouvai à Boston un libre accès à toute espèce de renseignements sur les affaires d'intérêt public, et je profitai amplement de cet avantage. Au nombre des assemblées publiques auxquelles j'eus le plaisir d'assister à Boston, il y en eut deux qui se tinrent afin d'aviser à l'établissement et à l'entretien d'une institution pour les matelots, dans le but de les garantir de l'intempérance, de la dissipation, et conséquemment du besoin et de la misère où ils sont entraînés, en arrivant à terre, par l'adresse d'indi-

vidus qui s'attachent à eux, pour les attirer dans les tavernes et dans les lieux de débauche, où ils sont, en peu de jours, dépouillés de ce qu'ils ont gagné par un travail pénible de plusieurs mois, et quelquefois de plusieurs années. Je ne me souviens pas d'avoir produit, parmi toutes les assemblées de ce genre que j'ai présidées, un sentiment d'intérêt si grand en faveur de l'objet proposé, ni d'avoir obtenu un plus beau résultat, quant au montant des sommes qui furent levées pour soutenir l'*Asile des matelots*.

Nous visitâmes successivement Salem, New-Bedford et Providence : dans chacune de ces villes, poursuivant le grand objet de mon voyage, tenant des séances et assemblées publiques. La réunion qui eut lieu à New-Bedford, se termina par l'adoption d'un plan pour lever plusieurs mille dollars en faveur des matelots du port, afin de fonder pour eux une maison de retraite. Pour obtenir ces fonds, on mit une légère taxe d'un sou par tonne, sur tout le trafic qui se faisait dans le port, ce à quoi les capitaines marchands acquiescèrent volontiers. A Providence, nos séances donnèrent lieu à une discussion longue et animée devant une assemblée considérable, sur la grande question de savoir jusqu'à quel point il fallait réclamer le concours de la législature, pour prévenir l'intempérance et les crimes : une majorité triomphante se déclara en faveur de cet avis, d'après le principe juste et humain que « il vaut mieux prévenir que guérir. »

Nous visitâmes ensuite l'ancienne et intéressante ville de Plymouth, fondée, il y a plus de deux cents ans, par des fugitifs qui cherchèrent un asile de liberté religieuse dans le Nouveau-Monde, contre l'intolérance et la persécution qu'ils rencontraient dans l'ancien. Nous assistâmes là à toutes les fêtes qui eurent lieu le 22 Décembre, en commémoration de l'arrivée des religionnaires fugitifs dans ce pays ; à cette occasion, on m'invita aussi à faire un discours sur la tempérance. On choisit pour cela une des églises de la ville ou se rassembla un nombreux auditoire. Je tins mes autres séances dans la salle des Pélerins. Plymouth, cet ancien siége de la science et de la piété des premiers fondateurs des colonies anglaises sur le continent d'Amérique, peut se vanter, de n'avoir pas un seul cabaret, un seul lieu où se vende

une goutte de liqueurs spiritueuses, un seul bâtiment détruit par le feu pendant près d'un siècle; et dans le moment où je séjournai dans cette ville, il n'y avait pas un seul pauvre à assister, un seul homme dans la prison, qui depuis plusieurs mois était restée vide, et dont on se proposait de faire quelqu'autre usage.

Ainsi se termina la première année de mes travaux en Amérique, qui se bornèrent aux États de l'Atlantique et de la Nouvelle-Angleterre. La seconde année, un nouveau cercle d'observations et d'occupations nous fut ouvert dans le Sud. Nous fîmes par mer, en Janvier 1838, notre voyage de New-York à Charlestown, dans la Caroline du Sud, et la réception qui m'y attendait fut encore plus démonstrative que celle qui m'avait été faite dans les États du Nord. Mes lectures sur l'Égypte et sur la Palestine attirèrent le plus nombreux auditoire qu'on eût vu jusqu'alors dans cette ville si cultivée, même dès sa fondation ; auditoire que le plus spacieux de ses temples avait peine à contenir. Je m'attendais à trouver que mes opinions bien connues sur l'esclavage, et la part que j'avais prise dans le Parlement britannique à la question de l'émancipation des Indes-Occidentales, me feraient recevoir avec froideur à Charlestown ; cependant je trouvai que cette tache sur ma réputation, ainsi que dans le Sud quelques-uns la considéraient, était, sinon entièrement, du moins à peu près effacée par la part que j'avais prise à l'opposition faite au monopole des Indes-Orientales, par mes attaques contre la presse des matelots, et par mes réclamations pour l'abolition des tarifs et des droits protecteurs, de manière à donner au commerce son libre cours, sans aucune prohibition ni entrave législative. La devise de « liberté du commerce et droits du marin » est très populaire dans tous les États-Unis, mais plus particulièrement dans le Sud ; et le rôle que j'avais joué en réclamant en faveur de cette liberté et de ces droits, fut en général regardé comme un équivalent plus que suffisant pour racheter l'hérésie de mes réclamations en faveur de l'émancipation des noirs. Je me trouvai donc infiniment plus à mon aise au milieu de mes rapports publics dans cette grande ville que je n'eusse jamais osé l'espérer ; et l'hospitalité des premières familles, qui nous fut si cordialement offerte,

rendit notre court séjour dans ce lieu aussi agréable que possible.

J'eus le plaisir d'assister, à Charlestown, à une très nombreuse et très intéressante réunion au sujet de la tempérance, réunion qui comptait les premiers négociants, les magistrats, les ecclésiastiques, les hommes de loi et les médecins de la ville. Après mon discours, on fit une collecte pour l'établissement d'un nouveau journal de tempérance qui devait être publié à Colombia, chef-lieu de l'État, ce qui fut exécuté peu après. Cet utile journal s'est répandu de plus en plus. Là aussi, le sujet de l'institution pour les marins fixa notre attention, et dans une assemblée qui suivit la conclusion de mes lectures, on rechercha quels pouvaient être les meilleurs moyens d'arriver à ce but utile, et l'on proposa de se procurer les fonds nécessaires, par des dons immédiats et par des souscriptions annuelles, et principalement en fixant un léger impôt volontaire de 1 0/0 par tonne de riz et de 2 0/0 par balle de coton exportés, ces deux produits étant le principal article de commerce du port. Lorsque je citai l'exemple des habitants de New-Bedford, ville comparativement petite, qui, pour accomplir le même objet, avait mis un impôt sur le tonnage de ses navires, les généreux et opulents habitants de Charlestown ne voulurent point rester en arrière de leurs frères du Nord, ainsi qu'ils les nommaient, et consentirent volontiers aux mesures proposées.

Nous allâmes ensuite à Savannah; et comme cette ville n'est qu'à une journée de traversée de Charlestown, le feu de l'enthousiasme y avait étendu son influence et excité des sentiments tout sympathiques. Mes cours dans cette ville furent donc fréquentés par une foule empressée. Les attentions flatteuses que nous reçûmes ici, l'accueil hospitalier que nous faisait chaque jour une société élégante et polie, y rendirent notre séjour des plus agréables. Nous n'oubliâmes pas non plus ici, la cause de la tempérance et de l'institution pour les matelots. Nous eûmes deux assemblées, à ce sujet, dans l'église presbytérienne, l'une des plus vastes et des plus belles des États-Unis; et l'influence de nos discours détermina les généreux négociants et armateurs de Savannah à suivre et même à surpasser l'exemple de Charlestown, pour l'avancement de ces deux objets.

Après avoir visité ensuite Augusta, Macon, Colombus et Montgommery, je me rendis par terre, et, dans un voyage de plusieurs centaines de milles, à travers les États de Géorgie et d'Alabama, à Mobile, toujours faisant mes cours ; Mobile était alors une ville heureuse et florissante, mais depuis elle a été désolée par la fièvre jaune et les incendies; nous y trouvâmes la même hospitalité et la même popularité qui nous avaient accueilli à Charlestown et à Savannah. Pendant ce voyage, mes efforts, soit en public, soit en particulier, pour la cause de la tempérance, eurent de grands succès surtout à Augusta, chef-lieu de la Géorgie.

De Mobile, nous passâmes à la Nouvelle-Orléans ; là nous eûmes trois assemblées publiques, à quelques jours d'intervalle l'une de l'autre, dans la belle église presbytérienne. A chaque assemblée, l'auditoire devenait plus nombreux ; à la troisième, le bâtiment était absolument plein ; les ailes et les galeries étaient remplies d'une foule de matelots des navires alors en rade ; tous ces hommes étaient propres et bien vêtus, les capitaines et officiers ayant été particulièrement invités à assister à l'assemblée et à y amener tous les matelots dont ils pourraient se passer à bord. C'était vraiment une réunion magnifique par le nombre, l'élégance, l'enthousiasme et les résultats.

A la fin de mon discours, un riche négociant se leva et dit à l'audience qu'après les détails qu'il venait d'entendre sur les ravages de l'intempérance, et surtout sur les justes droits des matelots à la protection de ceux qui arrivaient à la fortune, grâce aux travaux de ces pauvres marins, il ne pouvait rester muet spectateur de ce qui se passait, ni s'empêcher de suivre et même de surpasser l'exemple de New-Bedford, Charlestown et Savannah, en concourant à l'établissement d'une institution pour les matelots, où ils pussent être à l'abri des piéges que leur tend le vice. Il ajouta qu'il venait d'acheter 600 balles de coton, qu'il allait faire passer en Europe, et qu'il s'engageait à donner cinq dollars par balle de sa cargaison, soit 3,000 dollars en tout, si les autres négociants et armateurs voulaient donner un pour cent sur chaque balle exportée par eux durant le cours du reste de l'année. Cette proposition fut accueillie par une acclamation générale ; un moment

après, une autre personne se leva pour demander si le digne marchand tiendrait néanmoins sa parole, si, par hasard, il se rencontrait des individus assez mesquins et assez égoïstes pour ne point accepter la condition qu'il proposait. Sur quoi un autre habitant répondit que, pour dissiper tout doute à ce sujet, il était persuadé qu'il ne se trouverait que peu et même point d'individus de cette espèce à la Nouvelle-Orléans et que, dans ce cas, il se chargerait, lui, de payer les sommes que ceux-ci refuseraient d'acquitter.

L'étincelle fit bientôt naître une flamme ; les cœurs chaleureux des habitants du Sud s'ouvrirent et s'élargirent graduellement à chaque offre nouvelle. Ceux des habitants qui ne faisaient pas le commerce du coton, mais celui du sucre, s'obligèrent à payer 5 pour 100 sur chaque barrique de sucre qu'ils exporteraient dans l'année. D'autres habitants, propriétaires de bateaux à vapeur employés à remorquer les bâtiments qui entrent dans le port ou qui en sortent, s'engagèrent à donner 25 pour 100 pour chaque *schooner*, 50 pour chaque brick, et un dollar pour chaque grand navire qu'ils remorqueraient sur le Mississipi durant la saison.

Ainsi, avant que l'assemblée se séparât, des fonds suffisants nous furent garantis pour l'accomplissement de tous nos vœux. On confia au digne receveur des douanes de la ville, qui présidait notre réunion, le soin de recueillir ces sommes, ce à quoi sa position officielle se prêtait parfaitement. Les officiers de marine et les matelots qui occupaient les galeries et les ailes, se joignirent avec chaleur aux acclamations de joie du reste de l'auditoire, heureux de la bienveillante générosité qui venait de se manifester durant cette soirée, non-seulement pour ce qui les touchait eux-mêmes, mais aussi pour tous ceux de leurs dignes camarades, si souvent abandonnés et malheureux, qui arriveraient dans ce port.

Nous quittâmes la Nouvelle-Orléans au mois de Mai ; nous remontâmes le Mississipi, le « Père des eaux » ainsi que les Indiens le nomment fort justement. Nous visitâmes Natchez qui, un an plus tard, fut malheureusement presque entièrement détruit par un ouragan. Après quelques travaux intéressants dans cette dernière ville, nous revînmes

sur nos pas, à Charlestown, en repassant par les villes de Mobile et d'Augusta, déjà mentionnées, et en reprenant dans chacune la suite de nos travaux.

De Charlestown, nous fîmes alors un très grand tour dans l'intérieur du pays ; d'abord à Colombia, dans la Caroline du sud ; de là par Augusta et Athènes aux chutes magnifiques de Tuloola et de Tukoa, dans les montagnes de la Géorgie ; et après avoir traversé les montagnes Bleues, par Greenville, et le Roc-Plat, dans la Caroline du Nord, nous pénétrâmes dans les majestueuses forêts du Tennessée, et nous avançant, par Blountsville, vers la Virginie, nous entrâmes sur le territoire de cet Etat par Abingdon, dans le sud-ouest ; puis nous traversâmes les riches vallées qui sont au-delà de la chaîne des Alleghanies, visitant les sources de Soufre-Blanc, le Pont-Naturel la caverne de Wyer, Staunton, Charlottesville, qui est l'Université de la Virginie, Monticello, Richmond. Après quelques semaines de repos à Richmond, nous descendîmes par la rivière James, à l'embouchure du Chesapeake, visitant Norfolk, Gosport et Portsmouth, et nous revînmes à New-York par Petersburgh, Fredericksburgh, les sources de Warrington, Washington, Baltimore et Philadelphie. Nous nous arrêtâmes dans toutes ces villes et dans plusieurs autres lieux, pour y donner des cours et séances publiques touchant les intérêts liés à l'objet particulier de mon voyage. Je trouvai partout, mais plus spécialement à Abingdon, Richmond, Norfolk et Baltimore, les habitants prêts à répondre à mes vues et à mes désirs, et empressés d'exercer envers moi leur hospitalité de la manière la plus amicale, tant en particulier que publiquement.

Notre excursion suivante nous mena plus loin dans le Nord et dans l'Est que nous n'étions encore allés. Durant un second séjour que nous fîmes à New-York, nous assistâmes à plusieurs assemblées publiques, et y donnâmes des cours comme précédemment, ainsi qu'à New-Bedford. Nous revisitâmes Boston, pour nous embarquer de là sur la rivière Kennebeck, et nous rendre à Augusta, chef-lieu de l'État du Maine. Ici et à Hollowell, Bath et Brunswick, nous eûmes des cours et des assemblées publiques de tempérance ; puis à Bangor, sur la rivière Penobscot, nous eûmes de plus grandes assemblées encore; et, grâce à ces

moyens, la cause de la tempérance et celle des marins se trouvèrent grandement avancées.

Après quelques semaines passées fort agréablement dans les cinq villes que je viens de nommer, nous nous rendîmes à Portland, à Douvres, à Newburyport, à Salem et à Boston ; puis, de nouveau, à Providence, et de là à Worcester et à Springfield dans le Massachusetts, et à Hartford et Newhaven dans le Connecticut. Dans cette dernière ville, se tint une des plus nombreuses assemblées de tempérance que j'aie jamais vues ; on se réunit dans la nouvelle et élégante église presbytérienne du lieu, pour entendre un discours que je devais faire sur le jour du sabbat. L'auditoire comptait des personnes de toutes les communions religieuses, ainsi que les professeurs et étudiants de l'ancien et célèbre collège de la ville. Ici se termina la seconde année de mes travaux en Amérique.

La première avait été principalement employée à parcourir les États du Nord de la côte atlantique ; la seconde, les États du Sud et ceux de l'extrême Est ; la troisième devait être consacrée aux États de l'Ouest, au Canada, à la Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. Après un dixième cours de lectures à New-York, je quittai de nouveau cette ville en 1839, je revis mes amis à Philadelphie, et passai quelques semaines dans l'intérieur de la Pensylvanie, à Germantown, Lancaster, Harrisburgh sur le Susquehannah et Carlisle. Parmi les habitants de ces villes, presque tous d'origine allemande, ainsi que parmi les magistrats assemblés pour la session à Harrisburgh, chef-lieu de l'État, je recueillis des notions fort utiles, relatives à l'état des populations agricoles ; aux effets de l'intempérance sur la santé et les mœurs des gens de cette classe, et aux progrès de la réforme opérée dans ces districts.

En revenant de cette intéressante excursion, je visitai de nouveau Baltimore. L'aimable société et l'hospitalité pleine de charme de ses habitants avaient toujours eu pour moi tant d'attraits, qu'elles m'engageaient à prolonger autant que possible mon séjour dans cette ville, que je ne devais quitter qu'avec regret. J'y repris mes travaux, qui eurent le même succès que la première fois ; et, après un séjour de

quelques semaines, je traversai les montagnes de Cumberland pour aller dans les États de l'Ouest, visitant sur ma route Harper's Ferry et Fredericton, et faisant une courte halte dans chacune de ces villes. Après avoir franchi les montagnes, nous descendîmes sur la rivière Monongahela jusqu'à Pittsburg, situé dans la grande contrée du fer et du charbon, sur les bords de l'Alleghany, contrée qui est le Birmingham et le Sheffield de l'Amérique. Je passai là quelque temps, faisant mes lectures devant de nombreuses assemblées, et visitant les environs; après quoi nous descendîmes la belle et romantique rivière de l'Ohio, sur les bords de laquelle nous vîmes la communauté des Rapites, dans son établissement d'Economy.

Sur les bords de l'Ohio, nous visitâmes encore Steubenville et Wheeling, où nous nous arrêtâmes quelques jours. Nous passâmes de là dans l'intérieur du pays par Zanesville à Columbus, qui est le chef-lieu de l'État d'Ohio. Nous descendîmes ensuite la vallée du Scioto jusqu'à Circleville, Chillicothe et Portsmouth ; et, au milieu des plus beaux paysages du monde, nous étions ravis de la fertilité prodigieuse de ce pays aussi bien que de sa beauté pittoresque et nous examinions avec le plus grand intérêt les antiquités des races indiennes actuellement éteintes, qui ont laissé après elles, dans les restes de villes, de forts et de tombeaux, des preuves indubitables d'un état de civilisation et de perfection dans les arts de la vie policée, plus avancé que celui qui existe parmi les tribus indiennes du temps actuel. Nous nous embarquâmes ensuite à Portsmouth sur l'Ohio, et nous parcourûmes le reste de cette belle rivière jusqu'à Cincinnati.

Nous demeurâmes quelques semaines dans cette « Reine des eaux occidentales ; » c'est ainsi qu'on appelle cette ville surprenante et pleine d'avenir, qui compte une population de 40,000 âmes, quoiqu'elle ait à peine quarante ans d'existence, et qui a peut-être plus de rues spacieuses, plus d'édifices publics magnifiques, plus de maisons particulières et de villas élégantes, qu'aucune ville du continent américain de son étendue et de son âge. Nous fîmes de là une excursion à un établissement de l'intérieur appelé Dayton, sur l'Ohio, et qui est le plus florissant de tous les beaux villages que nous ayons vu dans notre voyage,

et nous revînmes ensuite à Cincinnati par la charmante vallée de Miami. Comme nous étions au mois de Mai, la saison, le climat et la température nous permirent d'admirer avec plus d'avantage les vertes collines et les vallées qui entourent d'un côté cette reine des villes, et les bords riches et variés du fleuve qui l'arrose.

De Cincinnati nous remontâmes l'Ohio jusqu'à Maysville, dans le but de faire de là une excursion dans l'intérieur du Kentucky, en allant à Lexington, dans le centre de cet État, puis à Francfort, qui en est le chef-lieu, jusqu'à Louisville, le grand marché des bords de la rivière. Si le paysage et la riche verdure de l'Ohio nous avaient ravis, les plaines onduleuses et les beaux pâturages boisés du Kentucky, vus dans le mois de Juin, excitèrent à un plus haut degré encore notre surprise et notre admiration. L'herbe, les fleurs, les buissons, le feuillage des forêts, paraissaient avoir l'éclat vierge et l'exubérance d'un monde nouvellement créé. Ce « Jardin de l'Union, » comme on le nomme avec raison, nous enchanta par sa fertilité et sa beauté; et la franchise et la cordialité des manières et des sentiments des habitants du Kentucky ne nous parurent pas moins satisfaisants. Outre nos autres travaux dans cette riche et intéressante contrée, nous tînmes une assemblée des amis de la tempérance sous l'ombrage délicieux d'une vaste forêt, à quelques milles de Lexington. C'était dans la soirée d'un dimanche du mois de Juin ; le clergé de la ville avait retardé le service pour permettre aux fidèles de s'y rendre, et des milliers de personnes vinrent de points plus ou moins éloignés, tant à cheval qu'en voiture, pour assister à notre réunion, pendant que les chantres de diverses églises, réunis en ce lieu, remplissaient l'air d'harmonie, en chantant en chœur des odes et des hymnes de tempérance.

Du Kentucky nous descendîmes l'Ohio, par l'Indiana et l'Illinois, nous remontâmes le cours du Mississipi jusqu'à Saint-Louis, ville la plus peuplée et la plus florissante de l'extrême Ouest, et la future métropole du Nouveau-Monde. De là, nous continuâmes à remonter le Mississipi jusqu'aux Rapides des Moines, sur les confins de Iowa, aussi loin que les pilotes purent nous mener, dans l'état où étaient les eaux à la fin de Juin, les bateaux les plus légers qui ne tirent que quelques

pouces d'eau, touchant les fonds rocailleux du fleuve. Après cela, nous redescendîmes jusqu'à Saint-Louis; et entrant dans l'Etat d'Illinois par l'embouchure de sa principale rivière, au-dessus d'Alton et vis-à-vis le grand Missouri, nous traversâmes cet État jusqu'à Peru, d'où nous allâmes à Chicago, par les prairies émaillées de fleurs de l'Ouest, sur des mers sans limite de verdure, sans rencontrer un arbre ou une maison qui interceptât notre vue, enchantés de la nouveauté, et impressionnés par la sublimité de ce spectacle.

A Chicago nous nous embarquâmes sur le lac Michigan, et après avoir touché à la côte du territoire de Wisconsin et visité les îles Manitoulin des Indiens, Mackinaw, dans les détroits de Michillimackinack, nous traversâmes les lacs limpides des Hurons et de Saint-Clair, nous rendant à Détroit, chef-lieu de l'Etat de Michigan, créé tout récemment. Après quelques jours passés dans cette ville, de la manière la plus utile et la plus agréable, nous nous embarquâmes sur le lac Erié, touchant à Sandusky, et nous arrêtant quelques jours à Cleveland sur notre route; et après une seconde visite à Buffalo, nous nous hâtâmes de retourner au Niagara, pour jouir encore une fois du grand et magnifique spectacle de ses sublimes et étonnantes cataractes.

Ce fut le terme de nos courses dans les Etats-Unis; car nous quittâmes le territoire de la république et traversâmes le lac Ontario pour débarquer à Toronto, dans le Haut-Canada. Les habitants de cette ville m'accueillirent avec les plus vives démonstrations de plaisir, comme si je leur eusse été déjà connu depuis plusieurs années, et que je fusse revenu chez des amis après une longue absence. L'hospitalité qu'on exerça à notre égard n'en fut que plus grande; mes lectures publiques attirèrent un auditoire nombreux, tous les employés, les magistrats et les officiers, ainsi que leurs familles, s'y rencontrèrent, y compris le Lieutenant Gouverneur, Sir George Arthur et son état-major, tous ajoutant par leur présence et leur appui à l'agrément de nos réunions. Grâce aux efforts faits durant mon séjour ici, la cause de la tempérance reçut une impulsion nouvelle, qui la réveilla de l'état d'indifférence où elle était restée depuis quelque temps.

Kingston fut la seconde ville que je visitai dans le Canada; j'y ren-

contrai le Gouverneur Général, Lord Sydenham, et l'évêque de la province, qui tous deux s'intéressèrent à l'objet de mes travaux, et me comblèrent d'attentions et de bontés.

De Kingston nous poursuivîmes notre voyage par le superbe fleuve Saint-Laurent que nous descendîmes à travers les Mille-Iles et les effrayants rapides de ce cours d'eau sans égal ; arrivés à Montréal, nous y trouvâmes, avec satisfaction, la cause relative à la tempérance en meilleur état que dans le Haut-Canada. Ici, comme ailleurs, mes lectures eurent un auditoire nombreux de personnes intelligentes et influentes de toutes les classes ; je les trouvai bien disposées en faveur de mes vues, et obtins facilement leur coopération au sujet de la tempérance et de l'éducation ; premièrement, dans une visite faite à divers villages français-canadiens sur les bords du Saint-Laurent, et ensuite dans une assemblée tenue dans l'église méthodiste de Montréal, dans le but de lever des fonds pour la société de tempérance et pour l'institution des ouvriers de cette ville.

De là nous nous rendîmes à Québec par le fleuve Saint-Laurent. En approchant de cette ancienne ville des fondateurs de la Nouvelle-France, nous ne pûmes nous empêcher de payer notre tribut d'admiration à ses sites majestueux et pittoresques, comme à Montréal nous avions admiré des beautés d'une nature plus riche mais plus calme. Les habitants de Québec nous comblèrent d'attentions, tant en public qu'en particulier. Je fis mes cours d'abord dans l'église méthodiste, puis dans le palais de la Cour Suprême, ensuite au théâtre et dans le lieu des séances du Parlement, car, grâce à la courtoisie du Gouverneur Général, on mit à ma disposition le local de la Chambre des Communes, où lorsque mes cours furent terminés, j'adressai, du haut de la tribune, un discours sur la tempérance, à la plus nombreuse assemblée que ce local eût encore contenu ; le centre et les banquettes des députés étaient occupés par les premières familles de Québec et des seigneuries environnantes, et les tribunes par des sous-officiers et des soldats des Coldstream Guards, auxquels le commandant de la garnison avait permis de se rendre en bon ordre de marche au Parlement, et d'assister à cette réunion. Rien ne pourrait surpasser le vif intérêt et

l'attention qu'éveilla mon discours; l'impression qu'il fit naître ne fut point stérile; bon nombre d'individus vinrent ajouter leurs noms à la liste des membres de la société de tempérance; on reçut le serment de plusieurs personnes qui s'obligeaient à s'abstenir complètement de liqueurs enivrantes, et de nouvelles contributions augmentèrent les fonds de cette utile institution. Une circonstance assez remarquable eut lieu alors: Un gentilhomme riche et considéré de la province, après avoir quitté l'assemblée, rentra chez lui fort impressionné par ce qu'il venait d'entendre, et donna ordre que toutes les liqueurs spiritueuses, le vin, la bierre, etc., que contenait sa cave, lui fussent apportées; il les fit immédiatement répandre dans la rue, afin qu'elles ne pussent servir ni à lui ni à d'autres, et s'étant ainsi lavé de tout contact avec le mal, il se fit recevoir membre de la société de tempérance.

De Québec nous allâmes par le Golfe de Saint-Laurent à Pictou, puis à Halifax par le détroit de Canseau, entre le Cap Breton et la Nouvelle-Ecosse. Dans cet ancien établissement de nos colonies de l'Amérique du Nord, mes lectures eurent un auditoire aussi empressé qu'à Québec; et les prévenances et témoignages d'amitié que nous recûmes de toutes parts y rendirent notre séjour des plus agréables. Au milieu des distractions qui nous étaient offertes, l'objet qui nous amenait ne fut point oublié; et une assemblée tenue à cet effet dans la loge des francs-maçons eut un succès non moins positif qu'à Québec; beaucoup d'adhésions vinrent grossir les rangs de notre société, et des fonds furent votés pour avancer ses affaires; car les hautes classes étaient plus intéressées que précédemment au succès de notre entreprise.

D'Halifax, traversant l'intérieur de la Nouvelle-Ecosse, nous nous rendîmes à Windsor; puis, par la rivière Avon, à la baie de Fundy, par laquelle nous arrivâmes à St-John, qui est le port de mer le plus important du New-Brunswick. Parmi cette population affairée il y eut cependant quelques centaines de personnes qui, comme à Halifax, prirent un très vif intérêt au but de nos séances et les fréquentèrent avec un zèle soutenu, soirée après soirée, malgré l'inclémence du temps et les plus violents orages.

De là nous remontâmes la sinueuse et pittoresque rivière de St-John, pour nous rendre à Fredericton, chef-lieu de la province, où nous fûmes reçus de la manière la plus cordiale par le Lieutenant Gouverneur, Sir John Harvey. Ne pouvant prolonger mon séjour à Fredericton, je fus obligé d'y donner par jour deux séances auxquelles assistèrent le Lieutenant Gouverneur, les principaux officiers civils et militaires, l'évêque du diocèse, le clergé, les pasteurs des différents cultes, les premières familles de la ville et des environs et les écoliers des classes supérieures de tous les colléges.

Côtoyant la rivière St-John, nous visitâmes Woodstock, ville limitrophes des possessions britanniques; puis, traversant la frontière non loin de la célèbre colline de Mars, qui fut le premier territoire contesté, nous arrivâmes à Holton, ville américaine, et de là par Bangor et Portland, à Boston, dans les Etats-Unis. Des dames de Boston, désirant me donner un témoignage de leur approbation pour les services que j'avais rendus à une cause à laquelle elles prenaient intérêt, me firent l'honneur de me présenter un vase d'argent fort élégant portant l'inscription suivante :

« OFFERT PAR PLUSIEURS DAMES DE BOSTON

A

JAMES SILK BUCKINGHAM.

En reconnaissance de ses efforts en faveur des matelots et pour la cause de l'humanité dans l'Inde. »

Je rapporte cet acte de bonté de la part des dames de Boston, parce qu'il y aurait *injustice* envers elles à le supprimer, et *ingratitude* de ma part.

Je ne fus que plus sensible à leur attention pour avoir uni l'expression de leur reconnaissance pour mes efforts en faveur des marins dans le Nouveau-Monde, à leurs remerciements pour la part que j'avais prise à soutenir la cause de l'humanité en Orient. Ces dames me firent un honneur auquel j'étais loin de m'attendre; car comment eussé-je jamais songé que ces mêmes travaux, qui m'avaient fait exiler

et dépouiller de mes biens par le gouvernement des Indes-Orientales, torts dont je n'avais pu obtenir le redressement de la part du ministère whig de mon propre pays, qui était sommé publiquement et solennellement de me faire rendre justice ; que ces mêmes travaux, dis-je, seraient appréciés d'une manière si différente, et m'attireraient, de l'autre côté de l'Atlantique, une récompense si différente de la première, et, cela, de la part de personnes auprès desquelles je n'avois aucun droit de reconnaissance et dont je n'étais pas même le compatriote?

Ce dernier voyage termina la troisième année de notre séjour en Amérique, à la fin de laquelle nous nous embarquâmes, à New-York, sur le bateau à vapeur *le Président*. Ce bâtiment, qui allait à Liverpool, ne s'étant pas suffisamment approvisionné de combustible, fut obligé de rebrousser chemin. Enfin nous pûmes partir. La traversée fut heureuse, et le 29 Novembre, 28 jours après notre premier départ de New-York, nous débarquâmes à Liverpool, rendant grâce à la Providence de notre heureux retour, heureux de revoir notre patrie, et plus encore d'embrasser les parents et les amis dont nous avions été séparés.

Je viens de donner le plus rapidement et le plus brièvement que j'ai pu le faire, le récit de nos voyages par mer, et de nos excursions par terre durant ces trois années d'absence, dans lesquelles j'ai gratuitement donné mes services à près de 150 assemblées pour l'avancement de la tempérance, de l'éducation, de la paix; j'ai ainsi contribué à la levée d'une somme de 100,000 dollars environ, provenant de collectes et de souscriptions émanant de ces assemblées, et destinée à divers buts philantropiques. Le maniement et l'administration de ces fonds furent toujours confiés à d'autres qu'à moi. Une relation plus détaillée des scènes variées et intéressantes de ce voyage, et des événements qui nous y sont arrivés, sera bientôt offerte au public, dans l'ouvrage maintenant sous presse, et là, naturellement, on trouvera comprises mes observations sur plusieurs autres sujets jugés dignes de mémoire. »

L'ouvrage dont il est question est fort avancé, et paraîtra dans le courant du mois prochain au plus tard. Cette édition sera ornée et exécutée avec soin. Il serait superflu de parler ici du talent de l'auteur pour la tâche qu'il a entreprise ; le style de ses différents voyages en Palestine, en Arabie, en Mésopotamie et en Perse, est une garantie suffisante de celui de son voyage en Amérique ; et le lecteur jugera lui-même combien les diverses circonstances où se trouvait M. Buckingham, ont dû favoriser l'exactitude de ses recherches.

Nous terminerons cette courte esquisse, dans laquelle nous avons resserré en un cadre étroit le récit de près de cinquante ans de travaux, en ajoutant que les écrits de M. Buckingham ont été aussi nombreux que ses voyages furent longs. Il est peu d'hommes dont la plume ait été aussi féconde et aussi infatigable que celle de l'auteur de ce mémoire, comme on le verra, en parcourant la liste de ses ouvrages que nous donnons ici :

1. Le Journal de Calcutta. . . . 33 vol. in-4°.
2. Le Héraut de l'Orient. . . . . 24 vol. in-8°.
3. Le Sphynx de Londres. . . . 4 vol. in-4°.
4. L'Athénée de Londres. . . . 4 vol. in-4°.
5. La Revue du Parlement. . . . 6 vol. in-8°.
6. Voyages en Palestine. . . . . 2 vol. in-8°.
7. Voyages en Arabie. . . . . 2 vol. in-8°.
8. Voyages en Mésopotamie. . . 2 vol. in-8°.
9. Voyages en Perse. . . . . 2 vol. in-8°.
10. Rapports du Parlement. . . . 2 vol. in-fol.
11. Les Etats du Nord de l'Amérique. 3 vol. in-8°.
12. Les Etats du Sud de l'Amérique. 2 vol. in-8°.
13. Les Etats de l'Est et de l'Ouest de l'Amérique. . . . . 3 vol. in-8°.

14. Sur le Commerce libre et la Réforme parlementaire, ... 1 vol. in-12.
15. Compte-rendu de l'Institut britannique et étranger. . . . . 4 vol. in-4°.

Faisant un total de 94 volumes, contenant chacun environ 600 pages, outre un grand nombre de brochures sur l'éducation, la tempérance, les finances, la colonisation, et autres matières. Il a fallu, sans doute, pour accomplir tant de travaux littéraires, en dehors d'une carrière si activement occupée d'ailleurs, le plus haut degré d'activité et d'énergie intellectuelle qu'un homme puisse posséder.


BG0893122